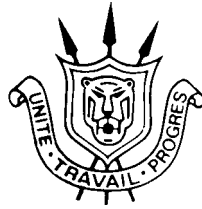


REPUBLIQUE DU BURUNDI



**MINISTRE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT
COMMUNAL**

ECONOMIE BURUNDAISE 2010

Réalisé par

LE SERVICE DE LA PLANIFICATION MACROECONOMIQUE

Avec l'appui technique de

L'institut de Développement Economique du Burundi (IDEC)



Septembre 2011

Table des Matières

LISTE DES TABLEAUX	3
LISTE DES TABLEAUX EN ANNEXE	4
ABREVIATIONS ET ACRONYMES	7
PREFACE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
I. CONTEXTE ECONOMIQUE ET POLITIQUE	11
1.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	11
1.2. ENVIRONNEMENT NATIONAL, DIMENSION POLITIQUE	14
1.3. L'ENVIRONNEMENT SOCIO-DEMOGRAPHIQUE DU BURUNDI	16
1.3.1. <i>Situation démographique</i>	16
1.3.2. <i>Situation sanitaire</i>	19
1.3.2.1. Quelques principaux indicateurs sanitaires en 2009 et 2010	19
1.3.2.2. Consultations curatives dans les centres de santé.....	20
1.3.2.3. Situation du VIH/SIDA	20
1.3.3. <i>Situation de l'Education</i>	21
1.3.3.1. Indicateurs relatifs à l'enseignement préscolaire, à l'atteinte et à l'achèvement universel du cycle primaire	21
1.3.3.2. Equipement des infrastructures scolaires au niveau du primaire.....	22
1.3.3.3. Les indicateurs relatifs à l'efficacité	22
1.3.4. <i>Taux brut et net de scolarisation dans l'enseignement secondaire</i>	23
1.3.4.1. Evolution du taux net de scolarisation.....	24
1.3.4.2. Autres indicateurs saillants au niveau de l'enseignement secondaire.....	25
1.3.5. <i>Quelques indicateurs du cycle supérieur et de la recherche scientifique</i>	26
II. PERFORMANCES ECONOMIQUES	27
III. SECTEUR REEL.....	33
3.1. LE SECTEUR PRIMAIRE	33
3.1.1. <i>L'agriculture vivrière</i>	33
3.1.1.1. La production par saison culturale.....	33
● FAITS SAILLANTS AYANT MARQUE LA SAISON 2010B.....	35
3.1.2. <i>L'Agriculture d'exportation</i>	37
3.1.2.1. Le café	37
3.1.2.2. Le thé	37
3.1.2.3. Le Coton.....	38
3.1.3. <i>L'Elevage</i>	39
3.1.4. <i>La pêche</i>	39
3.2. SECTEUR SECONDAIRE	40
3.2.1. <i>Industries alimentaires</i>	40
3.2.2. <i>Les industries chimiques</i>	42
3.2.3. <i>Les industries des matériaux de constructions</i>	44
3.2.4. <i>La production et la consommation de l'énergie électrique</i>	44
3.3. LE SECTEUR TERTIAIRE	45
3.3.1. <i>Trafic au port de Bujumbura</i>	45
3.3.2. <i>Trafic à l'aéroport international de Bujumbura</i>	46
3.4. PERSPECTIVES 2011-2012	47

IV. REVENU, INVESTISSEMENT ET CONSOMMATION	49
4.1. REVENU	49
4.2. INVESTISSEMENT	51
4.3. CONSOMMATION	54
4.4. PERSPECTIVES 2011-2012	55
V. LES FINANCES PUBLIQUES	56
5.1. RESSOURCES DE L'ETAT	56
A. RESSOURCES PROPRES	56
B. RESSOURCES EXTERIEURES	57
5.2. DEPENSES	57
5.3. DEFICIT GLOBAL ET SON FINANCEMENT	59
5.4. DETTE PUBLIQUE	59
5.4.1 Dette extérieure	59
5.4.2 Dette intérieure	61
5.5. PERSPECTIVES 2011-2012	62
VI. SITUATION MONETAIRE ET FINANCIERE.....	63
6.1. MONNAIE ET CREDIT	63
6.1.2. Ressource et emplois du système bancaire	63
6.1.2.1. Ressources	63
6.1.2.2. Les Emplois	64
6.1.3. Risques du système financier	65
6.2. EVOLUTION DES RESERVES INTERNATIONALES OFFICIELLES	67
6.3. SITUATION DU TAUX DE CHANGE	67
VII. BALANCE DE PAIEMENT	68
7.1. TRANSACTIONS COURANTES	68
7.1.1. Balance commerciale	69
7.1.2. Services	72
7.1.3. Transferts courants	73
7.2. TRANSACTION EN CAPITAL	74
7.2.1. Compte de capital	74
7.2.2. Compte des opérations financières	74
ANNEXES	76

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Taux d'admission, de scolarisation et achèvement.....	22
Tableau 2: Evolution du taux brut de scolarisation.....	23
Tableau 3: Evolution du TBS par sexe	23
Tableau 4: Evolution du taux net de scolarisation	24
Tableau 5: Evolution du TNS par sexe	24
Tableau 6 : Nombre d'étudiants.....	26
Tableau 7 : Indice de parité	26
Tableau 8: Parts des différents secteurs dans le PIB réel (en %)	28
Tableau 9: Contribution des différents secteurs a la croissance du PIB	30
Tableau 10 : Contribution de la demande à la croissance économique	31
Tableau 11: Evolution de l'effectif du cheptel de 2002 à 2010.....	39
Tableau 12: Variation annuelle	55
Tableau 13: Evolution des ressources globales (en pourcentage du PIB).....	57
Tableau 14 : Evolution des dépenses et prêts nets (en pourcentage du PIB).....	58
Tableau 15: Dette publique (en milliards de BIF).....	59
Tableau 16: Dette extérieure par secteurs économiques (en milliards de BIF).....	60
Tableau 17: Evolution des Avoirs Extérieurs	64
Tableau 18: Situation du Crédit Intérieur.....	65
Tableau 19: Evolution du risque du système financier (en Milliards de BIF)	66
Tableau 20: Evolution des réserves officielles.....	67
Tableau 21 : Cours de change moyen des principales devises par rapport au BIF	67
Tableau 23: Balance des transferts courants en Mrds de BIF	73
Tableau 24: Evolution du compte de capital en Mrds de BIF.....	74
Tableau 25: Compte des opérations financières en Mrds de BIF.....	75

LISTE DES TABLEAUX EN ANNEXE

Annexe 1: PIB par secteur économique (en milliards de FBU au prix de 1996).....	77
Annexe 2 : PIB par secteur économique (en milliards de FBU au prix courants).....	77
Annexe 3 : Taux de croissance du PIB réel par secteur 2009-2012 en pourcentage	78
Annexe 4: Production vivrière par groupes de cultures de 1996 à 2010 (en milliers de	79
Annexe 5 : Production des principales cultures d'exportation 1990-2010 (en tonnes)	79
Annexe 6: Production de la pêche de 2000 à 2010 (en KG).....	80
Annexe 7 : Production des principales industries	80
Annexe 8 : Trafic sur l'aéroport international de Bujumbura	81
Annexe 9: Revenu national brut aux prix courants (en Mrds de BIF)	81
Annexe 10: Demande intérieure aux prix courants (en Mrds de BIF).....	81
Annexe 11: Demande intérieure aux prix de 1996 (en Mrds de BIF).....	81
Annexe 12: Budget consolidé des finances publiques et de son financement	82
Annexe 13 : Ressources globales.....	84
Annexe 14 : Dette intérieure.....	85
Annexe 15: Evolution de la dette publique par secteur économique.....	86
Annexe 16: Balance des paiements (Mrds de BIF)	87
Annexe 17: Exportation des Merchandises.....	88
Annexe 18: Structure des importations en Mrds de BIF et en milliers de Tonnes.....	89
Annexe 19 : Exportations (en millions de BIF).....	90
Annexe 20 : Structure des exportations en Tonnes	91
Annexe 21 : Répartition géographique des échanges (Mrds de BIF)	92
Annexe 22 : Importation des services en Mrds de BIF	93
Annexe 23: Exportations des services en Mrds de BIF	94
Annexe 24 : Monnaie et Crédit (en milliards de BIF)	94
Annexe 25: Situation Monétaire (en milliards de BIF)	95
Annexe 26 : Evolution de la Masse Monétaire et ses Contreparties	96
Annexe 27 : Evolution de l'indice des prix des ménages de Bujumbura.....	96

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Evolution de la croissance économique mondiale.....	12
Graphique 2: Evolution de l'inflation mondiale	12
Graphique 3: Répartition de la population par province	16
Graphique 4: Niveaux de densités par province	17
Graphique 5: La séroprévalence du VIH/SIDA en 2009.....	21
Graphique 6: Evolution du taux brut de scolarisation(2006/007-2009-2010).....	23
Graphique 7: Evolution du taux brut de scolarisation pour les deux sexes.	24
Graphique 8: Evolution du taux net de scolarisation pour les deux sexes.	25
Graphique 9: Evolution de la croissance sectorielle (base 100 en 1996).....	29
Graphique 10: Evolution du taux d'inflation	32
Graphique 11: Productions vivrières des saisons 2009 A et 2010 A par groupes de cultures.....	35
Graphique 12: Production Vivrière des saisons 2009 B et 2010 B (en tonnes).....	36
Graphique 13: Evolution de la production vivrière des saisons 2009 C et 2010 C.....	37
Graphique 14: Production de l'agriculture d'exportation de 2000 à 2010 (en tonnes)	38
Graphique 15: productions de la pêche de 2008 à 2010 (en KG)	40
Graphique 16: Evolution de la production de la bière et boissons gazeuses de 2005 à 2010.....	41
Graphique 17: Evolution de la production du sucre, de l'huile de coton et de la cigarette	42
Graphique 18 : Evolution de la production des industries chimiques	43
Graphique 19 : Evolution de la production des industries des matériaux de construction.....	44
Graphique 20: Evolution de la production et la consommation de l'énergie électrique.....	45
Graphique 21: Evolution du trafic au port de Bujumbura (en milliers de tonnes)	45
Graphique 22: Trafic des passagers à l'aéroport international de Bujumbura (nombre de passagers)46	
Graphique 23 : Trafic à l'aéroport international de Bujumbura(en Tonnes)	46
Graphique 24 : Taux de croissance du PIB réel par secteur (en %).....	48
Graphique 25: Revenu national brut par ses composantes	49
Graphique 26: Croissance économique	50

Graphique 27: Transferts (en Mrds de BIF).....	51
Graphique 28: Investissements par agent économiques (en % du PIB)	51
Graphique 29: Consommation par agent (en % du PIB)	54
Graphique 30 : Structure de la dette extérieure en 2010.....	60
Graphique 31: Evolution de la dette intérieure	61
Graphique 32: Structure de la dette intérieure 2010	62
Graphique 33 : Evolution des composantes de la masse monétaire	64
Graphique 34: Evolution des crédits selon la durée de remboursement (en milliards de BIF)	66
Graphique 35 : Evolution de la balance courante 2006-2010 (en Mrds de BIF)	69
Graphique 36 : Evolution des échanges commerciaux 2006-2010 (en Mrds de BIF)	70
Graphique 37: Evolution des exportations par structure (en millions de BIF).....	71
Graphique 38 : Evolution des importations par structure (en Milliards de BIF)	72
Graphique 39 : Evolution des importations par structure (en milliers de tonnes)	72

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

API	: Agence pour la Promotion des Investissements
ARFIC	: Autorité de Régulation de la Filière Café
BEI	: Budget Extraordinaire d'Investissement
BIF	: Franc Burundais
BRARUDI	: Brasseries et Limonaderies du Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CCP	: Compte de Chèque Postaux
CDS	: Centre de Santé
CRS	: Catholic Relief Service
COGERCO	: Compagnie de Gérance du Coton
COMESA	: Communauté Est Africaine
COTEBU	: Complexe Textile de Bujumbura
DAP	: Di Ammonium Phosphate
DPAE	: Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage
DTS	: Droits de Tirages Spéciaux
EPISTAT	: Epidémiologie et Statistiques
FAO	: Food and Agriculture Organization
FIDA	: Fonds International de Développement Agricole
FMI	: Fonds Monétaire International
HL	: Hectolitre
IADM	: Initiative à l'Allégement de la Dette Multilatérale
IO	: Infections Opportunistes
IPC	: Indice de Prix pour la Consommation
ISTEEBU	: Institut des Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
KG	: Kilogramme
KWH	: Kilo Watt heure
L	: Litre
M2	: Masse Monétaire
M³	: Mètres Cubes
Mrds	: Milliards

MPDC	: Ministère du Plan et du Développement Communal
OBR	: Office Burundais des Recettes
OHP	: Office de l'huile de Palme
OIT	: Organisation International du Travail
OMD	: Objectifs Millénaires de Développement
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OTB	: Office du Thé du Burundi
PAM	: Programme Alimentaire Mondial
PIB	: Produit Intérieur Brut
PPTTE	: Pays Pauvres Très Endettés
PTME	: Prévention de la Transmission du VIH de la Mère à l'enfant
PTRPC	: Programme Transitoire de Réhabilitation Post Conflit
REGIDESO	: Régie de Production et de Distribution de l'Eau et de l'Electricité
RGPH	: Recensement Généra de la Population et de l'Habitat
SCN	: Système de Comptabilité National
SIDA	: Syndrome d'Immunodéficience Acquise
SOSUMO	: Société Sucrière de Mosso
SPM	: Service de la Planification Macroéconomique
SWAA	: Society for Women against Aids in Africa
T	: Tonnes
TBA	: taux brut d'admission
TNA	: taux net d'admission
TBS	: Taux Brut de Scolarisation
TEC	: Tarif Extérieur Commun
TNS	: Taux Net de Scolarisation
TOFE	: Tableau des Operations Financières de l'Etat
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
UE	: Union Européenne
US \$: Dollars des Etats Unis d'Amérique
VAT	: Vaccination antitétanique
VIT A	: Vitamine A
VIH	: Virus d'Immunodéficience Humaine

Préface

Le Ministère du Plan et du Développement Communal à travers le service de la planification macroéconomique produit chaque année un rapport sur l'économie burundaise afin d'informer les acteurs du développement de la situation et de l'évolution économique du pays. Le présent rapport retrace les faits conjoncturels et structurels qui ont marqué l'année 2010 ainsi que les perspectives économiques pour les années 2011 et 2012.

L'année 2010 a été une année extraordinaire au Burundi du point de vue économique et politique. Etant une année des élections, la réussite du processus démocratique afin de consolider la paix et asseoir une bonne gouvernance était le principal défi. Du côté économique, le Burundi avait comme priorité la poursuite et la soutenabilité d'une croissance économique afin de préserver les acquis ainsi que la poursuite de la reconstruction.

Ainsi, en 2010, la croissance économique est évaluée à 3,9%. Ce résultat est le fruit d'un effort conjugué de l'ensemble des trois secteurs, qui se manifeste par la relance de la production agricole dans le secteur primaire, par les efforts de développement des infrastructures dans le secteur secondaire et par l'intégration du Burundi dans la Communauté de l'Afrique de l'Est qui a accéléré la croissance du secteur tertiaire. Toutefois, l'impact de cette croissance est affaibli par les effets d'autres défis que sont : une forte pression démographique, une dégradation des sols causée par la forte exploitation et une dépréciation de la monnaie.

Les perspectives économiques pour les années 2011 et 2012 montrent des taux de croissance de 4,2% et 4,9% respectivement en 2011 et 2012. Cette croissance sera tirée par les trois secteurs économiques grâce aux actions entreprises pour relancer la production agricole ; pour promouvoir et développer les industries alimentaires, les activités de construction, le secteur minier et énergétique, le tourisme et les télécommunications. Par ailleurs, les actions seront envisagées et entreprises pour faire face aux défis cités ci dessus

Ces activités prévues devraient amorcer une accélération progressive de la croissance économique, qui permettra au Burundi d'avoir une assise et enfin d'être beaucoup plus compétitif.

**MINISTRE DU PLAN ET DU
DEVELOPPEMENT COMMUNAL**



REMERCIEMENT

Ce rapport a été produit par une équipe de travail comprenant les cadres du service de la Planification Macroéconomique et celui de la Composante «Population et Développement» du Ministère du Plan et du Développement Communal ainsi que les chercheurs de l'Institut de Développement Economique. Par ailleurs, le projet de rapport a bénéficié des enrichissements des experts du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, de la Banque de la République du Burundi (BRB), de la Compagnie de Gérance du Coton (COGERCO), de l'Office du Thé du Burundi (OTB), de l'Institut des Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU), de l'Autorité de Régulation de la Filière Café du Burundi(ARFIC) et du Conseil Economique et Social.

L'ensemble des travaux qui ont abouti à la production de ce rapport, a été coordonné par le Ministère du Plan et du Développement Communal.

L'équipe adresse ses sincères remerciements à toutes les institutions ci-haut mentionnées qui ont fourni beaucoup d'efforts pour l'aboutissement de ce travail.

L'équipe voudrait remercier particulièrement le PRGE (Programme de Renforcement des Capacités de Gouvernance Economique) pour son appui financier.

I. CONTEXTE ECONOMIQUE ET POLITIQUE

1.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

a. Production et croissance mondiale

Au cours de l'année 2010, la production mondiale se relève petit à petit suite aux mesures prises pour relancer l'activité économique après avoir subi les effets de la crise financière internationale. Ainsi après une chute de production mondiale de 0,5% en 2009, elle se relève pour atteindre une croissance de 5% en 2010. Toutefois, il faut noter que le rythme de l'activité reste inégal d'une région à l'autre et le problème de l'emploi reste difficile à résoudre. Environ 205 millions de personnes dans le monde sont en quête d'emploi, soit environ 30 millions de plus qu'en 2007, selon l'Organisation Internationale du Travail.

Dans les pays avancés, il subsiste une fragilité de la situation financière bien qu'elle commence à s'améliorer en 2010 malgré un chômage élevé. Les mesures prises semblent être insuffisantes pour mettre fin à la crise. La tendance à la réduction de la production industrielle qui a caractérisé les premières phases de la récession est désormais inversée. Cependant, les entreprises ont surtout commencé à reconstituer leurs stocks plutôt que de relancer une production non soutenue par une hausse de la consommation et des investissements. Malgré cette situation, la croissance économique est passée de -3,4% en 2009 à 3% en 2010.

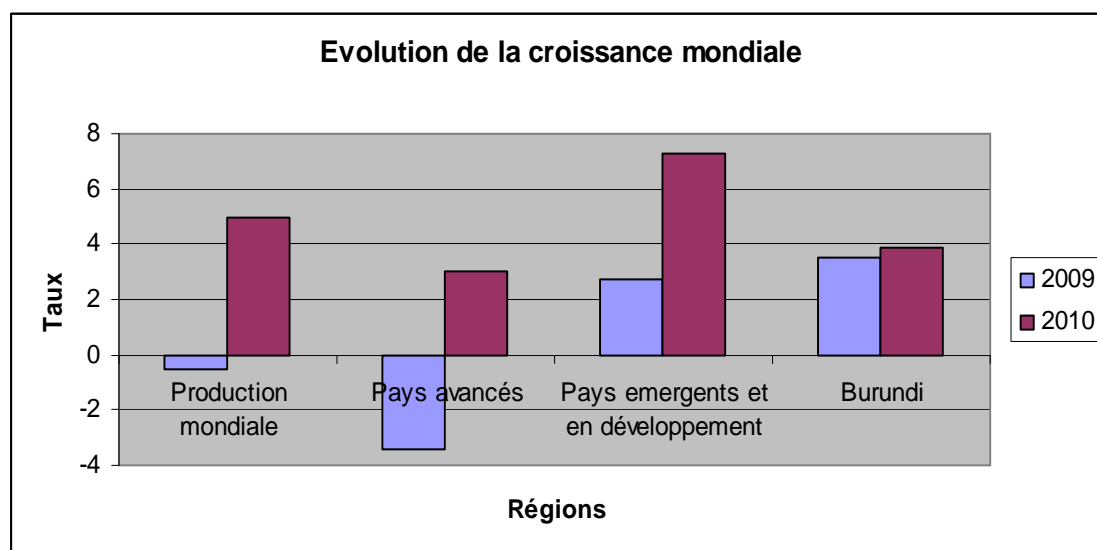
Concernant les pays émergents et en développement, il est enregistré une croissance vigoureuse et le chômage reste faible. Ce dernier touche en particulier les jeunes. Ainsi, ces pays enregistrent une croissance rapide de la production de 7,3% en 2010, après avoir connu une croissance de 2,7% qui pourrait rester élevée grâce à la vigueur persistante de la demande intérieure et à l'augmentation de la demande mondiale de matières premières.

Par ailleurs, dans la plupart de ces pays, l'intensification des contraintes de capacités de production et, la hausse des prix des denrées alimentaires comme ceux des matières premières constituent une menace pour les ménages pauvres ; ce qui est souvent à la base des problèmes sociaux.

Dans ce cadre, après avoir subi les impacts de la crise financière, le Burundi connaît une croissance faible de 3,9% en 2010 contre 3,5% en 2009. Celle-ci est expliquée notamment par:

- (1) un taux de croissance élevé au niveau de l'agriculture d'exportation dû principalement à la cyclicité de la culture du café (l'année 2010 correspond au cycle d'une bonne production du café)
- (2) un effort de développement des infrastructures.

Graphique 1: Evolution de la croissance économique mondiale

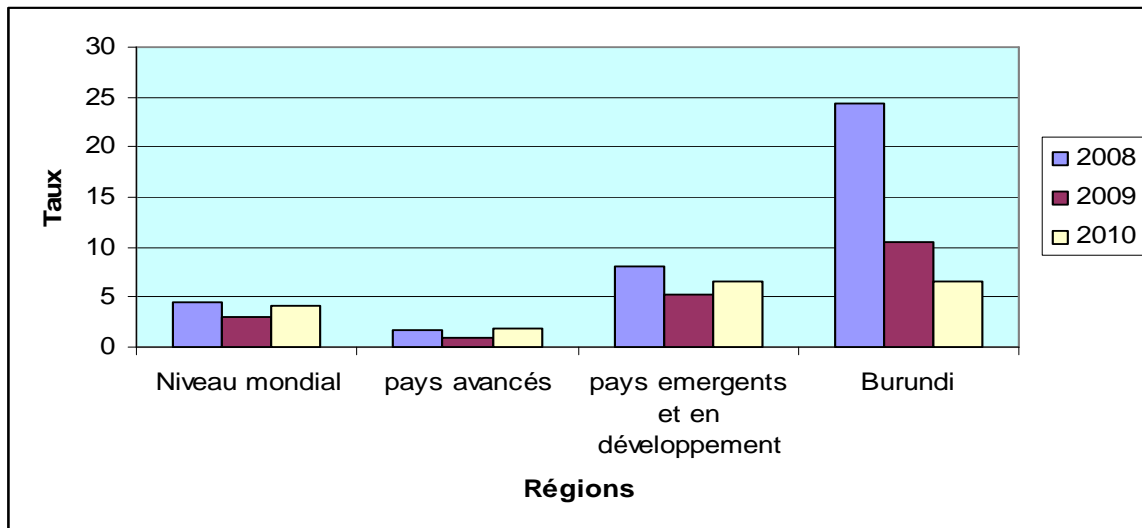


b. Cours des matières premières

L'année 2010 connaît des cours de matières premières élevées dus à trois facteurs. Le premier facteur est structurel et s'explique par la croissance rapide dans les pays émergents et en développement. Celle-ci affecte la croissance des matières premières et en modifie la structure. Le deuxième facteur est cyclique et engendre une croissance de la demande des matières premières plus forte que celle qui était prévue au second semestre 2010. Les chocs climatiques qui constituent le dernier facteur affectent les produits de base.

Cette hausse des cours de matières premières, conjuguée aux prix des produits alimentaires et énergétiques, se répercute sur l'inflation, influençant intensément l'indice des prix à la consommation des pays à plus faible revenu où l'inflation globale a connu une hausse à l'exception des pays au sud du Sahara.

Graphique 2: Evolution de l'inflation mondiale



Il ressort de ce graphique que sur les trois dernières années, l'inflation du Burundi est supérieure à la moyenne mondiale. Heureusement, elle tend à la baisse et atteint 6.5% en 2010.

De plus, l'augmentation des cours du pétrole résultant des perturbations de l'offre influence les agrégats macroéconomiques notamment l'inflation..En effet, depuis le début des années 2000, la hausse soutenue des prix de pétrole indique que les produits pétroliers sont devenus des ressources rares. Toutefois, l'analyse de l'évolution prévisible de la demande et de l'offre de pétrole brut démontre que cette raréfaction pourrait être expliquée par deux facteurs : la hausse rapide de la demande pétrolière des pays émergents et la baisse tendancielle de la croissance de l'offre. Étant donné l'essor prévu de ces facteurs, le retour à la normale est improbable à court terme.

Comme le reste du monde, le Burundi a subi le choc causé par la hausse du prix du pétrole tout au long de l'année 2010. En effet, selon le système d'alerte précoce du Burundi, les prix de l'essence et du gasoil ont grimpé en moyenne de 5.9% entre janvier et décembre 2010.

C. Evolution des Finances

Malgré toutes les mesures prises dans de nombreux pays et surtout aux Etats-Unis au cours de l'année 2010, le marché immobilier est encore affaibli, ce qui découle du blocage des investissements dans le secteur du logement.

En outre, les difficultés financières et économiques dans les pays de l'Union Européenne s'aggravent. Celles-ci dénotent un problème général : le faible taux de croissance tendancielle du potentiel de production dû au fait que lorsque la croissance est très faible, l'ajustement est très difficile.

En revanche, dans les pays émergents, la crise n'a pas laissé de blessures durables puisqu'ils avaient généralement au départ une situation budgétaire et financière solide, et les effets négatifs de la crise ont été plus discrets. La forte croissance tendancielle et le bas niveau des taux d'intérêt facilitent beaucoup l'ajustement.

Au Burundi, la crise financière internationale n'a pas eu de conséquences considérables sur les finances publiques, de telle sorte que le pays n'est pas éligible aux dons en faveurs des

Etats ayant connu des graves effets de la crise. Par ailleurs, le pays a fourni des efforts substantiels dans la collecte des recettes. Ceci résulte en grande partie de l'opérationnalisation de l'Office Burundais des Recettes. De plus, de nombreuses actions sont envisagées en vue de réduire les dépenses publiques de fonctionnement et ainsi accroître l'investissement.

1.2. ENVIRONNEMENT NATIONAL, DIMENSION POLITIQUE

Tout au long de l'année 2010, le Gouvernement avait pour défis majeurs de réussir absolument le processus électoral pour consolider la culture démocratique d'une part, et asseoir la bonne gouvernance d'autre part.

a. Un processus électoral bien réussi

Pour réussir le processus électoral, le Gouvernement a consenti d'énormes efforts à la fois dans l'assainissement de l'environnement sécuritaire et dans la mise sur pied des instruments institutionnels et juridiques appelés à régir les élections. Pour ne retenir que le cas de la désignation des membres de la Commission Electorale Nationale Indépendante, le Gouvernement n'a pas hésité d'engager des consultations franches avec les partis de l'opposition et les organisations de la société civile. Aussi une équipe de cinq commissaires faisant l'objet de consensus en a-t-elle ressortie: deux de ses membres étaient issus de la société civile, trois membres provenaient des trois partis majoritaires à l'Assemblée nationale.

Il en a été de même pour la mise sur pied du Code électoral. Les différents partis politiques et les organisations de la société civile se sont adonnés à un débat nourri et ont finalement convergé sur un consensus sur les questions de fond telles le mode de scrutin, l'ordre des scrutins, la caution pour la candidature à la présidentielle, etc.

Bref, les élections de 2010 se sont déroulées dans un cadre juridique et institutionnel ayant fait l'objet de large consensus de la part des différents partis politiques et même de la société civile. C'est pour cela que les cinq scrutins à savoir les élections communales, présidentielles, législatives, sénatoriales et collinaires ont pu se dérouler dans le calme et la sérénité, ce qui a été reconnu par tous les observateurs nationaux et internationaux.

b. Légitimité des institutions de l'Etat

1. Le long processus électoral ci-haut évoqué a donné lieu à des institutions légitimes de par la volonté populaire. Pour cela, les institutions de l'Etat sont appelées à asseoir la bonne gouvernance et la lutte implacable contre la corruption, ce que recommandent par ailleurs les instruments juridiques divers et variés.
2. En prenant l'exemple des élus communaux, force est de montrer que l'article 15 de la Loi communale recommande la gestion transparente des bien communaux : « *Le conseil communal organise au moins deux fois par an des rencontres ouvertes aux conseils de colline et aux représentants des associations de la société civile œuvrant dans la commune pour les informer de manière transparente sur la situation politique, de poser des questions et de proposer des solutions* ». Il en va de même pour les articles 32, 38 et 40 de la même loi.
3. Ce processus doit aboutir à une éducation à la citoyenneté dès lors qu'à la prise des décisions sont associées les différentes parties prenantes de la population.
4. Pour lutter contre la corruption et toute autre forme de malversation économique, les membres du Gouvernement sont appelés à tout faire pour rendre les dispositifs de lutte contre la corruption plus efficaces : Cour des Comptes, Cour Anti-corruption, Brigade Spéciale Anti-corruption et Inspection Générale de l'Etat. Notons au passage que d'après différents rapports tels ceux de Doing Business et de Transparency International, le Burundi reste classé parmi les Etats les plus corrompus de la sous-région. C'est pour inverser cette tendance que le Gouvernement est appelé à redorer le blason. Pour ce faire, il doit prendre pour feuille de route le principe de tolérance zéro énoncé par le Chef d'Etat lors de son investiture pour le second mandat. Aussi une

éducation civique à tous les niveaux est-elle incontournable pour venir à bout de ce fléau.

1.3. L'ENVIRONNEMENT SOCIO-DEMOGRAPHIQUE DU BURUNDI

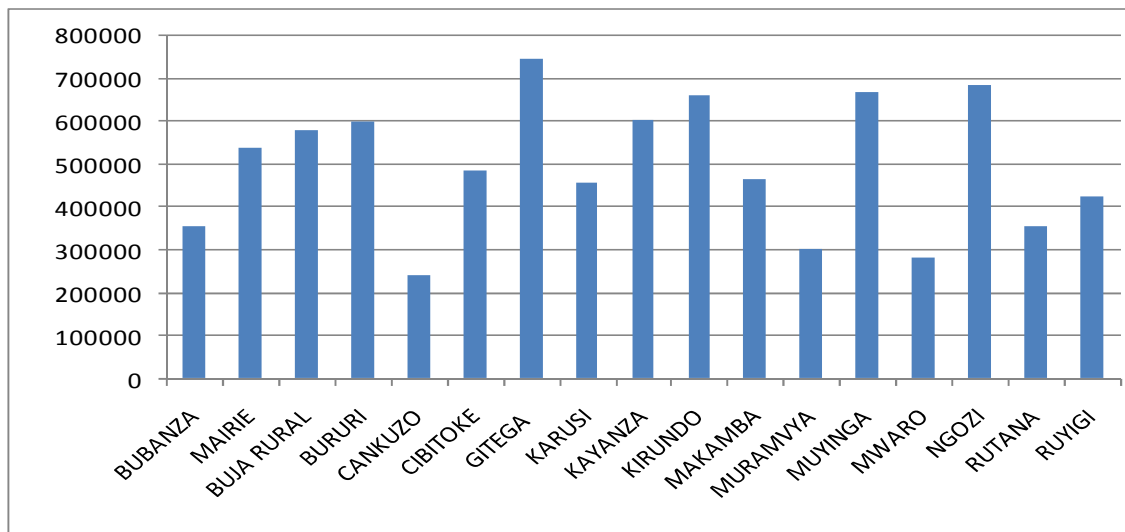
1.3.1. Situation démographique

Jusqu'aujourd'hui, le Burundi a déjà organisé trois Recensements Généraux de la Population et de l'Habitat. Le premier date de 1979 avec un effectif de 4 028 219 habitants, le second de 1990 avec un effectif de 5 292 793 habitants et le dernier date de 2008 avec un effectif de 8 053 574 habitants. Soit un taux de croissance de la population de 2,4% par an. Ce taux ne varie que très légèrement car il reste estimé à 2,5% en 2010 selon les projections démographiques réalisées par la Composante Population et Développement en collaboration avec le Bureau Central du Recensement.

L'effectif qui était de 8 053 574 habitants en 2008, est passé de 8 447 102 habitants en 2010 selon ces projections démographiques à base des hypothèses suivantes :

- L'indice synthétique de fécondité qui était de 6 enfants par femme est estimé à 5,8 enfants par femme en 2010,
- L'espérance de vie à la naissance qui était de 48,9 ans en 2008 est estimée à 49,6 ans en 2010,
- La migration nette qui était de 6 391 en 2008 est estimée à 5 926 en 2010.

Graphique 3: Répartition de la population par province

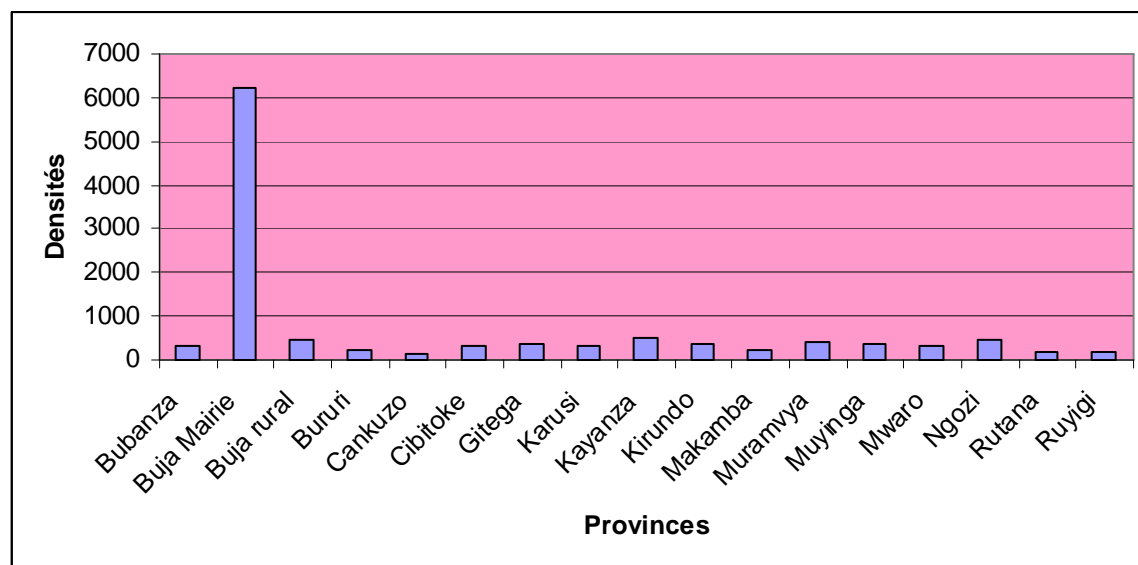


Ce graphique montre que la province de Gitega est la plus peuplée avec un effectif de 745 671 suivie de la province Ngozi avec un effectif de 684 717 tandis que la province de Mwaro vient en avant dernier lieu avec un effectif de 281 399 suivie de la province Cankuzo qui est la moins peuplée avec 241 399. Les causes de ces répartitions inégales sont à rechercher au niveau des phénomènes démographiques notamment la fécondité, la mortalité, la migration interne et internationale.

En outre, quelques régions attirent les gens qui cherchent à améliorer leurs conditions de vie telle la recherche des terres cultivables, la recherche de l'emploi, etc. Cette comparaison donne l'importance de chaque région en tant que région d'immigration ou d'émigration. Signalons qu'il y a eu retour massif des déplacés de guerre qui regagnent de plus en plus leurs régions d'origine ainsi que les rapatriés qui retournent dans le pays après la crise qu'a connu le Burundi depuis 1972.

Quant aux densités, les projections démographiques ont révélé que la densité moyenne qui était de 310 habitants au km² en 2008 est passée à 326 habitants au km² en 2010

Graphique 4: Niveaux de densités par province



Le graphique ci-dessus montre que la distribution des densités oppose les régions centrales et septentrionales du pays fortement peuplées aux régions du Sud et de l'Est qui le sont moins.

Les autres indicateurs démographiques saillants

- Age moyen de reproduction de 31,9 ans reste constant depuis 2008 jusqu'à 2010,
- Espérance de vie à la naissance chez les hommes est passée de 46 ans en 2008 à 46,3 ans en 2009 et 46,7 ans en 2010,
- Espérance de vie à la naissance chez les femmes est passée de 51,8 ans en 2008 à 52,1 ans en 2009 et 52,3 ans en 2010,
- Le taux de mortalité infantile a quelques peu fléchi revenant de 118,1 à 116,6 pour 1000 naissances vivantes respectivement en 2009 et 2010,
- Il en est de même pour le taux de mortalité des moins de 5 ans qui est revenu de 183,1 pour 1000 naissances vivantes en 2008 à 180,4 pour 1000 naissances vivantes en 2009 et à 170,7 pour 1000 naissances vivantes en 2010.
- Le taux brut de mortalité est revenu de 16,2 pour 1000 en 2008 à 15,6 pour 1000 en 2009 et à 15,1 pour 1000 en 2010.
- Le taux brut de natalité est revenu de 39,3 pour 1000 en 2008 à 38,5 pour 1000 en 2009 et en 2010,
- Le rapport de dépendance revient de 0,90 en 2008 à 0,88 en 2009 et à 0,87 en 2010.

De plus, le Gouvernement burundais envisage dans sa Vision Burundi 2025 de ramener le taux de croissance de la population de 2,5% de 2010 à 2% en 2025. Par ailleurs, une politique démographique nationale visant à faire face aux défis démographiques que connaît actuellement le Burundi est en cours d'élaboration. Parmi ces défis, on citerait notamment les conflits fonciers dus en grande partie à l'exiguïté des terres cultivables, à la surpopulation observée dans certaines régions et au retour massif des réfugiés exilés depuis 1972 jusqu'en 1993.

Ainsi pour faire face à l'exiguïté des terres, le Gouvernement burundais a mis en place une **réforme foncière et une politique de villagisation**.

La politique foncière vise le développement d'une gestion foncière, l'atténuation des risques de conflits interpersonnels, la production et le développement économique. De même, la mise en place de la Commission Nationale Terres et autres Biens, chargée du traitement et du règlement alternatif des litiges fonciers impliquant les sinistrés, a permis la réduction des conflits fonciers issus des vagues des rapatriés.

Les perspectives d'avenir pour cette politique foncière sont entre autre :

- l'élaboration du plan d'action du programme national foncier et la mobilisation des fonds pour sa mise en œuvre,
- la formulation et la mise en œuvre des projets du programme national foncier,
- la formation aux métiers du foncier en faveur des cadres de l'Etat,
- l'élaboration des documents sur la gestion décentralisée des terres : dispositif de suivi-évaluation, étude de faisabilité de mise en place d'un système d'information géographique national pour le Burundi ainsi que la mise en place d'un site web sur le foncier au Burundi

Concernant la politique nationale de villagisation, celle-ci vise :

- (i) à procurer à la population concernée une source permanente de revenus,
- (ii) à créer des services et commerces nécessaires à l'amélioration de la productivité agricole et des conditions de vie des ménages,
- (iii) et enfin à amorcer un processus d'auto-développement à l'échelle du village.

Elle permettra également de transformer progressivement l'économie de subsistance en économie de marché, de diversifier les sources de revenus des ménages, de réduire ainsi les causes structurelles de la pauvreté monétaire et de stabiliser ces ménages dans leur milieu.

De plus, la politique nationale de villagisation cherche à concentrer les habitations dans des zones traditionnellement peu peuplées et à encourager l'établissement de centres de développement dans les zones rurales autour d'un habitat regroupé. Cette option permettra également d'optimiser l'accès aux ressources foncières et aux infrastructures et équipements de base. En outre, elle permettra de réaliser des économies d'échelle au profit des activités socio-économiques plus particulièrement agricoles en vue de garantir une autosuffisante alimentaire permanente pour le pays et ainsi le prémunir contre la crise alimentaire.

Elle est aussi une réponse d'urgence du Gouvernement à la réintégration de personnes sinistrées pour lesquelles un programme d'installation individuelle dans un habitat rural dispersé s'avère difficile et complexe.

1.3.2. Situation sanitaire

1.3.2. 1 Quelques principaux indicateurs sanitaires en 2009 et 2010

Selon les statistiques sanitaires données par l'EPISTAT pour les années 2009 et 2010, les disparités des services de santé sont remarquables entre les provinces.

En effet, l'analyse des indicateurs sanitaires par province fait ressortir que :

Pour le taux d'accouchement dans les centres de santé, la moyenne nationale est de 51% en 2009 et 45,8% en 2010 ; elle est de 66,4% en 2009 et 64,3% en 2010 pour l'ensemble des structures sanitaires (CDS+Hôpitaux).

La province qui vient en premier lieu est Bubanza avec des taux de 100% en 2009 et 95,5% en 2010 tandis que Bujumbura mairie se place en dernière position avec des taux de 19% en 2009 et 22,7% en 2010.

- concernant la couverture vaccinale du VAT chez les femmes enceintes, certaines provinces dépassent 100% notamment les provinces de Bubanza avec un taux de 147% en 2009 et 157% en 2010, Bururi avec un taux de 133% en 2010, Kayanza avec un taux de 101% en 2009, Makamba avec un taux de 121% en 2010, Ngozi avec un taux de 118% en 2009, Rutana avec un taux de 128% en 2009 et Ruyigi avec un taux de 102% en 2010. La moyenne nationale est de 83% en 2009 et 85% en 2010; la province qui a un niveau élevé est celle de Bubanza avec un taux de 147% en 2009 et 157% en 2010 tandis que viennent en dernière position Karusi avec un taux de 26% en 2009 et Muramvya avec un taux de 46%.
- Pour le taux d'acceptation des méthodes contraceptives, la moyenne nationale est de 16% en 2009 et 27% en 2010. Cette évolution signifie que les couples qui utilisent les méthodes contraceptives et qui se protègent contre les grossesses non désirées ont augmenté ; ceci résulte de la politique de sensibilisation en matière de contraception mise en place par l'Etat. Ainsi, la province qui vient en premier lieu est Rutana avec un taux de 49% tandis que celles de Karusi et Kirundo viennent en dernière position avec un taux de 7% en 2010.
- Quant au taux de couverture vaccinale anti rougeole, et le polio III, les moyennes annuelles sont respectivement de 80% et 84% en 2009 ; 86% et 88% en 2010. Les provinces qui viennent en premier lieu pour la couverture anti rougeole est Makamba avec un taux de 109% en 2009 et Kirundo avec un taux de 162% en 2010 ; les provinces qui viennent en dernière position sont Bujumbura- mairie avec un taux de 50% en 2009 et Mwaro avec un taux de 70% en 2010; pour la polio III, les provinces qui se placent en première position sont Bubanza avec un taux de 101% en 2009 et Kirundo avec un taux de 179% en 2010 ; celles qui se placent en dernière position sont

Bujumbura-mairie et Bururi avec un taux de 66% en 2009 et Mwaro avec un taux de 69% en 2010.

- pour le cas de la couverture en vit A, la moyenne nationale est de 54% en 2009 et 58% en 2010. Les provinces de Cankuzo et Kirundo viennent en tête avec des taux respectifs de 89% en 2009 et 134% en 2010. Celle qui vient en dernière position est Karusi avec un taux de 38% en 2009 et 44% en 2010.
- concernant la malnutrition (sévère et modérée), le dépistage qui a été fait chez les enfants de 0 à 59 mois dégage une moyenne nationale de 15% en 2009 et 10% en 2010. Les provinces qui viennent en premier lieu sont respectivement Gitega avec un taux de 24% en 2009 et Kayanza avec un taux de 29% en 2010. Celles qui viennent en dernier lieu sont Bubanza avec un taux de 3% en 2009 et Bururi avec un taux de 1% en 2010.
- Pour ce qui est de la couverture vaccinale, le taux a connu une amélioration de 2% de 2009 à 2010 pour les raisons suivantes :
 - a) La sensibilisation de la population burundaise faite par l'Etat à travers les réunions, les médias, les églises, etc.
 - b) Les gents des pays frontaliers de certaines provinces sanitaires viennent bénéficier de ces vaccins car ils sont donnés gratuitement ;
 - c) Les réfugiés résident au Burundi (les Banyamurenge).

1.3.2.2. Consultations curatives dans les centres de santé

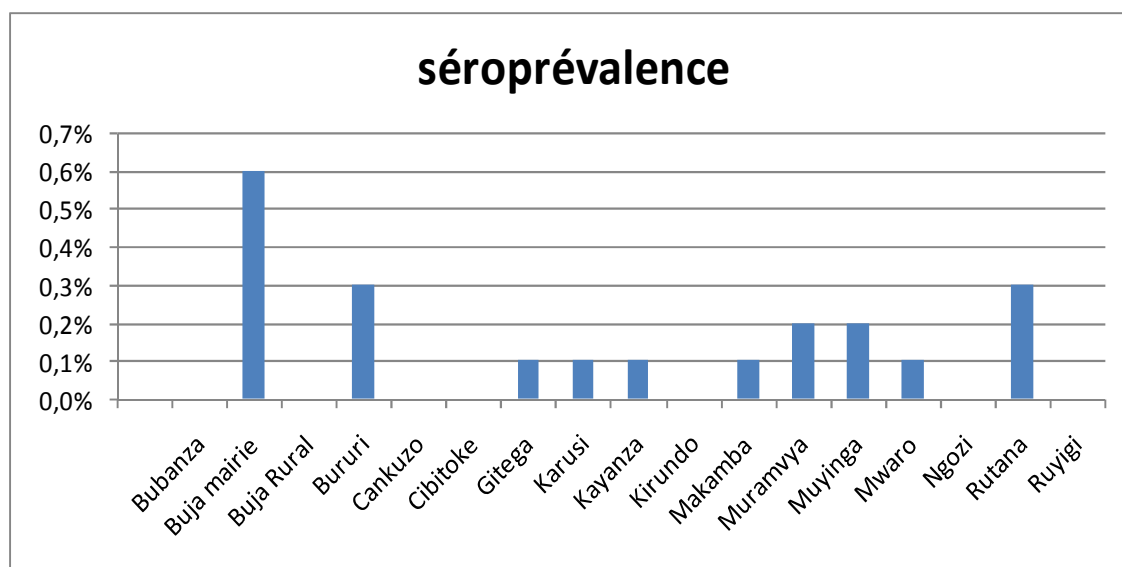
L'analyse de l'utilisation des soins curatifs montre qu'il existe des disparités entre les provinces sanitaires bien que les moyennes nationales révèlent qu'il ya eu une amélioration de 25% de 2009 à 2010.

Nous observons que les provinces qui viennent en tête sont Cankuzo avec un taux de 116% en 2009 et Kirundo avec un taux de 197% en 2010 ; celle qui vient en dernière position est Muramvya avec un taux de 36% en 2009 et 65% en 2010. Ces variations résultent du fait que les provinces qui ont un taux d'utilisation des soins curatifs élevé sont celles touchées par beaucoup de maladies et qui, par conséquent, viennent et reviennent en abondance pour se faire soigner.

1.3.2.3. Situation du VIH/SIDA

Le graphique ci-dessous montre que la Mairie de Bujumbura vient en tête en ce qui concerne la séroprévalence au VIH/SIDA. Pour le cas des provinces qui affichent les taux de 0%, cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de cas de SIDA. Cependant ces provinces regorgent des cas insignifiants. Notons que, au moment de la rédaction de ce rapport, les données sur la séroprévalence du VIH/SIDA pour l'année 2010 n'étaient pas encore publiées par l'Unité Sectorielle de Lutte contre le Sida(USLS).

Graphique 5: La séroprévalence du VIH/SIDA en 2009



1.3.3. Situation de l'Education

Le système éducatif burundais comprend deux types d'enseignement à savoir : l'enseignement formel et l'enseignement non formel.

❖ Enseignement formel

L'enseignement formel du Burundi comprend 4 piliers de formation à savoir : le préscolaire (enfants de 4 à 6 ans), le primaire (normalement des enfants de 7 à 12 ans), le secondaire (élèves de 13 à 19 ans) et le supérieur (normalement des étudiants de 20 à 23 ans).

❖ Enseignement non formel

Les activités organisées dans le cadre de l'éducation non formelle sont de trois ordres à savoir : alphabétisation (enfants non scolarisés ou déscolarisés et des adultes analphabètes), l'apprentissage professionnel (organisé dans des centres d'enseignement des métiers et dure de 2 à 3 ans) et l'éducation spéciale (assurée pour un petit nombre d'handicapés).

1.3.3.1. Indicateurs relatifs à l'enseignement préscolaire, à l'atteinte et à l'achèvement universel du cycle primaire

1°. Secteur de l'enseignement préscolaire

Dans ce sous-secteur, le niveau de scolarisation reste faible même s'il a été amélioré grâce à la création des cercles préscolaires.

Les taux bruts et nets de scolarisation connaissent une régression. Ils passent de 6,97% et 5,38 % respectivement en 2008/2009 et à 6,22% et 4,89% respectivement en 2009/2010.

2°. Secteur de l'enseignement primaire

Le taux d'admission et de scolarisation mesurent l'accès et le niveau de scolarisation à un niveau d'enseignement donné.

- Au niveau national, le taux brut d'admission est passé de 118,3% en 2007/2008, à 117,9% en 2008/2009 et à 124,0% en 2009/2010.
- S'agissant du taux net d'admission, il passe de 49,4% en 2007/2008, à 53% en 2008/2009 et à 70,7% en 2009/2010 ;
- Concernant le taux brut de scolarisation, il passe de 123,5% en 2007/2008, à 130,4% en 2008/2009 et à 134,6% en 2009/2010.
- Quant au taux net de scolarisation, la moyenne nationale passe de 85,2% en 2007/2008, à 89,7% en 2008/2009 et à 94,1% en 2009/2010.
- Le taux d'achèvement passe de 40,9% en 2007/2008, à 46% en 2008/2009 et à 47,7 % en 2009/2010

Tableau 1: Taux d'admission, de scolarisation et achèvement

Années scolaires	TBA	TNA	TBS	TNS	Taux d'achèvement
2007-2008	118,3 %	49 ,4 %	123,5 %	85,2 %	40,9 %
2008-2009	117,9 %	53 %	130,4 %	89,7 %	46,0 %
2009-2010	124 ,0 %	70,7%	134,6%	94,1%	47,7%

Source: Bureau de la planification de l'Education : Rapport sur les Indicateurs 2009/2010 sur l'enseignement au Burundi

En analysant les différents taux contenus dans le tableau ci –dessus, surtout le taux d'achèvement, on remarque que la couverture du primaire est en amélioration.

1.3.3.2. Equipement des infrastructures scolaires au niveau du primaire.

Le constat est que le niveau d'équipement des infrastructures scolaires au primaire n'est pas du tout appréciable. En effet, très peu d'écoles primaires publiques sont alimentées en électricité (2,3%) et en eau potable (33,0%) et très peu d'écoles possèdent des latrines en bon état (5,1%) alors que ces infrastructures sont des éléments de base d'un environnement d'apprentissage sain et sûr et donc très nécessaires pour améliorer la qualité de l'enseignement dispensé.

1.3.3.3. Les indicateurs relatifs à l'efficacité

Concernant l'efficacité, on remarque qu'il y a insuffisance de bancs pupitres dans toutes les écoles primaires publiques. En moyenne, quatre élèves se partagent un banc pupitre normalement utilisé par 2. La même analyse montre que 82 élèves partagent une salle de classe.

1.3.4. Taux brut et net de scolarisation dans l'enseignement secondaire

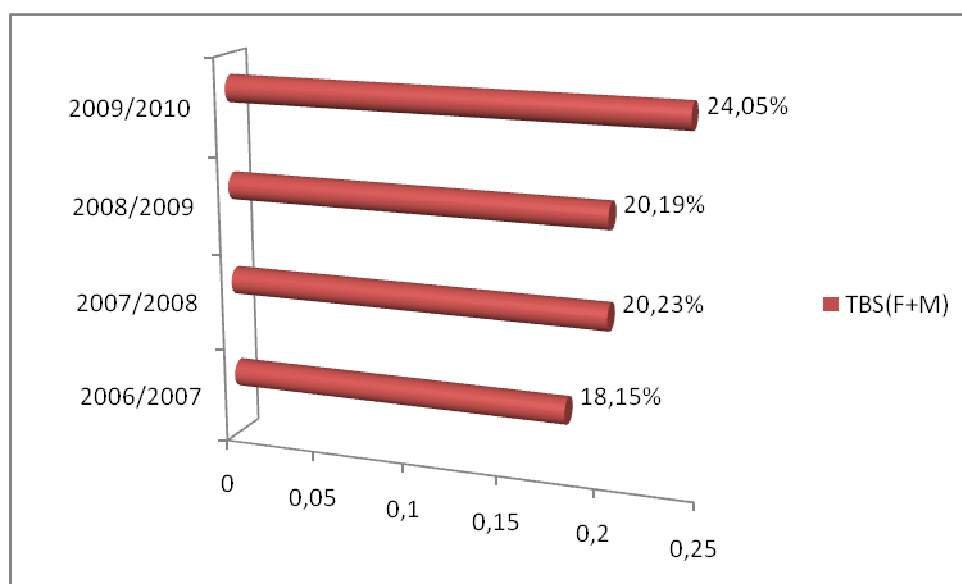
Tableau 2: Evolution du taux brut de scolarisation

Années scolaires	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010
TBS (F+M)	18,15%	20,23%	20,19%	24,05%

Source : Bureau de la planification de l'éducation

Le tableau ci-dessus et le graphique ci-dessous montrent l'évolution du taux brut de scolarisation au cours de 4 dernières années scolaires. Ce taux est passé de 18,15% à 24,05% depuis l'année scolaire 2006/2007 jusqu'à l'année scolaire 2009/2010. Ceci est dû en grande partie par la capacité d'accueil des élèves qui terminent le cycle primaire qui a augmenté. Cela veut dire qu'il y a eu augmentation des infrastructures scolaires.

Graphique 6: Evolution du taux brut de scolarisation(2006/007-2009-2010)



Cependant, des disparités sont à signaler au niveau des sexes comme le montre le tableau ci-dessous.

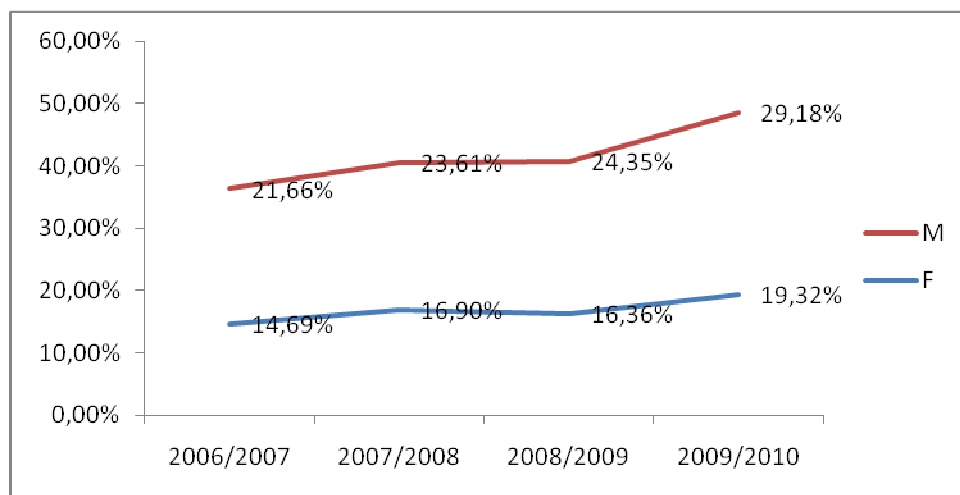
Tableau 3: Evolution du TBS par sexe

	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010
Sexe	TBS	TBS	TBS	TBS
F	14,69%	16,90%	16,36%	19,32%
M	21,66%	23,61%	24,35%	29,18%

Source : Bureau de la planification de l'éducation

Ces indicateurs montrent qu'il y a eu une amélioration du TBS chez le sexe féminin, néanmoins beaucoup d'actions sont à envisager afin de réduire ces écarts entre les deux sexes.

Graphique 7: Evolution du taux brut de scolarisation pour les deux sexes.



Ce graphique montre que le taux brut de scolarisation reste élevé chez le sexe masculin par rapport au sexe féminin pour les 4 années scolaires.

1.3.4.1. Evolution du taux net de scolarisation

Tableau 4: Evolution du taux net de scolarisation

	2008/2009	2009/2010
TBS (F+M)	12,60%	15,61%

Source: Bureau de la planification de l'éducation

Le tableau ci-dessus montre qu'il y a eu amélioration du taux net de scolarisation. Cela veut dire qu'il y a eu augmentation de 3% du nombre des élèves ayant l'âge compris entre 13-19 ans au cours de l'année scolaire 2009/2010 par rapport à l'année scolaire 2008/2009. Cette augmentation s'inscrit dans la politique du Gouvernement d'augmenter ce taux jusqu'à 50% d'ici 2015.

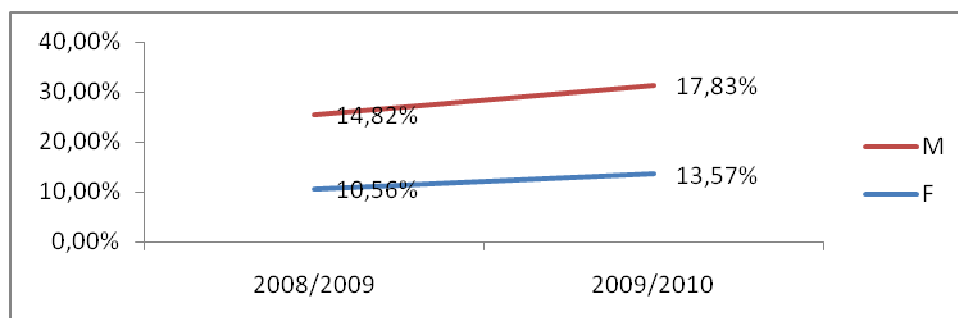
Tableau 5: Evolution du TNS par sexe

	2008/2009	2009/2010
F	10,56%	13,57%
M	14,82%	17,83%

Source: Bureau de la planification de l'éducation

Les disparités observées au niveau du taux brut de scolarisation sont aussi identiques à celles observées au niveau du taux net de scolarisation.

Graphique 8: Evolution du taux net de scolarisation pour les deux sexes.



A ce niveau, le gouvernement doit réaliser des actions qui pourront relever le taux net de scolarisation chez les filles afin de réduire les écarts observés à ce niveau.

1.3.4.2. Autres indicateurs saillants au niveau de l'enseignement secondaire

- Taux d'achèvement du 1^{er} cycle est passé de 15,0% au cours de l'année scolaire 2008/2009 à 19,1% au cours de l'exercice 2009/2010,
- Quant au niveau des sexes :
 - le taux d'achèvement est passé de 11,2% en 2008/2009 à 17% en 2009/2010 chez le sexe féminin ;
 - alors qu'il est passé de 19,1% en 2008/2009 à 23,9% en 2009/2010 chez le sexe masculin
- Taux d'achèvement du 2^{ème} cycle est passé de 6,1% en 2008/2009 à 12,7% en 2009/2010,
- Quant au niveau des sexes :
 - Ce taux est passé de 4,7% en 2008/2009 à 9,1% en 2009/2010 chez le sexe féminin,
 - Alors qu'il est passé de 7,6% en 2008/2009 à 17,1% en 2009/2010 chez le sexe masculin,
- Taux de transition du 1^{er} cycle au 2^{ème} cycle est de 75% au cours de l'année scolaire 2009/2010. Ce taux est de 71% pour le sexe féminin et 78% chez le sexe masculin, ce taux n'est pas disponible pour l'année scolaire 2008/2009,
- Concernant les indicateurs de financement :
 - Part du secondaire général et technique en % du total des dépenses de l'éducation est passée de 26,2% à 25,2% respectivement pour les années scolaires 2008/2009 et 2009/2010, il y a eu une diminution de 1%,
 - Quant au coût d'un élève par rapport au PIB par habitant est passé de 60,15% à 57,12% respectivement pour les années scolaires 2008/2009 et 2009/2010, il y a eu une diminution de 3%.

1.3.5. Quelques indicateurs du cycle supérieur et de la recherche scientifique

Au niveau de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, les informations que le bureau de la planification de l'éducation a diffusé et qui paraissent plus essentielles montrent que sur 100 000 habitants, seulement 346 étudiants ont accédé au cycle de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Tableau 6 : Nombre d'étudiants

Statut	Nombre d'étudiants	%
Public	12393	42,34
Privé	16276	57,66
Total	29269	100

Source: Bureau de la planification de l'Education : Rapport sur les Indicateurs 2009/2010 sur l'enseignement au Burundi

Une autre information importante concerne l'indice de parité par statut et par filière. Ainsi, le tableau suivant montre cet indice de parité :

Tableau 7 : Indice de parité

Filière	Indice de parité	
	Public	privé
Lettres et sciences humaines	0,32	0,58
Sciences exacts	0,22	0,50
Sciences appliquées technologies	0,16	0,16
Culture éducation	0,62	0,41
Communication informatique	0,16	0,53
Economie gestion	0,54	1,36
Médecine santé	0,57	0,74
Moyennes filières	0,37	0,61

Source Bureau de la planification de l'Education : Rapport sur les Indicateurs 2009/2010 sur l'enseignement au Burundi

On constate que la majeure partie des étudiants suit la formation dans les universités privées car la moyenne des filières est de 0,61 contre 0,37 dans les universités publiques.

Il convient de noter que ces informations sur le sous secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ne sont pas disponibles dans les rapports des années antérieures produits par le bureau de la planification de l'Education.

Concernant l'enseignement non formel, le Bureau de la planification de l'éducation n'a pas fourni les données chiffrées sur ce secteur.

II. PERFORMANCES ECONOMIQUES

Le produit intérieur brut (PIB) de l'économie burundaise a enregistré en 2010 une croissance de 3,9% en termes réels, après avoir progressé de 3,5% une année auparavant. La consolidation du PIB réel est principalement liée à une activité de redressement au niveau de l'agriculture d'exportation (café et thé). A eux seuls, l'agriculture vivrière et l'élevage génèrent plus d'un tiers du PIB, et 93% du secteur primaire, tandis que le secteur des exportations est à l'origine de seulement 1,6% de la valeur ajoutée totale en 2010 (soit près de 4% du secteur primaire).

En relation avec la mise en œuvre effective des actions pour la relance de la production agricole (diversification de la production agricole, constitution d'un stock d'engrais pour éviter les ruptures perpétuelles, amélioration des rendements par la recherche, introduction des variétés résistantes aux maladies, utilisation des semences sélectionnées, promotion du système d'irrigation....), le secteur primaire a enregistré un taux de croissance de 3,9% en 2010. Cependant, la production vivrière de l'année 2010 a connu un ralentissement par rapport à la période précédente (2% contre 3% en 2009), imputable essentiellement à la sécheresse qui s'est observé dans certaines provinces du Nord du pays.

La part du secteur primaire représente 42,9% PIB en 2010 contre 42,8% l'année précédente. Cette augmentation est en partie due à l'augmentation de la part du secteur agricole dans le total des dépenses exécutées (hors charges communes) qui a continuellement augmenté avec la mise en œuvre du CSLP I.

Le secteur secondaire représente 15,8% du PIB en 2010, les deux principales composantes étant l'industrie et la construction. Il faut remarquer que la branche industrie est dominée par l'industrie alimentaire (soit 57,5% de la branche industrie). Ainsi le poids du secteur secondaire est passé de 15,7 % à 15,8% entre 2009 et 2010.

Le secteur de la construction a maintenu un pourcentage autour de 5% sur la période 2007-2010. Pour l'année 2010, la construction concerne notamment les infrastructures socio-économiques tels que :

- bitumage des routes (Bubanza-Ndora et Bujumbura-Nyamitanga, Cankuzo-Ruyigi).
- Pavage des voiries urbaines.
- Constructions et réhabilitations des hôpitaux, marchés et écoles.....

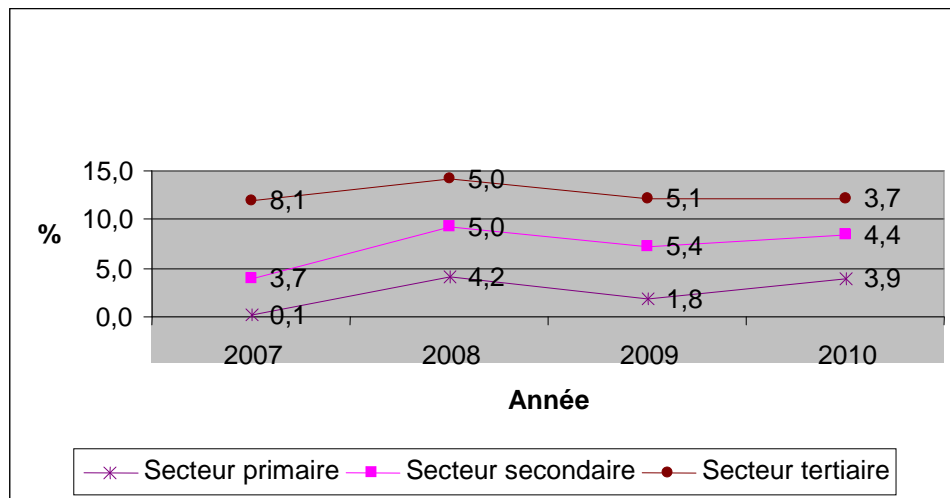
Tableau 8: Parts des différents secteurs dans le PIB réel (en %)

	2007	2008	2009	2010
Secteur primaire	43,7	43,5	42,8	42,9
- Agriculture vivrière	35,5	34,9	34,7	34,1
- Agriculture d'exportation	1,1	1,6	1,0	1,6
- Elevage	5,6	5,6	5,7	5,7
- Forêt	1,1	1,1	1,1	1,1
- Pêche	0,4	0,4	0,4	0,4
Secteur secondaire	15,3	15,4	15,7	15,8
- Industries	6,0	6,0	5,9	5,9
- Industries agricoles	0,7	0,7	0,7	0,7
- Industries alimentaires	3,5	3,5	3,4	3,4
- Industries textiles, cuir et vannerie	0,3	0,3	0,3	0,2
- Autres industries	1,6	1,6	1,6	1,6
- Artisanat	3,4	3,3	3,5	3,6
- Construction	5,1	5,2	5,4	5,5
- Mines et énergie	0,9	0,8	0,8	0,8
Secteur tertiaire	34,3	34,5	35,0	35,0
- Administration publique	21,9	22,0	22,2	22,2
- Transport et communication	4,8	4,9	5,2	5,2
- Commerce	4,6	4,5	4,5	4,4
- Autres services privés	3,1	3,1	3,2	3,1
PIB aux coûts des facteurs	93,3	93,4	93,5	93,6
Taxes indirectes (moins subventions)	6,7	6,6	6,5	6,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Ministère du Plan et du Développement Communal, SPM, Modèle MACMOD_BI

Les services génèrent 35% du PIB, la part la plus importante revenant aux services publics (22,2% du PIB), soit 63,5% du total des services suivis du transport et communication (5,2%).

Graphique 9: Evolution de la croissance sectorielle (base 100 en 1996)



Source: à partir de données du MPDC

Un indicateur plus élaboré de l'importance des différentes activités économiques est la contribution de chacune d'entre elles à la croissance du PIB. Il s'agit de mesurer, en points de croissance par exemple, l'apport de chaque secteur. Pour l'année 2010, où le taux de croissance du PIB est de 3,9%, le secteur primaire y contribue pour 1,6 points, le secteur secondaire pour 0,7 point et secteur tertiaire pour 1,7 point. Le tableau 9 qui détaille cette information selon les sous-secteurs, confirme l'importance du secteur tertiaire dans la croissance de l'économie Burundaise.

Tableau 9: Contribution des différents secteurs a la croissance du PIB

	2007	2008	2009	2010
Secteur primaire	0,1	1,8	0,8	1,6
- Agriculture vivrière	1,5	0,9	1,0	0,7
- Agriculture d'exportation	-1,7	0,5	-0,6	0,7
- Elevage	0,2	0,3	0,3	0,2
- Forêt	0,1	0,0	0,0	0,0
- Pêche	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur secondaire	0,6	0,8	0,8	0,7
- Industries	-0,1	0,3	0,1	0,2
- Industries agricoles	0,1	0,0	0,0	0,0
- Industries alimentaires	0,1	0,2	0,0	0,1
- Industries textiles, cuir et vannerie	-0,3	0,0	0,0	0,0
- Autres industries	0,1	0,1	0,1	0,0
- Artisanat	0,1	0,1	0,3	0,2
- Construction	0,3	0,4	0,4	0,3
- Mines et énergie	0,1	0,0	0,0	0,0
Secteur tertiaire	2,7	1,7	1,7	1,3
- Administration publique	1,4	1,1	1,0	0,8
- Transport et communication	0,6	0,3	0,4	0,2
- Commerce	0,5	0,2	0,1	0,1
- Autres services privés	0,2	0,2	0,2	0,1
PIB aux coûts des facteurs	3,3	4,3	3,2	3,5
Taxes indirectes (moins subventions)	0,3	0,2	0,1	0,2
PIB aux prix du marché	3,6	4,5	3,5	3,9

Source: Ministère du Plan et du Développement Communal, SPM, Modèle MACMOD_BI

Du côté de la demande, le taux de croissance d'investissement est passé de 2,5% en 2009 à moins 3,3% en 2010 d'après le tableau 10. Le taux de croissance de l'investissement public a chuté de -2,1% à -10,9% en 2010. Quant à l'investissement privé, après un taux de croissance de 9,1% en 2009, il a connu un recul de presque 3% en 2010.

La consommation publique a connu une hausse plus forte que celle du privé en 2010 en raison des dépenses sociales qui ont augmenté. De même, la masse salariale est restée élevée, de même que les dépenses de sécurité du fait de la situation incertaine en matière de sécurité. Malgré cela, les autorités ont une volonté de mener une réforme profonde dans le domaine de la gestion des finances publiques notamment en ce qui concerne la gouvernance et la transparence des finances publiques.

Bien que l'investissement privé n'ait connu qu'un taux de croissance visiblement faible, dans l'absolu, il a enregistré une hausse importante au niveau des montants (voir section IV).

Tableau 10 : Contribution de la demande à la croissance économique

	2009	2010
Investissements bruts	0,8	0,8
- Investissement public	0,4	0,4
- Investissement privé	0,3	0,4
Consommation finale	3,5	3,9
- Consommation publique	0,9	1,1
- Consommation des ménages	2,5	2,7
Solde extérieur	-0,8	-0,8
- Exportations de biens et snf	0,3	0,3
- Importations de biens et snf	-1,0	-1,1
Taux de croissance du PIB	3,5	3,9

Source: Ministère du Plan et du Développement Communal, SPM, Modèle MACMOD_BI

C'est la consommation finale qui a le plus contribué à la croissance du PIB tandis que l'investissement brut est contrebalancé par le solde extérieur du même pourcentage de 0,8. C'est surtout la contribution de la consommation des ménages qui explique le taux de croissance du PIB avec 2,7%.

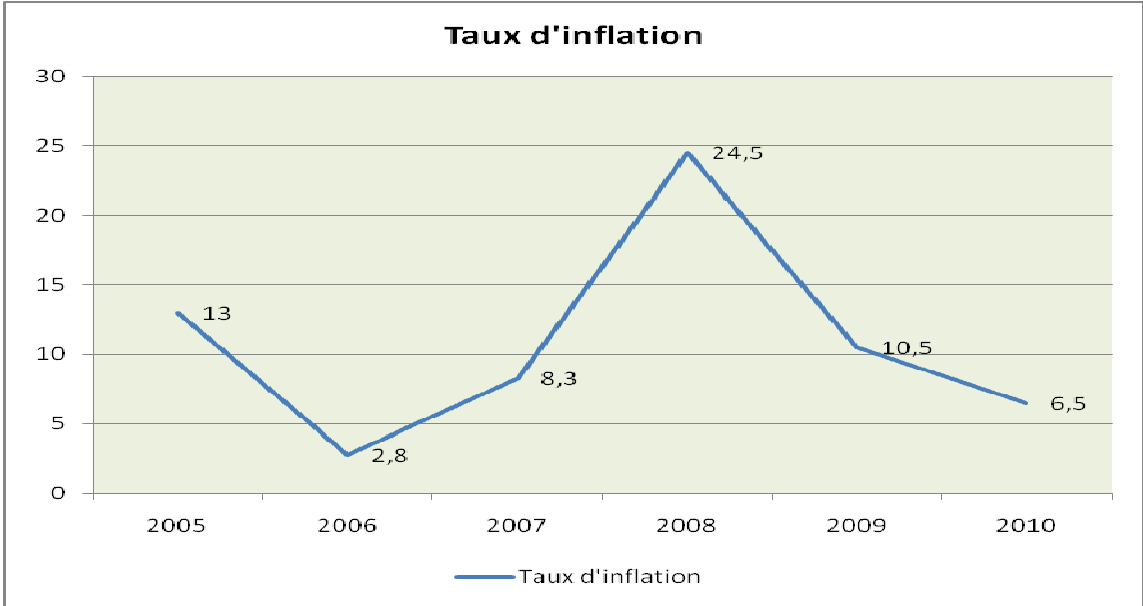
Concernant l'évolution de l'inflation, le Burundi semble sortir de la période de flambée des prix. La tendance baissière des denrées alimentaires au niveau international entamé depuis le second semestre 2008 a eu des effets positifs sur la pression inflationniste.

L'amélioration enregistrée par l'économie en 2009 par rapport à 2008 semble se poursuivre en 2010. En effet, le taux d'inflation mesuré par la variation de l'indice général des prix à la consommation des ménages de Bujumbura, passant de 821,0 à 874,6 a décéléré son rythme de croissance en se stabilisant à 6,5% en 2010 au lieu de 10,5% en 2009.

Le ralentissement a concerné la quasi-totalité des prix de l'habillement (0,9 contre 9,2%), du logement, chauffage et éclairage (9,9 contre 11,8%), des articles de ménage et entretien ménager (8,7 contre 24,2%), des services médicaux (0,2 contre 10%), de la culture, enseignements et loisirs (4,6 contre 7,2%), et des autres biens et services (2,0% contre 15,0%). Par contre, les prix des transports et télécommunications (2,6 contre -8,7%) ont augmenté considérablement.

Bref, l'amélioration enregistrée en matière d'inflation a été la conséquence d'une décélération des prix des produits alimentaires dont le taux d'inflation se stabilise à 5,9% en 2010 au lieu de 11,3% en 2009 et des produits non alimentaires dont l'inflation reste fixer à 7,4% en 2010 à la place de 9,6% de 2009.

Graphique 10: Evolution du taux d'inflation



III. SECTEUR REEL

3.1. LE SECTEUR PRIMAIRE

La production vivrière est l'activité dominante du secteur primaire. Elle occupe plus de 90% de la population burundaise. Sa part dans le PIB n'est que de 34,1% en 2010 et contribue à 0,7% dans la croissance économique. Les cultures d'exportation quant à elles constituent la principale source des devises du pays.

3.1.1. L'agriculture vivrière

L'agriculture vivrière constitue l'activité économique la plus importante au Burundi si on tient compte de la population active qu'elle occupe et de sa place dans l'économie nationale. Ce secteur est cependant soumis à plusieurs contraintes qui réduisent significativement ses performances. En effet, Le Burundi s'étend sur une superficie totale de 27 834 km² et compte 23 500 km² de terres agricoles et potentiellement agricoles, soit environ 84,5% de terres cultivables. Suite au recensement général de la population et de l'habitat effectué au mois d'août 2008, la population totale s'élevait à 8 053 574 habitants, soit une densité de 310 habitants/km². Cette densité fait du Burundi un des pays les plus densément peuplés d'Afrique.

Hormis l'exiguïté des terres cultivables, l'agriculture burundaise fait face à d'autres défis majeurs tels que :

- ✓ l'insuffisance en intrants agricoles (semences, fertilisants et produits phytosanitaires),
- ✓ les attaques de maladies et ravageurs des plantes (ex. la mosaïque du manioc, la fusariose et la bactériose du bananier, les chenilles légionnaires),
- ✓ les faibles performances du système d'encadrement des agriculteurs,
- ✓ la pauvreté généralisée, limitant l'accès des agriculteurs aux intrants et autres besoins élémentaires,
- ✓ une dégradation des sols causée par une forte exploitation non accompagnée de mesures d'atténuation des effets négatifs,
- ✓ les aléas climatiques.

3.1.1.1. La production par saison culturale

Au Burundi, il y a trois saisons culturales (A, B, C). Jusqu'en 1999, la saison A s'étalait de la mi-septembre à la fin de février et combinait la petite saison des pluies et la petite saison sèche. La saison B s'étendait du début mars à la mi-juin et était la plus productive de toutes tandis que la saison C allait de la mi-juin à la mi-septembre et était la moins productive.

En réalité, les périodes de pluies et/ou de sécheresse qui conditionnent les saisons ont été affectées par les perturbations climatiques successives ayant prévalu à partir de l'année agricole 1998-1999 jusqu'à ce jour et ont porté un coup dur à la production agricole. Il s'est, dès lors, produit un glissement des saisons de telle sorte que la saison A commence

actuellement, dans le meilleur des cas, à la mi-octobre et tend à chevaucher avec la saison B ; la saison B commence à la mi-février pour se terminer au mois de Mai avec le départ des pluies.

La production vivrière totale de l'année 2010 a été évaluée à 1 204 215 tonnes d'équivalentes céréales contre 1 178 551 tonnes d'équivalentes céréales pour l'année 2009, soit une augmentation de 2%. Ce taux reste très faible si on se réfère au taux de croissance de la population qui est d'environ 3%.

A .La saison 2010A



Faits saillants ayant marqué la saison 2010A

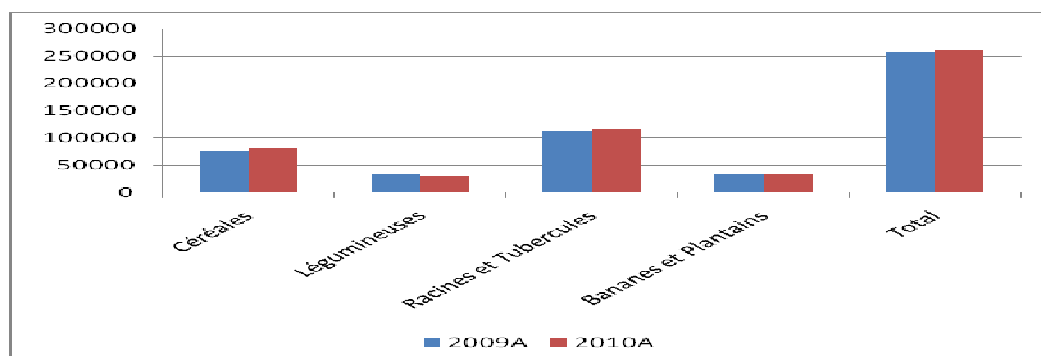
- La saison 2010 A a été affectée de façons diverses selon les régions par différents facteurs dont le principal est les conditions climatiques défavorables, mais aussi l'accès difficile en intrants agricoles, la prévalence des maladies ravageurs, le faible niveau de performance de l'encadrement agricole ainsi que l'amenuisement des terres cultivables.
- Des foyers d'insécurité alimentaire ayant causé des déplacements internes et externes des populations, des cas de banditisme et de vol des récoltes.
- D'importantes perturbations climatiques ont été enregistrées sous deux formes :
 - Un retour des pluies, tantôt précoce (début septembre) tantôt tardif (en octobre-novembre) selon les régions, suivi d'une période de rupture prolongée des pluies ayant touché une bonne partie du pays,
 - des pluies excessives enregistrées à partir du mois de novembre.
- Les aléas climatiques ont eu des conséquences graves sur la production de légumineuses semées précocement (déficit hydrique) ou tardivement. Par ailleurs, les incidences climatiques ont causé des destructions d'infrastructures privées et publiques telles que des maisons d'habitation, des routes et ponts, des berges des rivières traversant la ville de Bujumbura, etc.
- La saison 2010A a été caractérisée par un manque généralisé des semences de pratiquement toutes les espèces (haricots, boutures de patate douce et de manioc, plançons de pomme de terre) malgré l'appui d'intervenants comme la FAO, CRS, PTRPC, etc.



La production vivrière de la saison 2010 A

Les productions vivrières obtenues en saison 2010 A sont estimées à 261 115 tonnes d'équivalents céréales, soit une légère augmentation (1%) par rapport à celles réalisées en 2009 A qui étaient évaluées à 258 762 tonnes d'équivalents céréales. Cette production comprenait 81 000 tonnes de céréales (+5%), 30 000 tonnes de légumineuses (-12%), 116 000 tonnes des racines et tubercules (+2%) et 34 000 tonnes de bananes et plantain (+3%). Le groupe des céréales, des racines et tubercules ainsi que celui des bananes ont bénéficié des pluies abondantes enregistrées au cours des mois de cette saison. Par contre, les pluies diluviennes enregistrées dans certains endroits du pays avaient réduit sensiblement les rendements du haricot et de la pomme de terre.

Graphique 11: Productions vivrières des saisons 2009 A et 2010 A par groupes de cultures (en tonnes)



B. La saison 2010 B



Faits saillants ayant marqué la saison 2010B

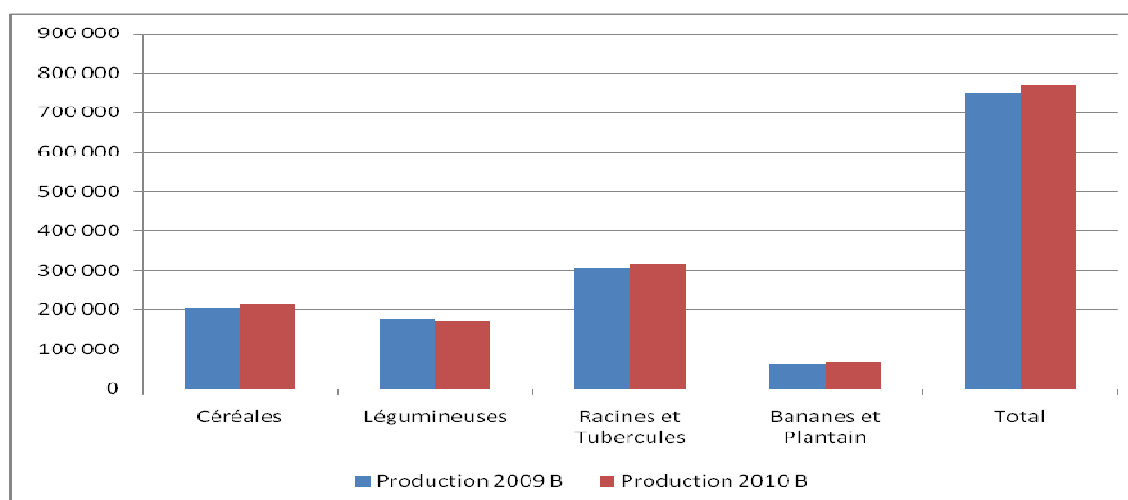
- Une pluviométrie caractérisée par des pluies abondantes durant les deux premiers mois, avec un départ précoce des pluies début avril causant des pertes de production pour les légumineuses en particulier le haricot estimées à 2% de la production totale escomptée.
- Les pluies abondantes enregistrées au premier trimestre 2010 ont été bénéfiques aux tubercules, aux céréales comme le riz ainsi qu'aux bananes. Malheureusement, elles ont été souvent accompagnées, dans certaines régions, de vents violents et de grêle qui ont provoqué des pertes de production de la saison 2010 B.
- A la suite de très mauvaises productions des légumineuses en saison 2010 A dans de nombreuses régions du pays, il a été observé une faible disponibilité des semences de haricot pour la mise en place de la saison 2010 B; cela a eu des répercussions négatives sur le respect du calendrier culturel 2010 B, en particulier pour ceux qui, habituellement, prélèvent les semences sur leur propre production de la saison A précédente.
- Bien que d'importantes actions de multiplication et distribution de variétés résistantes à la mosaïque sévère du manioc, cette maladie persiste, notamment dans les provinces du nord.
- Malgré les stocks d'engrais de diamonium de phosphate (DAP) disponibles auprès des DPAE ainsi que dans le circuit privé, les agriculteurs ont peu utilisé cet engrais chimique à cause de son prix toujours considéré comme élevé. Pourtant, ce prix a connu une diminution récente importante : le prix du DAP est passé de plus de 2 000 Fbu/kg en 2009 à 1 135 Fbu/kg en 2010 dans les DPAE et à 1 500 Fbu/kg chez le privé, soit une diminution de plus de 40% à la DPAE et de 25% chez le privé entre 2009 et 2010.

La production vivrière de la saison 2010 B

La production vivrière totale de la saison 2010 B s'établit à 767 152 tonnes d'Equivalents Céréales contre 748 964 tonnes d'Equivalents Céréales en 2009 B, soit une légère augmentation de 2%. Cette production est composée de 211 434 tonnes de céréales (+4%), 172 768 tonnes de légumineuses (-2%), 315 949 tonnes de racines et tubercules (+5%) et 67 001 tonnes de bananes et plantains (+5%).

Par rapport à 2009 B, la saison 2010 B a été caractérisée par des conditions climatiques favorables pour la plupart des cultures. Néanmoins l'arrêt précoce des pluies au mois d'avril 2010 a affecté le rendement du haricot au stade de floraison dans plusieurs localités du pays.

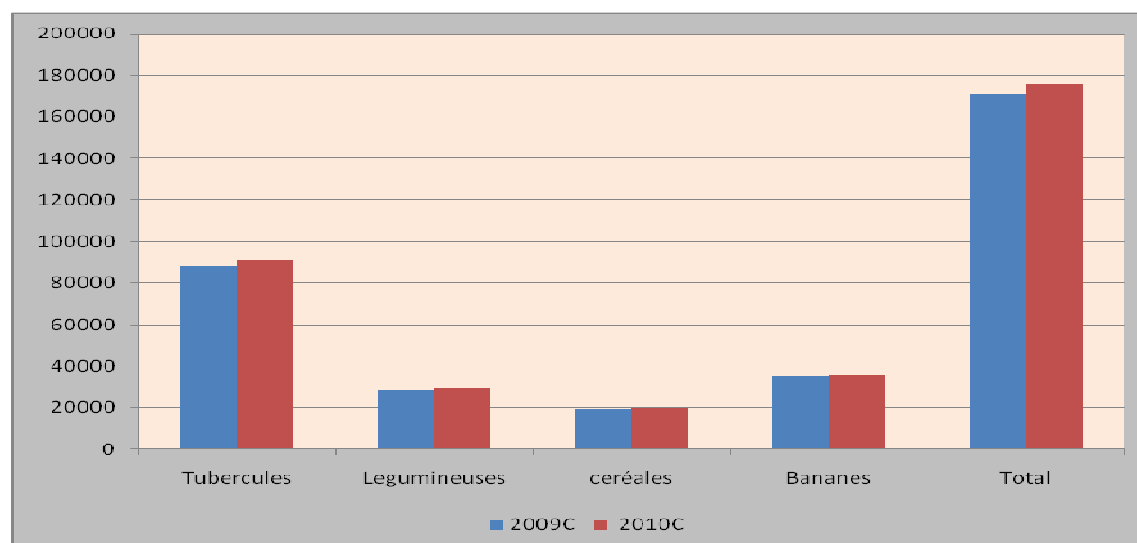
Graphique 12: Production Vivrière des saisons 2009 B et 2010 B (en tonnes)



C. La saison 2010 C

La production vivrière de la saison 2010 C est évaluée à 175 947 tonnes d'équivalent céréales contre 170 824 tonnes en 2009 C, soit une hausse de 3%. Cette hausse est consécutive à celle de la production observée dans tous les groupes de cultures vivrières par rapport à la production enregistrée à la même saison de l'année précédente.

Graphique 13: Evolution de la production vivrière des saisons 2009 C et 2010 C



3.1.2. L'Agriculture d'exportation

Cette branche regroupe l'ensemble des produits exportés. Il s'agit essentiellement du café, du thé et du coton. Elle assure plus de 93,2% des recettes d'exportation en 2010 et joue par conséquent un rôle prépondérant dans l'économie du pays.

3.1.2.1. Le café

Le café représente la principale source des devises du pays. Il représente à lui seul 72% des recettes d'exportation. La production du café marchand obtenue en 2010 affiche une hausse sensible de 254% passant de 6 814 tonnes à 24 130 tonnes respectivement en 2009 et en 2010. Cette hausse est imputable essentiellement au cycle biennal qui caractérise la production du café arabica et qui influence la variation de cette production d'une campagne à l'autre. De plus les conditions climatiques favorables prévaluées pendant la campagne 2010/2011 ont également influencé cette production.

La commercialisation du café de la campagne 2010/2011 a débuté par les ventes à terme et dans une conjoncture de prix favorable. Les cours se sont continuellement améliorés atteignant un prix moyen de fin de période de 165,58 contre 119,88 cts/lb. Cette campagne a enregistré une forte hausse des prix en raison de la politique commerciale active qui consiste à chercher les meilleurs prix, combiné à la bonne tenue du cours mondial.

3.1.2.2. Le thé

Le thé représente le second produit exporté du pays. Au cours de l'année 2010, l'office du thé du Burundi a produit 8024 tonnes de thé sec vendable soit une hausse de 19% comparativement à l'année précédente où on avait produit 6731 tonnes de thé sec. L'objectif de la production qui était fixé à 7600 tonnes a été réalisé à 8024 tonnes. Cette

hausse de la production est le résultat d'une amélioration des conditions climatiques par rapport à l'année précédente et des efforts d'intensification de la production par un encadrement serré des campagnes d'application d'engrais pour empêcher les détournements dans toutes les unités de production. De ces 8024 tonnes, l'office du thé a vendu au total 7561 tonnes de thé sec dont 7188 tonnes à l'exportation et 373 tonnes sur le marché local.

Concernant la commercialisation, les ventes de thé sec ont bénéficié d'une bonne conjoncture de prix en 2010. En effet, les recettes à l'exportation se sont accrues de 18%, passant de 15,476 à 18,265 millions de dollars suite à l'effet conjugué de l'augmentation de la quantité vendue (13,2%) et de l'amélioration des cours (2,50 contre 2,45 USD/Kg).

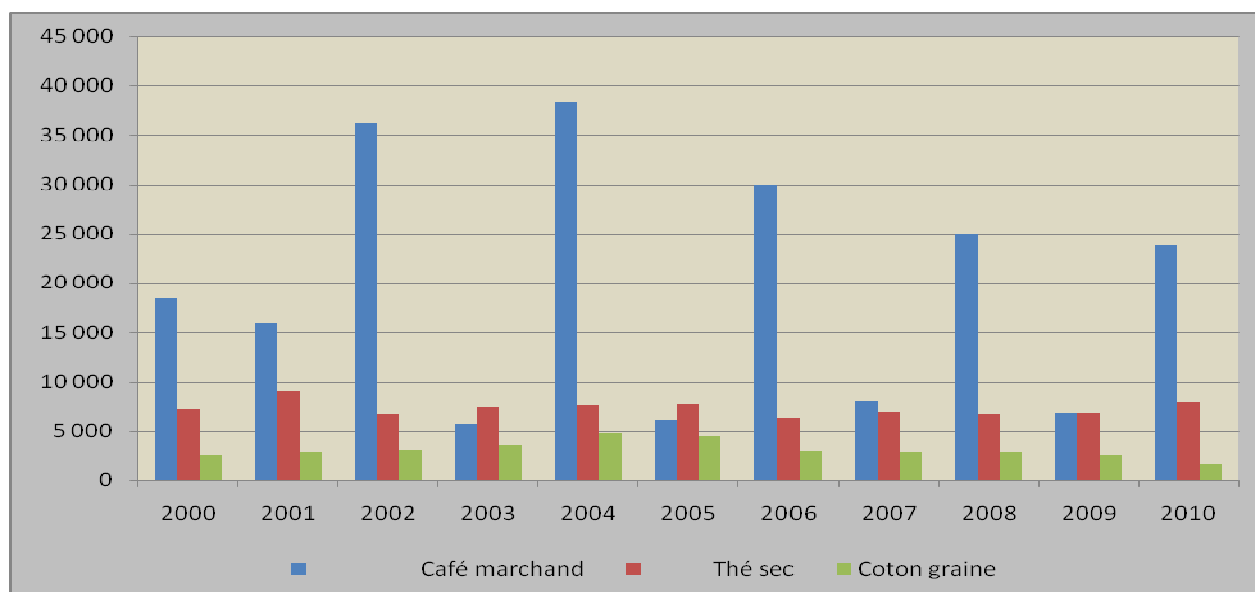
Quant aux ventes locales, elles sont évaluées à 934 021 286 millions de francs burundais.

3.1.2.3. Le Coton

Le secteur cotonnier a enregistré une baisse de la production par rapport à l'année précédente (1 688 tonnes en 2010 de coton graine contre 2 577 tonnes en 2009 soit une baisse de 34%). Cette baisse s'explique par le désintéressement des cultivateurs au profit des cultures vivrières à cycle végétatif plus court et dont les prix sont plus rémunérateurs. On pourrait également souligner la dégénérescence du potentiel génétique de la variété diffusée, la diminution des emblavures suite à l'appropriation de certains blocs initialement destinés à la culture du coton, les conditions climatiques défavorables ainsi que le coût élevé des intrants.

Le chiffre d'affaires réalisé sur la vente de la fibre du coton est de 1,6 milliards de BIF et 200 millions de BIF pour la vente des graines. Signalons que le prix moyen de la fibre du coton a été de 2 595 BIF/kg tandis que celui de la graine de coton a été 258.5BIF/kg.

Graphique 14: Production de l'agriculture d'exportation de 2000 à 2010 (en tonnes)



3.1.3. L'Élevage

En vue de faire face à la carence des protéines d'origine animale d'une part et d'augmenter la production de la fumure organique d'autre part, le Gouvernement, avec l'appui des partenaires technique et financier (Banque Mondiale, FIDA, FAO et d'autres ONG) a entrepris un programme de repeuplement du cheptel dans toutes les provinces du pays. D'autres efforts ont été orientés vers la diffusion des géniteurs améliorés. Ainsi comme le montre le tableau ci-dessous l'effectif des bovins a connu une croissance de 8% par rapport à l'année précédente, les caprins de 21%, les porcins de 18%, les volailles de 7% et les ovins de 0,2%.

Tableau 11: Evolution de l'effectif du cheptel de 2002 à 2010

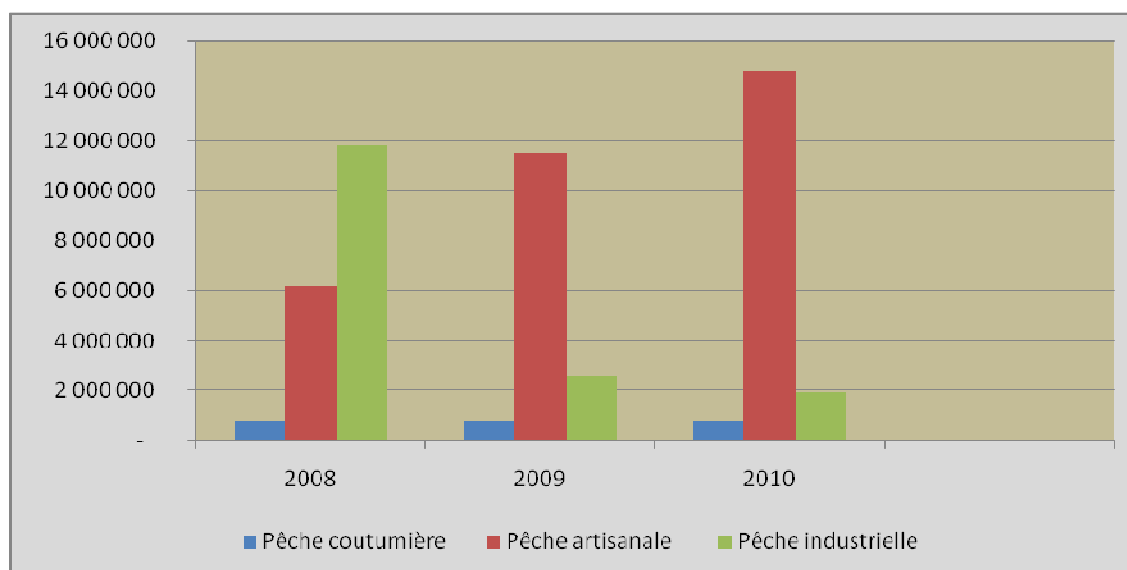
Période	Cheptel				
	bovins	caprins	ovins	porcins	volailles
2002	376346	974543	242086	115835	771260
2003	355222	960288	239505	105753	704254
2004	374475	1108952	235611	136360	852954
2005	395741	1194780	242933	169572	945318
2006	433800	1438713	266510	178737	1142102
2007	479106	1606717	292916	189505	1315788
2008	471614	1616873	281190	166721	1524007
2009	554236	1782227	295147	207181	1610565
2010	596412	2162800	295739	244791	1719296
Variation					
2010/2009	7,6%	21,4%	0,2%	18,2%	6,8%

Source: Direction Générale de l'Élevage, Rapport annuel 2010

3.1.4. La pêche

Au niveau de la pêche, la production des poissons enregistrée au cours de l'année 2010 a connu une augmentation de 18% par rapport à celle de 2009, soit 14 871,5 tonnes en 2009 contre 17 491,4 tonnes réalisées en 2010. Cette hausse de la production est imputable à l'amélioration de l'encadrement des pêcheurs.

Graphique 15: productions de la pêche de 2008 à 2010 (en KG)



Du point de vue de l'amélioration de la qualité, des bonnes initiatives ont été réalisées notamment :

- Innovation dans la conservation du poisson par voie congelée et installation des claies de séchage inoxydables, déplaçables et faciles à nettoyer.
- Des caisses isothermes, fabriquées presque en totalité en matériaux locaux, ont été mises en place et sont utilisées pour le stockage ou pendant le transport du poisson sous glace.

3.2. SECTEUR SECONDAIRE

Le secteur secondaire se compose des industries alimentaires, industries manufacturières (chimiques, textiles, matériaux de construction, ...), eau énergie et mines, ainsi que les Bâtiments et Travaux Publics (BTP). On peut signaler que l'industrie alimentaire occupe depuis longtemps la première place dans ce secteur au Burundi.

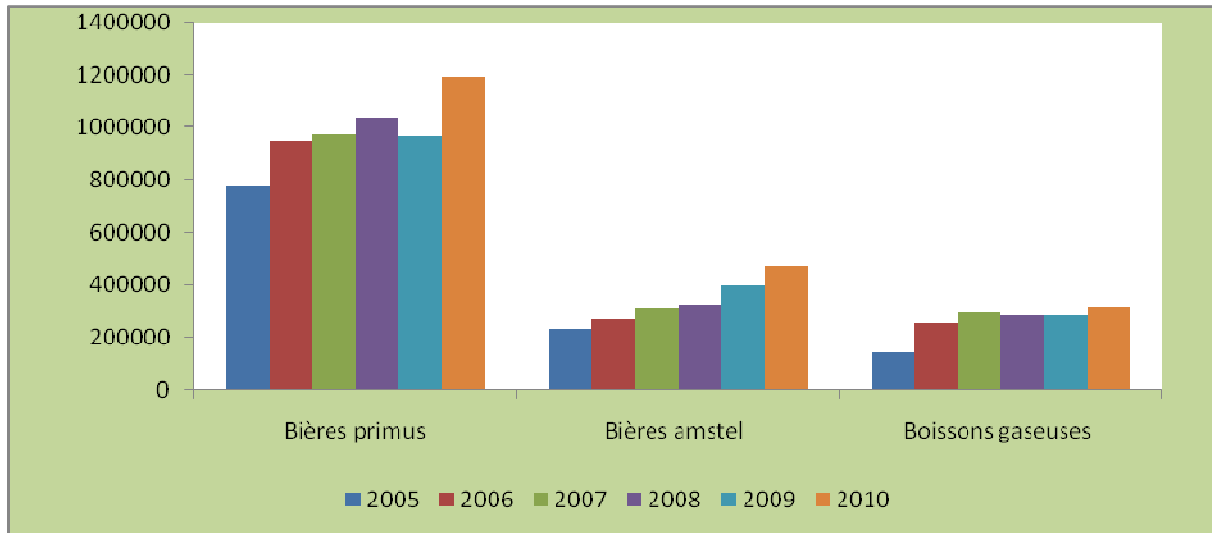
3.2.1. Industries alimentaires

Cette branche comprend en grande partie la production de la bière et des boissons gazeuses, du sucre, de l'huile et des cigarettes. L'industrie de la bière se taille la part du lion dans cette branche depuis la période coloniale.

a. Productions de la bière et des boissons gazeuses

La production des bières et des boissons gazeuses continue à augmenter de façon significative malgré la hausse des prix due en grande partie à la flambée des cours internationaux des produits pétroliers et la dépréciation du franc burundais. En effet, la production de la bière Primus a augmenté de 23%, celle de la bière Amstel de 19,1% et celle des boissons gazeuses de 11,5% entre 2009 et 2010. Cette hausse est principalement liée à la demande intérieure sans cesse croissante.

Graphique 16: Evolution de la production de la bière et boissons gazeuses de 2005 à 2010 (en HL)

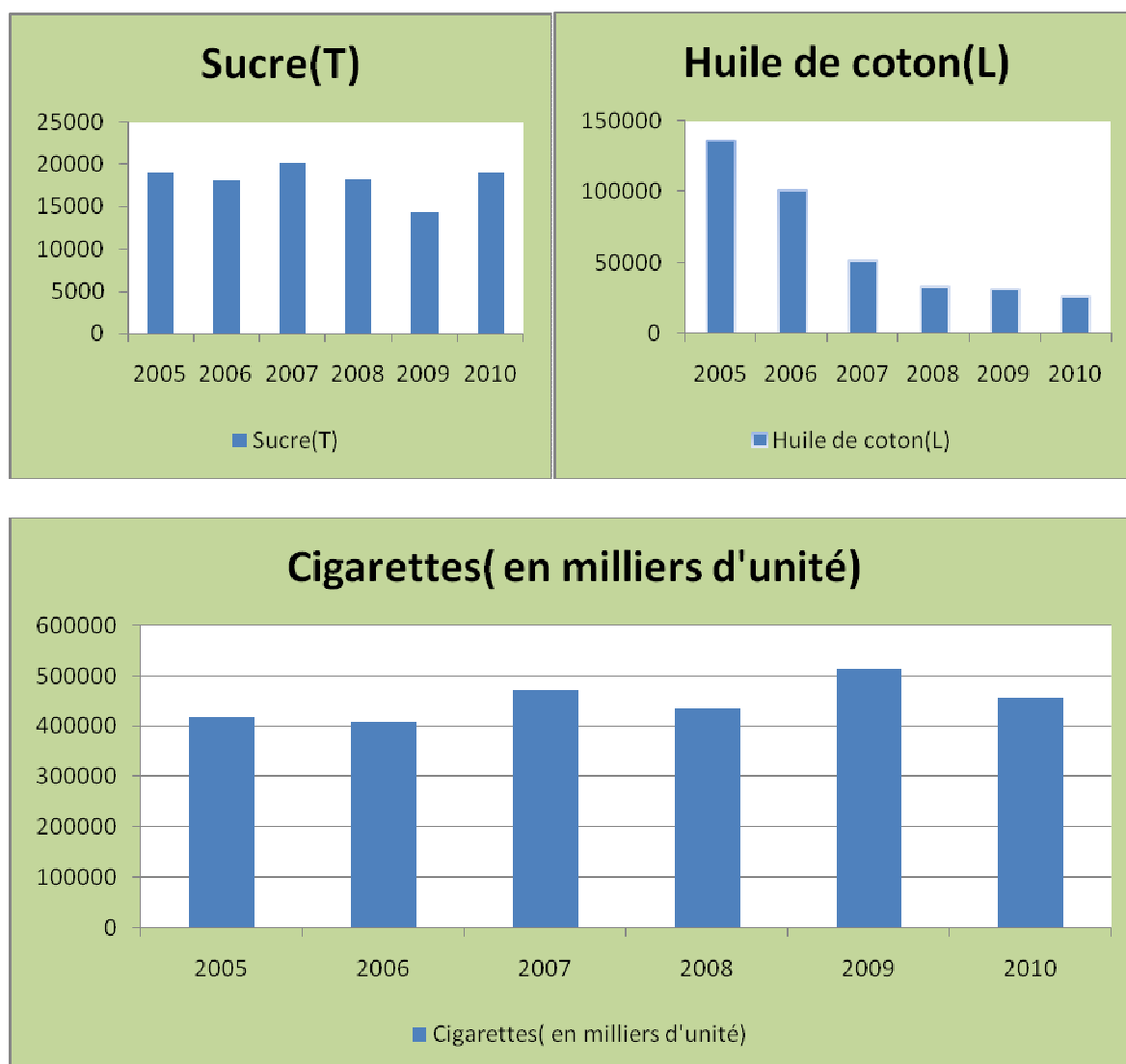


b. La production du sucre, huile de coton et cigarettes

La production de ce secteur a connu en moyenne une faible croissance de 1,8%. La production du sucre est passée de 14 314 tonnes à 18 937 tonnes respectivement en 2009 et 2010, soit une croissance de 32,3%, celle de l’huile de Coton est passée de 31 528 litres à 26 501 litres, soit une baisse de 15,9% .Cette diminution est liée à la baisse continue du coton graine qui fournit la matière première à cette industrie. La hausse de la production du sucre est le résultat combiné des extensions des emblavures et de la bonne pluviométrie.

La production de la cigarette est passée de 514 240 à 457 825 unités, soit une baisse de 11,0%. Ce recul de la production des cigarettes pourrait être expliquée par la baisse de la demande interne suite à la vulgarisation des méfaits de la cigarette sur la santé humaine et à l’arrêt de la production de la matière première au niveau local.

Graphique 17: Evolution de la production du sucre, de l'huile de coton et de la cigarette



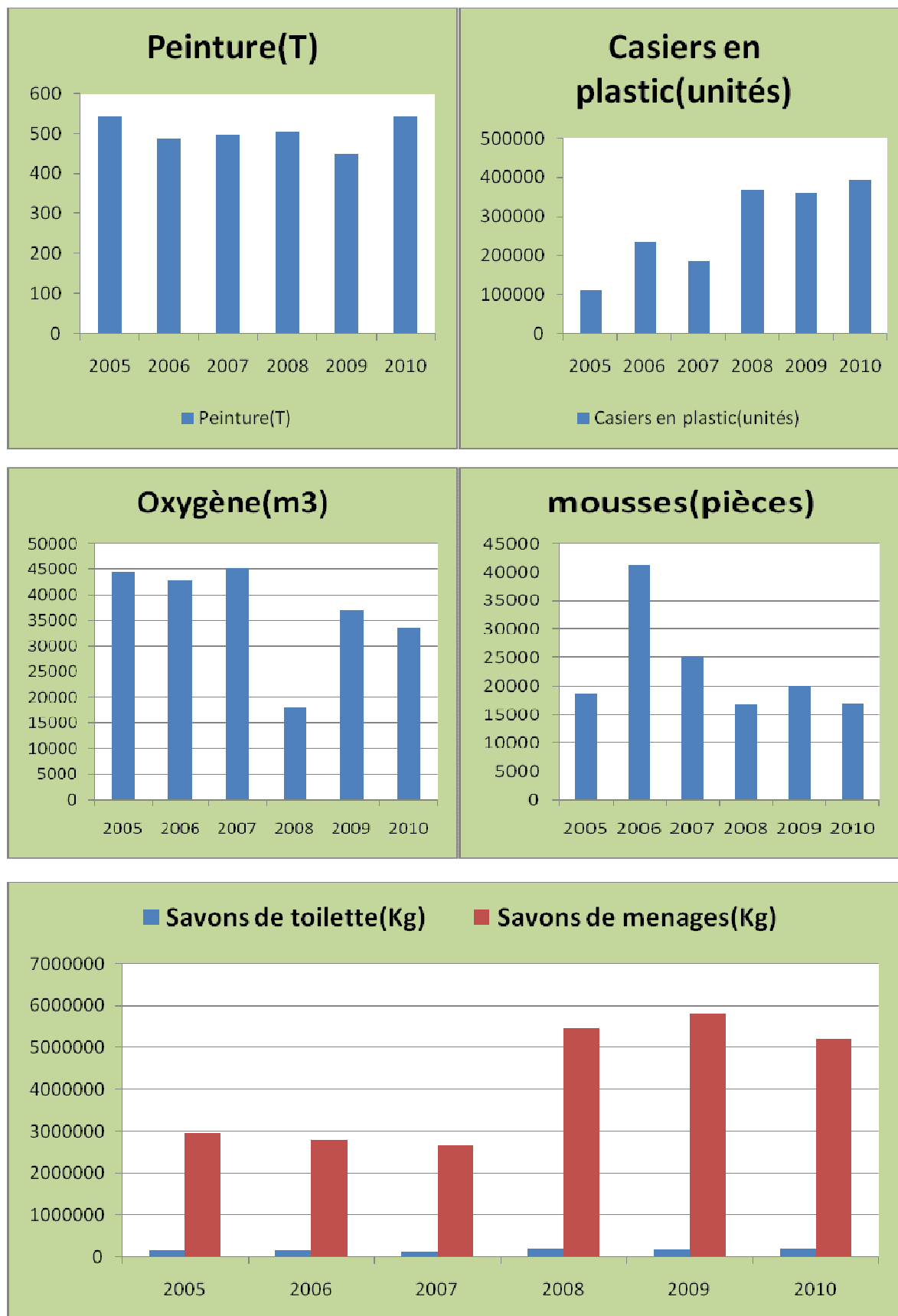
3.2.2. Les industries chimiques

La production dans différentes industries de cette sous branche se classe globalement en deux catégories. La première catégorie concerne les productions de l'oxygène, des savons de ménage et de la mousse qui ont généralement baissé. La deuxième se rapporte aux productions de la peinture, des savons de toilette et casiers en plastic qui ont augmenté.

La baisse de 10,4% de la production des savons de ménages est liée à la baisse de la production des noix de palme engendrée par la reconversion des plantations des palmiers. Celle des mousses de 8,9% est expliquée par la diminution de la demande intérieure car les consommateurs préfèrent des matelas en provenance de la Tanzanie et du Kenya.

Dans la deuxième catégorie, la peinture a enregistré une croissance de 20,7% avec une production qui va de 450 tonnes en 2009 à 543 tonnes en 2010, celle des casiers en plastic de 8,9%. La croissance de la production de la peinture s'explique par la hausse de la demande enregistrée dans le secteur de construction, celle des casiers en plastic par l'augmentation de la production des boissons car ces casiers servent d'emballage.

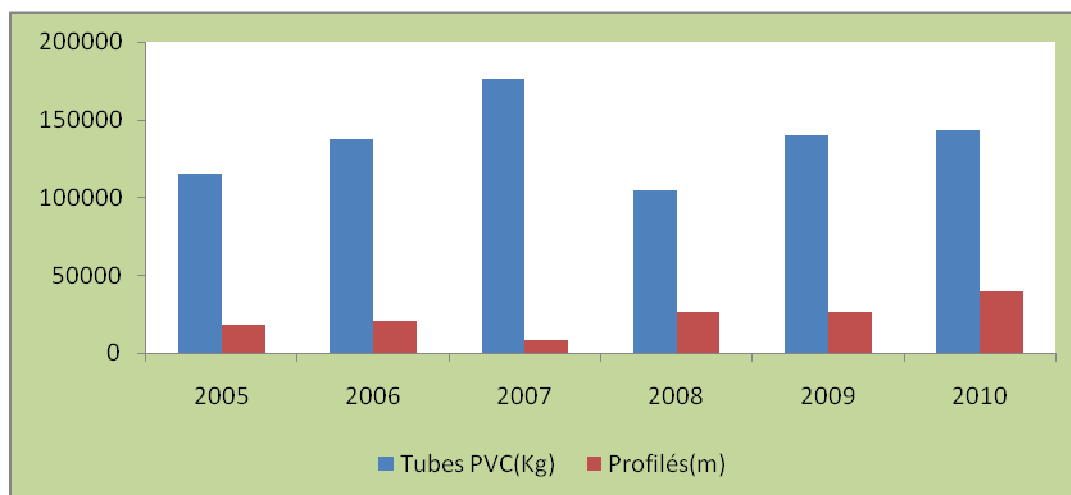
Graphique 18 : Evolution de la production des industries chimiques



3.2.3. Les industries des matériaux de constructions

Cette sous-branche d'activité industrielle est dominée par la production des tubes en PVC et des profilés et connaît une nette croissance surtout avec la production des profilés qui enregistre une augmentation de 46,3%. Cette progression est liée à la croissance du secteur de la construction dont plusieurs chantiers sont en cours.

Graphique 19 : Evolution de la production des industries des matériaux de construction

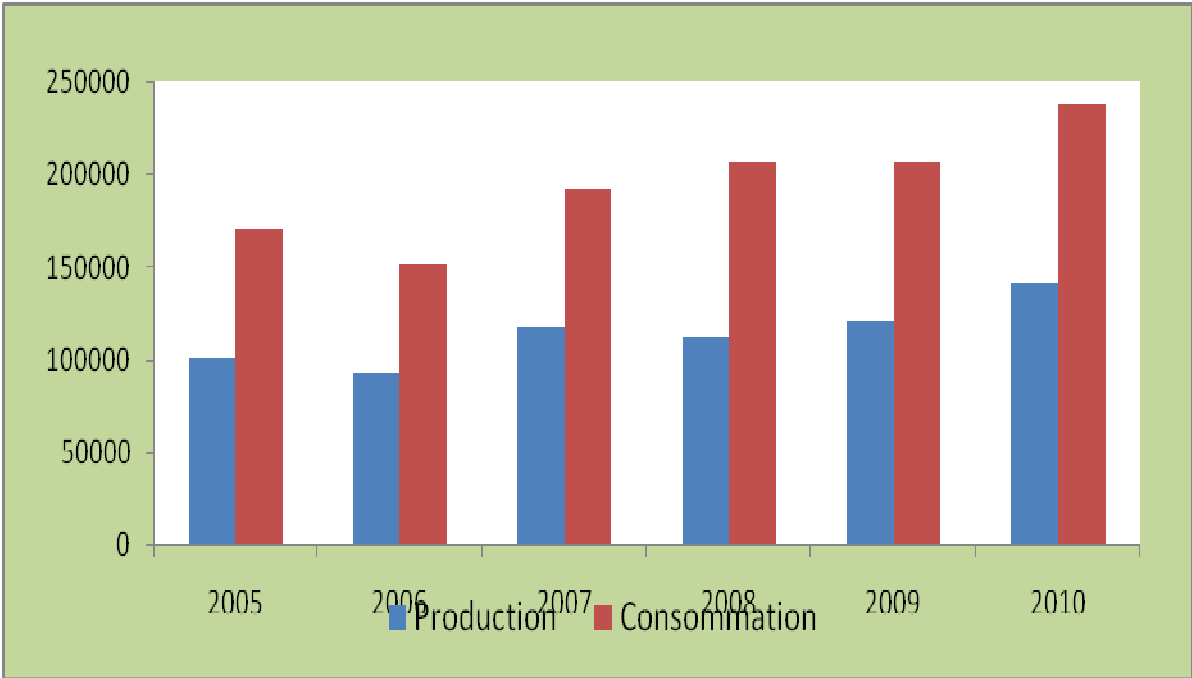


3.2.4. La production et la consommation de l'énergie électrique

La production de l'énergie électrique a connu en 2010 une augmentation de 17,2% par rapport à l'année précédente (121 147 milliers de KWh en 2009 contre 142 032 milliers de KWh en 2010). Cette hausse est liée d'une part à la bonne pluviométrie qu'on a observée pendant cette année et d'autre part à l'utilisation des groupes électrogènes pour faire face au phénomène de délestage observé en ville de Bujumbura et à l'intérieur du pays.

La consommation quant à elle a augmenté de 15,0% dans la même période allant de 206 701 milliers de KWh en 2009 à 237 731 milliers de KWh en 2010. L'augmentation de la consommation est justifiée par l'accroissement des demandeurs résultant de la naissance de nouveaux quartiers dans la ville de Bujumbura et autres centres urbains. La différence entre l'énergie produite et consommée représente la partie importée des pays voisins. Toutefois, la demande reste largement supérieure à l'offre.

Graphique 20: Evolution de la production et la consommation de l'énergie électrique

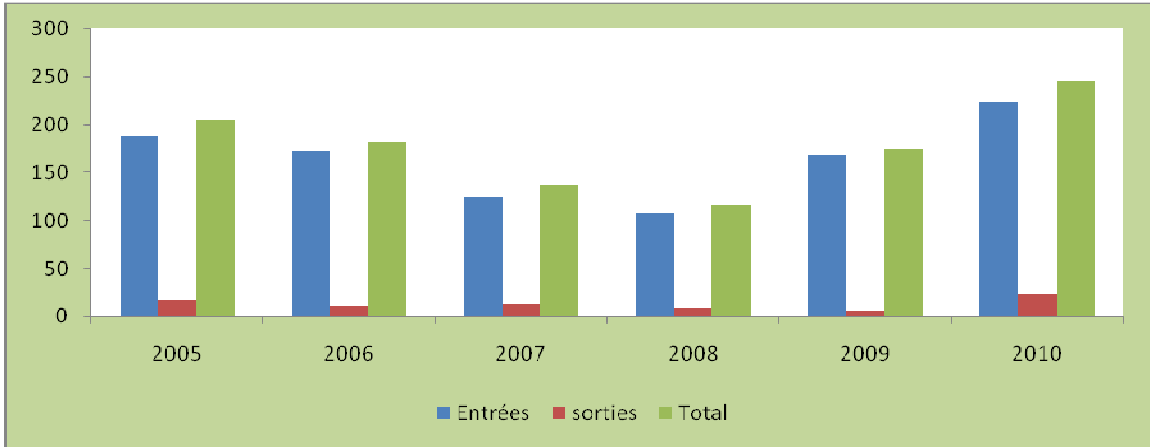


3. 3. LE SECTEUR TERTIAIRE

3.3. 1. Trafic au port de Bujumbura

Le trafic au port de Bujumbura a enregistré une croissance de 61,1% en 2010 avec une progression qui va de 173,5 milliers de tonnes en 2009 à 279,5 milliers de tonnes en 2010. Cette augmentation s'explique par l'intégration du pays dans la Communauté Est Africaine et l'augmentation des produits importés surtout les produits pétroliers, les véhicules et les matériaux de constructions.

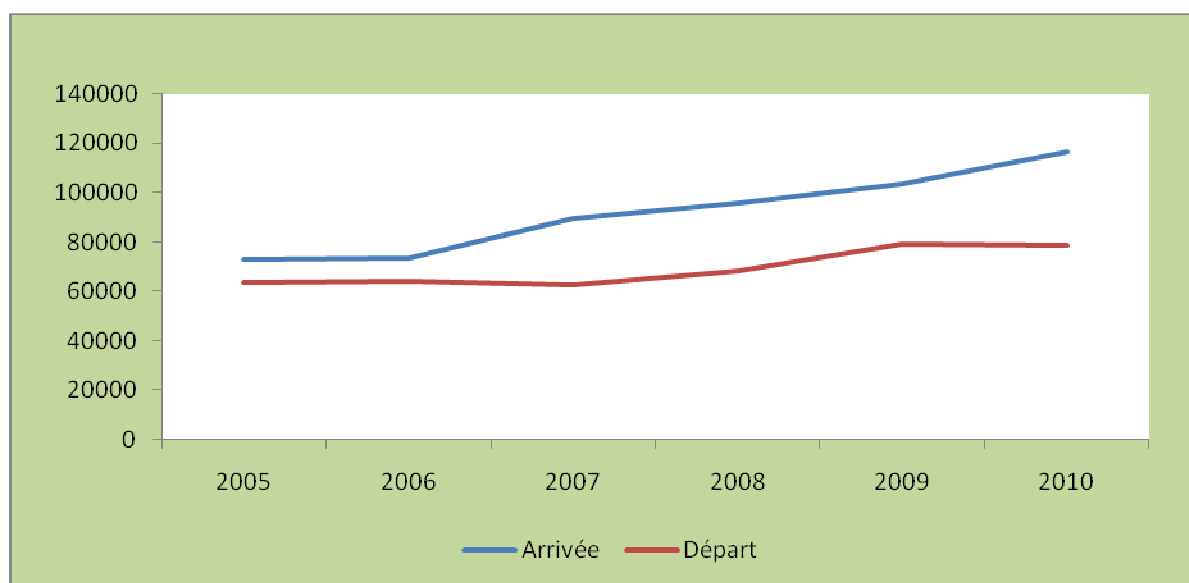
Graphique 21: Evolution du trafic au port de Bujumbura (en milliers de tonnes)



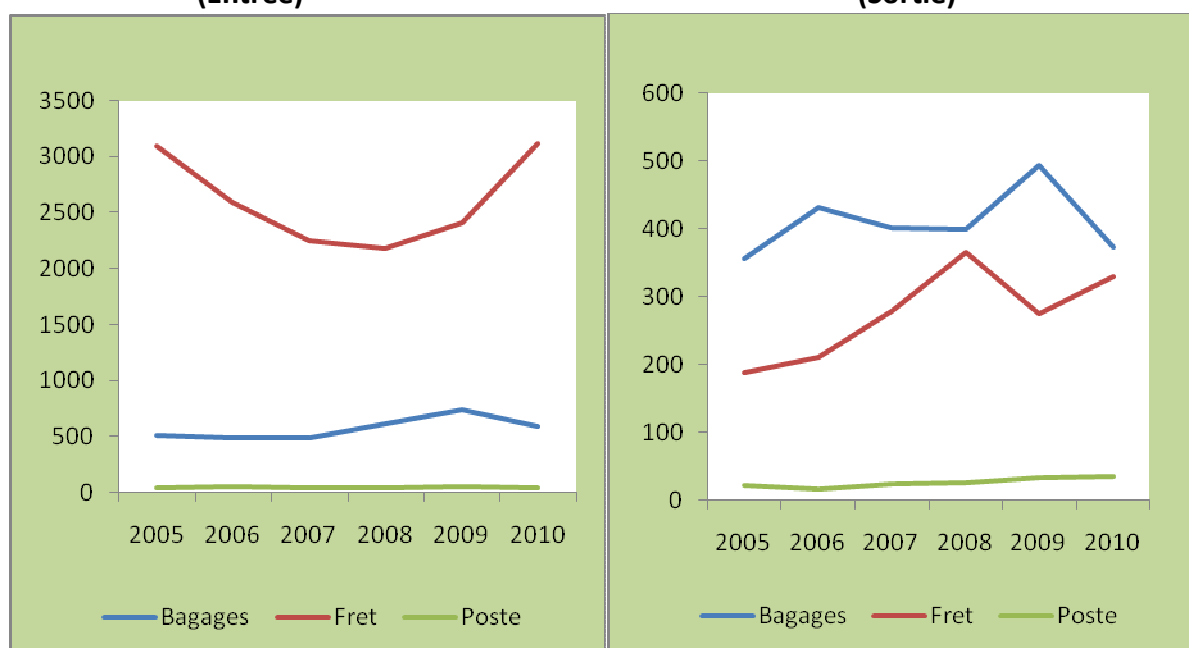
3.3.2. Trafic à l'aéroport international de Bujumbura

Le trafic sur l'aéroport a enregistré une croissance remarquable surtout au niveau des passagers et le service de fret. En effet, le nombre de passagers passant par l'aéroport international de Bujumbura a connu en 2010 une croissance de 12,6% à l'arrivée et une petite baisse de 0,5% au départ. Quant au fret, ce service a connu une croissance tant à l'arrivée qu'au départ, soit 28,9% et 20,0% respectivement. Cette croissance est due en grande partie aux mouvements des touristes, des opérateurs économiques, le retour des réfugiés et des étudiants de l'étranger.

Graphique 22: Trafic des passagers à l'aéroport international de Bujumbura (nombre de passagers)



Graphique 23 : Trafic à l'aéroport international de Bujumbura(en Tonnes)
(Entrée) (Sortie)



3.4. PERSPECTIVES 2011-2012

La croissance de l'activité économique du Burundi devrait enregistrer un taux de croissance de 4,2% en 2011 et progresser pour atteindre 4,9% en 2012. Cette croissance sera tirée par l'ensemble des trois secteurs économiques. Cette hausse s'expliquerait principalement par les performances attendues au niveau de l'agriculture vivrière ainsi que la reprise de la production industrielle, notamment la production textile.

L'agriculture vivrière devrait enregistrer une croissance de l'ordre de 3,2% en 2011 par rapport au niveau de 2010 et progresser pour atteindre 6% en 2012, suite aux efforts du Gouvernement visant à relancer le secteur agricole. Il s'agit notamment de :

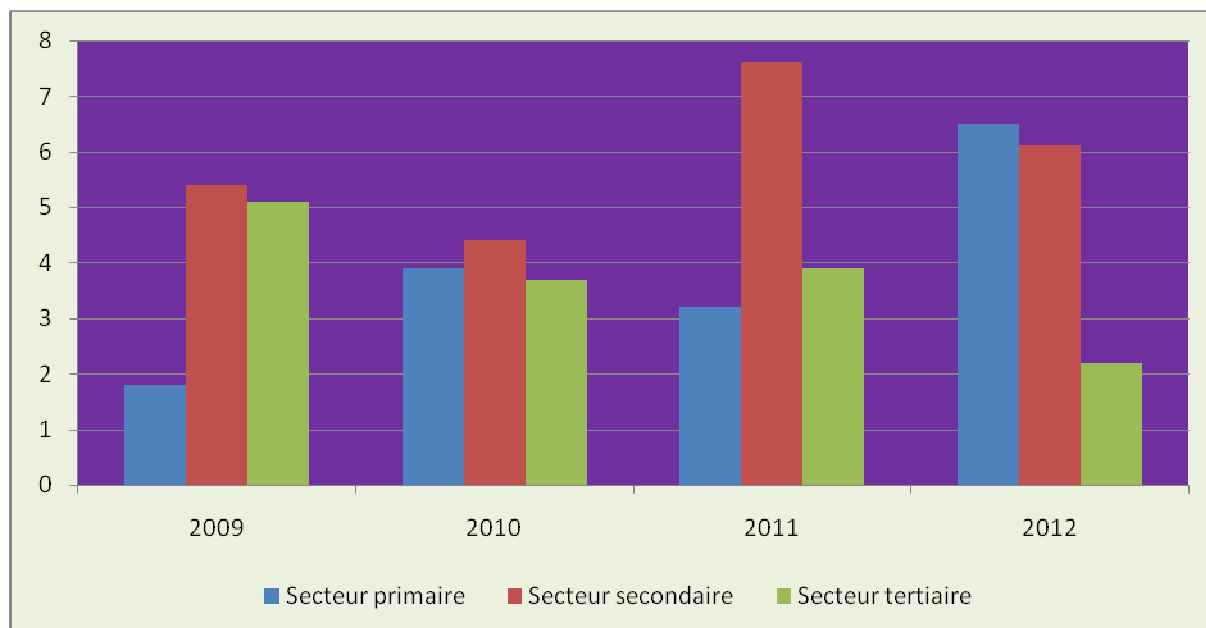
- i. irriguer les grandes plaines;
- ii. disponibiliser les intrants agricoles en quantité suffisante et au moment opportun;
- iii. multiplier les semences sélectionnées (de manioc sain, de bananes, de pomme de terre, de riz et de palmier à huile) et les distribuer à temps aux exploitants agricoles;
- iv. améliorer l'encadrement et renforcer les capacités en technique de production aux exploitants agricoles ;
- v. et réhabiliter et développer les infrastructures, les équipements de stockage et de transport des intrants et des produits.

Par conséquent, **le secteur primaire** devrait enregistrer un taux de croissance passant de 3, 2% en 2011 à 6,5% en 2012. Les actions ci-dessus sont primordiales pour l'atteinte de ces taux.

Le secteur secondaire connaîtra une évolution toujours positive sur la période, tirée en particulier par la croissance des industries textiles due à la réouverture de l'ex-COTEBU prévue en 2011, des industries alimentaires, du développement des activités de construction ainsi que des évolutions attendues dans le secteur des mines et de l'énergie. En effet, au cours de la période 2011-2012, d'importants projets socio-économiques seront entrepris. Il s'agit principalement de la construction de l'hôpital de Karusi, du central hydroélectrique de Mpanda, de la Présidence de la République et de l'immeuble devant abriter les services du Ministère des Finances.

La valeur ajoutée du secteur tertiaire devrait connaître une évolution plus lente en comparaison avec les activités au niveau primaire et secondaire. En effet, les services des transports, du commerce et des télécommunications et autres services privés, connaîtront une forte progression tandis que la production de l'administration publique enregistrera un développement modéré dû aux mesures visant à contenir la progression de la consommation publique, à savoir la restriction des recrutements, (hormis dans les secteurs sociaux et les secteurs moteurs de croissance) et la contraction des autres dépenses de fonctionnement des services.

Graphique 24 : Taux de croissance du PIB réel par secteur (en %)



S'agissant de l'évolution de l'inflation, la persistance de la flambée des prix des produits pétroliers devrait conduire à une remontée des prix des importations à travers la pression exercée sur le coût du transport. Sous l'effet conjugué de l'évolution des cours des importations et des efforts internes prévus par le Gouvernement (contenir la progression de la masse monétaire, accroître la production vivrière et en assurer une meilleure distribution/commercialisation), les prix auxquels feront face les ménages burundais devraient connaître une progression moyenne de 9,1% sur la période 2011-2012.

IV. REVENU, INVESTISSEMENT ET CONSOMMATION

Le retour à la paix a eu un impact très positif sur le revenu national brut et partant sur l'investissement et la consommation. Sous l'effet combiné de la croissance économique d'une part et de la hausse des transferts courants plus importante d'autre part, le revenu national brut des trois dernières années (2008-2010) a enregistré une progression moyenne de 15,5%.

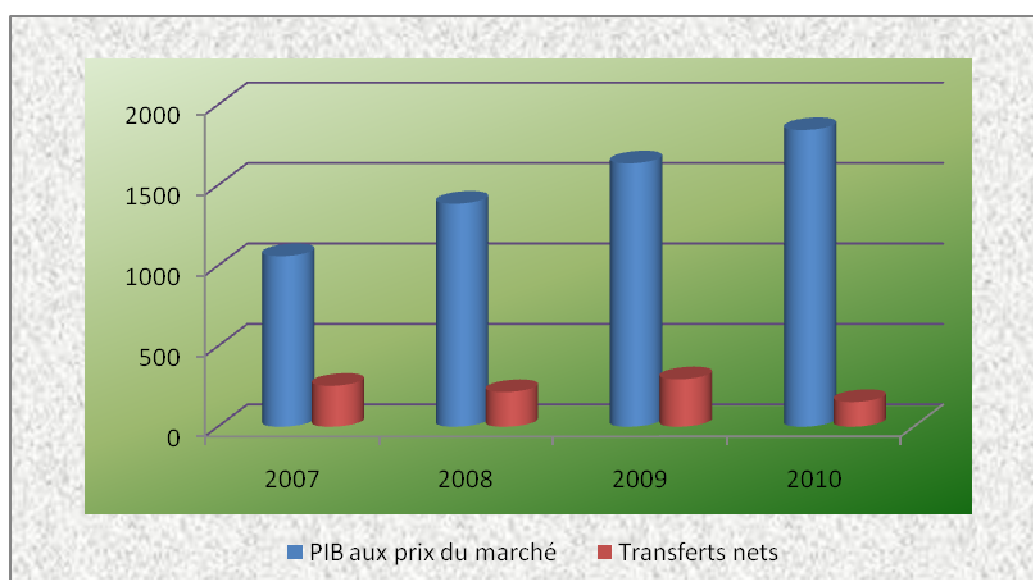
Ces dernières années, l'investissement a aussi connu une augmentation grâce notamment aux travaux de reconstruction et à l'amélioration du climat des affaires. Le volume des investissements bruts qui était de 185,7 Mrds en 2007 est passé à 379,9 Mrds de BIF en 2010, soit un accroissement de 32,1% (en termes nominaux).

En dépit des mesures prises par le Gouvernement pour réduire la consommation publique, leurs effets n'ont pas été à la hauteur de ce qui était attendu suite aux dépenses ponctuelles effectuées au cours de l'année 2010, notamment le paiement de la transposition des fonctionnaires et indemnités de fin de mandat des parlementaires. En 2010, les dépenses de consommation finale représentent 80% du total des ressources.

4.1. REVENU

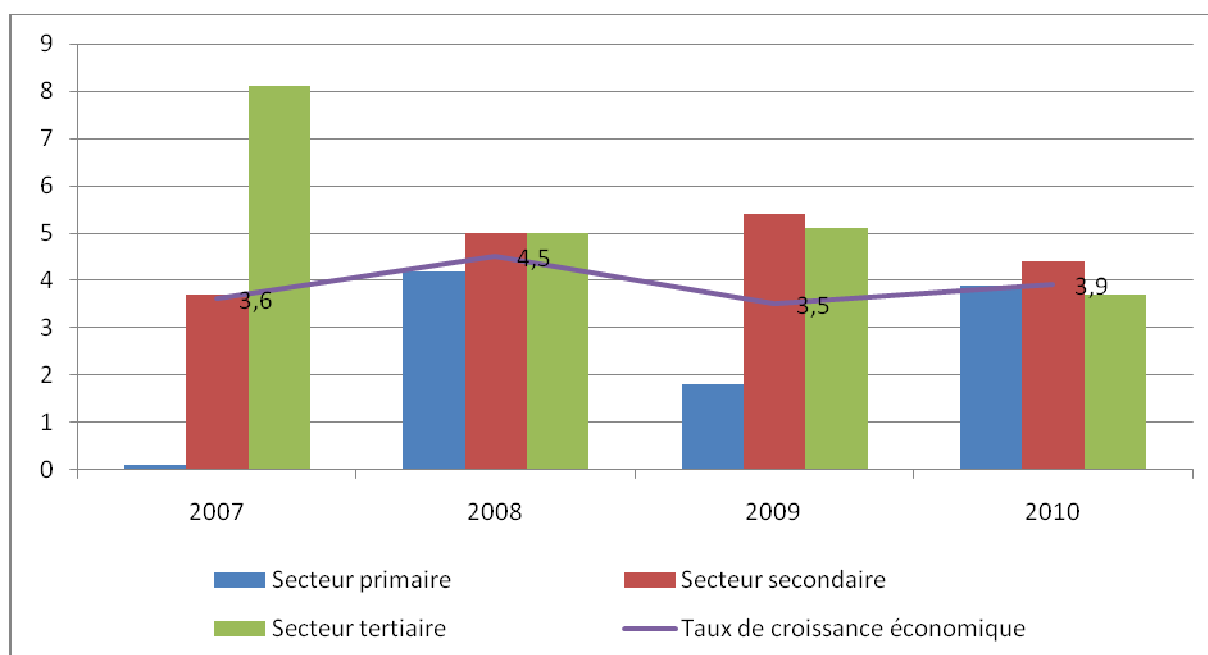
Depuis le retour à la stabilité, le revenu national brut n'a cessé d'enregistrer une progression d'une année à l'autre. L'évolution de ses composantes (PIB et Transferts nets) a connu une tendance différenciée.

Graphique 25: Revenu national brut par ses composantes



La croissance économique a été toujours positive depuis 2004, mais son niveau moyen demeure faible par rapport aux besoins de la population. En termes réels, le PIB est passé de 329,4 Mrds à 370,0 Mrds de BIF aux prix de 1996 entre 2007 et 2010, soit un accroissement de 12,3%. Après une croissance économique de 3,5% enregistrée en 2009, celle de 2010 s'est légèrement améliorée de 0,4 point pour atteindre 3,9%, en raison de bonnes performances enregistrées au niveau du secteur primaire.

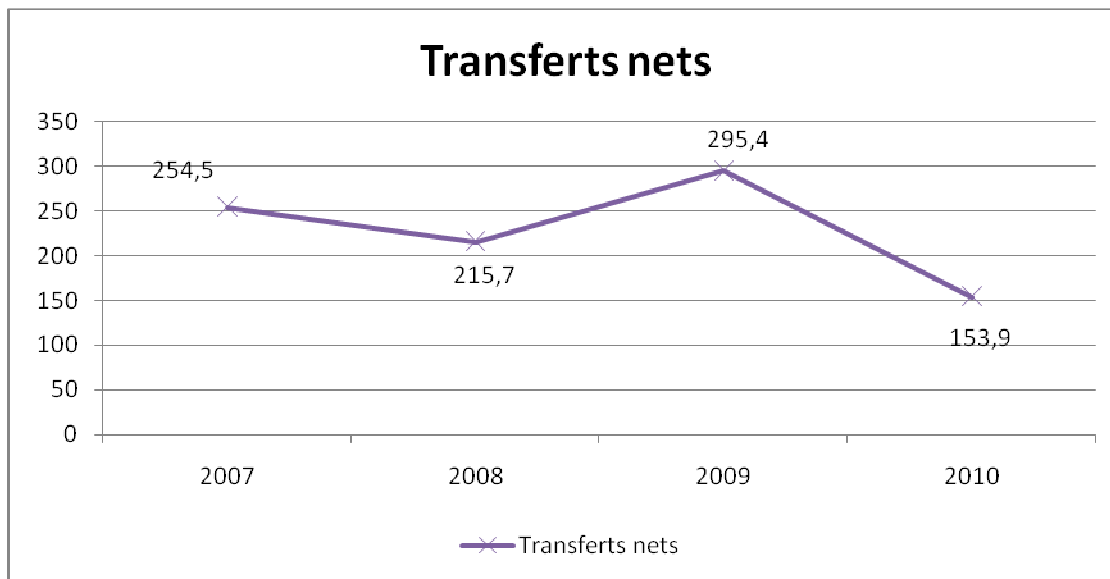
Graphique 26: Croissance économique



Quant aux transferts courants nets, ils ont connu une augmentation remarquable ces trois dernières années avec une mention particulière pour l'année 2009, année au cours de laquelle le pays a atteint le point d'achèvement au titre de l'initiative PPTTE.

Entre 2007 et 2010, le pays a reçu de la part de ses partenaires au développement des appuis financiers en vue de la mise en exécution de ses programmes. Les transferts ont connu une baisse de 141,5 Mrds de BIF passant de 295,5 Mrds de BIF en 2009 à 153, 9 Mrds de BIF l'année suivante.

Graphique 27: Transferts (en Mrds de BIF)



4.2. INVESTISSEMENT

Le taux d'investissement global qui, en 2007 n'atteignait que 17,5% du PIB, a connu une nette croissance jusqu'à atteindre le taux de 20,6% du PIB en 2010. Le taux le plus élevé est observé du côté des investissements publics dont le niveau est passé de 8,5% en 2007 à 13,1% du PIB en 2008. Cela est expliqué par la réhabilitation et la construction des infrastructures tant économiques (les routes, marchés, ...) que sociales (écoles et hôpitaux,...). A partir de cette année, le taux d'investissement affiche une tendance baissière avec respectivement 12,4% et 10,6% du PIB en 2009 et 2010.

Graphique 28: Investissements par agent économiques (en % du PIB)



Quant aux investissements privés, le taux marque une tendance à la hausse passant de 9% du PIB en 2007 à 10% du PIB au cours de l'année 2010. Malgré son augmentation, qui reste

tout de même modeste, le taux d'investissement privé reste faible (inférieur à 10%). Ceci constitue une contrainte importante à la croissance économique, puisque les documents d'orientations stratégiques nationales, tels que la Vision 2025, le CSLP-II, considèrent le secteur privé comme moteur de croissance. Les investissements privés portent, jusque là, essentiellement sur le moyen terme, comme le relèvent nombre d'études s'intéressant à la situation de l'investissement au Burundi¹.

Les flux d'investissements directs étrangers quant à eux, pratiquement nuls jusqu'en 2007, ont connu une certaine relance en 2008 avant de rechuter de nouveau. Après avoir représenté 3,86 Mrds en 2008 et 0,43 Mrds en 2009, ils se sont établis à 0,96 Mrds de BIF en 2010, soit 0,78 Millions de dollars américains.

Les facteurs qui ont influencé le développement du secteur privé sur la période (2007-2010) sont entre autres, une relative stabilité politique, une légère amélioration en termes d'infrastructures d'appui à la production et surtout une nouvelle législation qui favorise le climat des affaires.

Parmi les nombreux obstacles qui persistent, on peut citer, sans prétendre à une exhaustivité quelconque, les faiblesses en matière de gouvernance économique, le déficit en matière d'infrastructures d'appui à la production, les contraintes de financement, l'exigüité du marché interne, le déficit technologique, etc.

Au niveau de la gouvernance économique, des efforts irréfutables sont consentis, à travers différents mécanismes tels que l'existence de la brigade anti-corruption, l'inspection générale de l'Etat, etc.

Un des éléments qui stimule le secteur privé est la qualité du climat des affaires. Le Rapport de la Banque mondiale « *Gouvernance Matters* » définit six dimensions de la gouvernance qui affectent le développement du secteur privé, incluant les libertés civiles et politiques, la stabilité politique, l'efficacité du gouvernement, la qualité de la réglementation, la règle de droit et le degré de corruption. Les études montrent que le Burundi enregistre quelques progrès, mais que le chemin est encore long. Dans le même ordre d'idées, le Rapport « *Doing Business* », qui évalue le climat des affaires dans 183 économies, classe le Burundi au 174^{ème}, 177^{ème}, 176^{ème} rang, respectivement en 2008, 2009 et 2010.

Même si ce classement traduit une légère amélioration en 2010 par rapport à 2009, il indique que le climat des affaires n'est pas encore favorable au développement du secteur privé. Cependant, on se doit de souligner les mesures qui sont entrain d'être renforcées

¹CNUCED (2010), *Examen de la politique d'investissement Burundi*, Nations Unies, New York & Genève, 118p.

depuis ces dernières années pour améliorer le climat des affaires, tel qu'un nouveau code des investissements, une nouvelle loi sur la concurrence, la création de l'API, etc.

Concernant les infrastructures d'appui à la production, de nombreux rapports soulignent que le déficit en matière d'énergie, de communication, de transport, etc., pénalise fortement les entreprises burundaises. Pour parer à cela, le développement de ces infrastructures reste l'une des principales orientations du CSLP de deuxième génération.

Quant au financement, des études² sur l'efficacité du secteur financier burundais révèlent que celui-ci oriente l'essentiel des crédits vers des activités spéculatives plutôt que vers des investissements productifs. Ce qui suscite la nécessité d'une réflexion profonde autour de la politique monétaire et de crédit, pour définir des instruments de soutien actif au financement du développement.

Un autre élément important est le facteur technologie. Des études récentes³ sur les facteurs d'essor des économies émergentes soulignent le rôle fondamental de la technologie.

En effet, celles-ci ont défini des politiques destinées à susciter l'émergence de classes d'entrepreneurs et de soutien au développement de leurs capacités entrepreneuriales. Ce soutien est passé par l'adoption de politiques d'acquisition et d'apprentissage de technologies.

Au niveau régional, les pays membres de l'EAC ont défini en 2006, une stratégie globale de développement du secteur privé, qui identifie les principales contraintes à lever, en matière de définition de politiques (politiques monétaire, commerciale, marché du travail, réglementations administratives, etc.), de gouvernance et cadre institutionnel, d'infrastructures, d'accès aux ressources (finance, ressources humaines, terres) et de services d'appui.

Pour le Burundi, la stratégie de développement du secteur privé table notamment sur la libéralisation/privatisation, par la mise en œuvre, entre autres, du renforcement des cadres légal et réglementaire, pour attirer des investissements étrangers. Mais, il est utile d'aligner

²(1) NIYONGABO, E. (2011), *Articulation entre la microfinance et les politiques publiques dans le financement du développement agricole et rural en Afrique subsaharienne. Cas du Burundi*, Thèse de Doctorat, Université de Mons, Belgique, (2) NIYUBAHWE, A. (2008), « Financial Intermediation and Economic Growth : Time Series Evidence from Burundi », *Revue de l'Institut de Développement Economique du Burundi (RIDECE)*, Vol.3, N°2, Mars-Septembre, Bujumbura ; (3) NZOBONIMPA, O., NKURUNZIZA, J., NDIKUMANA, L. (2006), *Promoting a development-oriented financial system in Burundi*, Rapport rédigé pour le Consortium pour la recherche économique en Afrique, juin.

³On peut citer, à titre d'exemple, les références suivantes: (1) KHAN, M. (2007), *Governance, Economic Growth and Development since the 1960s*, Department of Economic and Social Affairs, United Nations, *Working Paper*, No54, 24p; (2) KHAN, M. (2004), *State Failure in Developing Countries and Institutional Reform Strategies*, School of Oriental and African Studies, *Working Paper*, Department of Economics, University of London, 31p; (3) CNUCED (2007), *Le développement économique en Afrique, Retrouver une marge d'action: La mobilisation des ressources intérieures et l'Etat développementiste*, Nations Unies, New York & Genève, 138p.

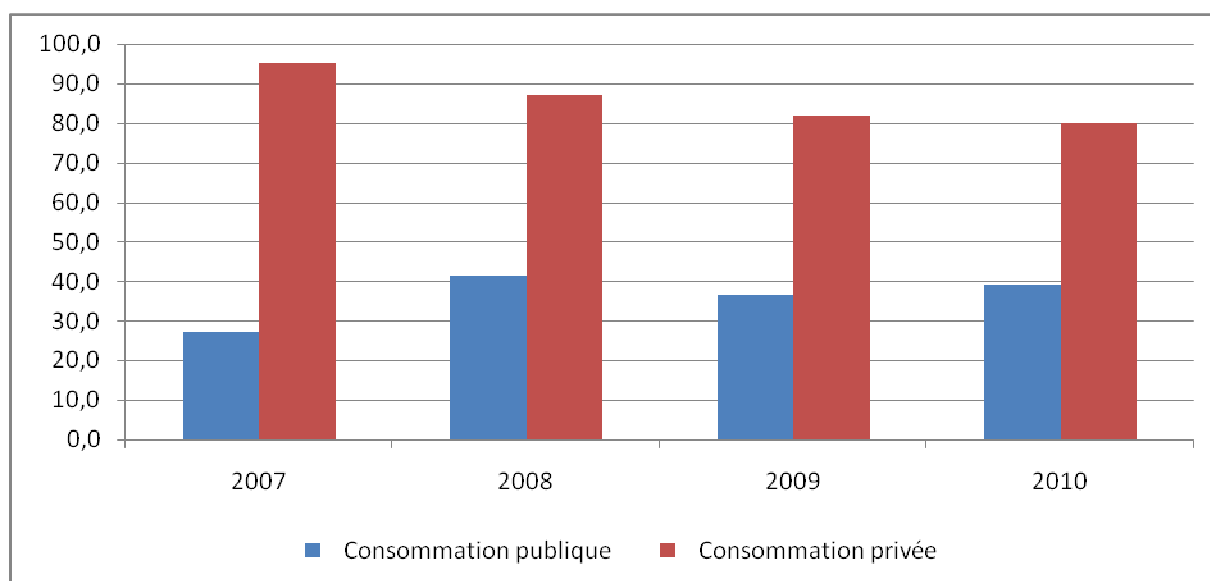
cette stratégie sur celle de l'EAC, dans l'optique de lever les nombreuses autres contraintes au développement du secteur privé.

Bref, pour soutenir l'investissement, privé en particulier, le pays doit mener des efforts simultanés sur plusieurs fronts, à savoir l'amélioration du climat des affaires, la situation dans les domaines des infrastructures et du financement, la définition d'une politique d'accès à la technologie, etc.

4.3. CONSOMMATION

La consommation finale est la composante de demande du revenu qui accapare la plus grande part des ressources. A elle seule, elle absorbe en moyenne plus de 80% du total. L'analyse de sa structure montre que la consommation des ménages est non seulement prédominante mais également que son évolution sur notre période d'étude est différente de celle de la consommation publique.

Graphique 29: Consommation par agent (en % du PIB)



La consommation des ménages représente en moyenne annuelle 70,4% de la consommation finale entre 2007-2010. La consommation publique quant à elle, affiche une tendance haussière, avec un taux d'accroissement de 20% en 2010 contre 4,3% en 2009. Cela s'explique par les dépenses occasionnées par les élections, la création des nouvelles structures telles que l'ONPR, API etc.

4.4. PERSPECTIVES 2011-2012

Le Revenu national brut connaîtrait une évolution à la hausse tirée par la croissance économique estimée à 4,2% en 2011 et projetée 4,9% en 2012 combinée par l'aide extérieure attendue à hauteur de 477,4 Mrds de BIF en 2011 et 582,6 Mrds de BIF en 2012. Après la baisse observée en 2010, les transferts courants sont estimés à 15% du PIB en 2011 et devrait continuer sur cette lancée l'année suivante pour atteindre 17% du PIB en 2012.

Tableau 12: Variation annuelle

	2011	2012
Investissement brut	5,0	15,3
Investissement public	3,5	2,5
Investissement privé	6,5	28,5
Consommation finale	5,1	2,2
Consommation publique	-11,0	-10,9
Consommation privée	11,7	6,4

Source: Ministère du Plan et du Développement Communal, SPM, Modèle MACMOD_BI

La répartition des ressources entre les emplois ne devrait pas connaître un changement significatif. La consommation restera prédominante (80%), mais son rythme de croissance devrait ralentir en 2012 pour descendre à 2,2% contre 5,1% estimée en 2011. Cette tendance sera le résultat attendu des mesures (déjà mentionnées ci-haut) prises par le Gouvernement pour réduire les dépenses de fonctionnement de l'Etat. La croissance de consommation publique est ainsi estimée à -11,0% en 2011 et projetée à -10,9% en 2012.

En 2011, l'investissement est estimé à 20,8% du PIB et à 21,9% du PIB en 2012. . Sous l'effet des résultats attendus de l'Agence de Promotion des Investissements, le secteur privé pourra croître son volume d'investissement. Ainsi, son taux est estimé à 10,2% et 12% du PIB respectivement en 2011 et 2012.

Pour sa part, conformément à sa stratégie de développement, l'Etat continuera à construire des infrastructures sociales et d'appui à la production économique. Pour cela, le taux d'investissements publics est estimé à 10,6% du PIB en 2010 et 9,9% en 2012 qui était de 10,9% en 2010 connaîtra une variation positive, soit un accroissement estimé à 3,5% en 2011 et projeté à 2,5% en 2012.

V. LES FINANCES PUBLIQUES

Au cours de l'année 2010, le Burundi a entrepris des réformes importantes au niveau des finances publiques. Sans être exhaustif, on pourrait citer : (i) l'opérationnalisation de l'Office Burundais des Recettes, (ii) l'amélioration des dépenses publiques en faveur des secteurs prioritaires et (iii) la création du compte unique du trésor, le dénombrement de l'effectif des fonctionnaires, etc. Ces réformes ont permis un accroissement du niveau des ressources propres, une plus grande mobilisation des financements extérieurs. Par ailleurs, elles ont contribué à la maîtrise de la progression des dépenses courantes et accroître l'espace budgétaire pour le financement des investissements.

5.1. RESSOURCES DE L'ETAT

En 2010, les ressources de l'Etat ont été mobilisées à hauteur de 805,6 milliards de BIF, soit une augmentation de 76,2% par rapport aux ressources de l'année 2009 évaluées à 457,1 milliards de BIF. Elles comprennent, au cours de cette période, 54,9% de financements extérieurs.

a. Ressources propres

Les ressources intérieures sur la période sous revue affichent un ratio au PIB de 19,7%, contre 18,6% en 2009. Le taux de pression fiscale a connu une progression de 1,5 point du PIB pour atteindre 18,5% en 2010. Le ratio au PIB des ressources non fiscales est de 1,2%.

Les ressources propres de l'Etat se sont chiffrées à 363,4 milliards de BIF pour une prévision de 369,8 milliards de BIF, soit un taux de réalisation de 98,3% contre 93,5% en 2009. Cet accroissement s'explique par l'opérationnalisation de l'Office Burundais des Recettes, l'amélioration de la performance des services et l'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée. Ces réformes ont permis ainsi une hausse des taxes perçues sur les biens et services.

En revanche, les taxes sur le commerce extérieur ont connu une diminution, passant de 2,7% du PIB en 2009 à 2,1% du PIB en 2010. Ceci est dû à la mise en place de l'Union Douanière de la Zone COMESA, qui a entraîné d'une part le déplacement du point d'enregistrement des produits étrangers de Bujumbura à Mombassa et d'autre part la libre circulation des produits en provenance de l'intérieur de la Zone.

Tableau 13: Evolution des ressources globales (en pourcentage du PIB)

	2007	2008	2009	2010
Ressources globales	38,6	33,9	27,9	43,7
Ressources internes	18,6	18,9	18,6	19,7
Recettes fiscales	17,2	16,8	17	18,5
Impôts sur le revenu	5	5,3	5,2	5,9
Taxes sur Biens et Services	8,7	8,4	9	10,5
Taxes sur le commerce extérieur	3,2	2,9	2,7	2,1
Autres recettes fiscales	0,3	0,2	0,1	0
Recettes non fiscales	1,4	2,1	1,6	1,2
Ressources externes	20,0	15,0	9,3	24,0
Dons budgétaires	8,2	9,4	5,4	6,7
Dons projets	7,7	5,1	1,1	8
Programmes spéciaux	1,2	0,4	0	3,9
Prêts projets	2,3	0,8	1,	2
PPTTE et autres	0,6	-0,8	1,8	3,3

Source : Ministère du Plan et du Développement Communal, SPM, Modèle MACMOD_BI

b. Ressources extérieures

Les ressources extérieures ont connu une évolution haussière. En effet, les appuis budgétaires ont augmenté passant de 5,4% du PIB (soit 88,8 milliards de BIF) en 2009 à 6,7% (123,7 milliards de BIF)⁴ en 2010. Les dons projets ont été comptabilisés à hauteur de 8% contre 1,1% l'année précédente. Les prêts projets quant à eux, ont été mobilisés à hauteur de 2% du PIB contre 1% en 2009.

5.2. DEPENSES

Les dépenses totales se sont établies à 834,6 milliards de BIF à fin décembre 2010 sur une prévision budgétaire de 863 milliards de BIF, soit un taux d'exécution de 96,7%. Comparée à fin décembre 2009 où elles étaient de 508,3 milliards de BIF, on note une progression de 64,2% en 2010.

a. Les dépenses courantes

Ces dépenses comprennent les salaires, les dépenses de fonctionnement, les paiements d'intérêt et les transferts et subventions. Elles se sont établies en 2010 à 498,1 milliards de BIF (cfr annexes) avec un taux d'exécution de 106,8%. Avec une croissance de 26,3% en termes nominaux par rapport à 2009, les dépenses de salaires ont été réalisées à hauteur de 233,7 milliards de BIF en 2010 pour une prévision de 212,4 milliards de BIF. Le taux

⁴ Parmi les 123 milliards de BIF figure un montant de 33 milliards de BIF de la BM prévu en 2009 mais qui a été décaissé en 2010.

d'exécution de 110% en 2010 s'explique par le paiement de la transposition des fonctionnaires de l'Etat, les indemnités de fin de mandat des parlementaires et aux recrutements dans les secteurs sociaux et dans la Justice.

Les dépenses de fonctionnement (biens et services) s'élevant à 100,3Milliards de BIF en 2010, sont en légère baisse par rapport à 2009 où elles étaient évaluées à 104,1Milliards de BIF. Cela traduit la volonté du Gouvernement de réduire le déficit budgétaire.

Le paiement d'intérêts sur la dette s'élève à 29,6 milliards de BIF pour une prévision de 30,2 milliards de BIF. Les intérêts ont connu une augmentation de 12,5% par rapport à 2009. La hausse s'explique par la hausse du taux d'intérêts.

Sur une prévision de 136,1 milliards de BIF en 2010, les transferts et subventions se sont établis à 134,5 milliards de BIF. Par rapport à 2009, ce montant représente une progression de 34,1 %. Cette augmentation s'explique principalement par les subventions faites au secteur de la santé.

b. Les dépenses en capital

Les investissements ont enregistré une croissance de 8,3 points, passant de 5,7% du PIB en 2009 à 14,3% en 2010. Les dépenses en capital sur les ressources extérieures sont passées de 35 milliards de BIF en 2009 à 184,4 milliards de BIF en 2010, imputable à l'amélioration de la comptabilisation des dépenses sur dons en provenance de l'extérieur. Quant aux dépenses en capital sur ressources intérieures, elles sont évaluées à 4,3% du PIB en 2010 contre 3,6% du PIB en 2009.

Tableau 14 : Evolution des dépenses et prêts nets (en pourcentage du PIB)

	2007	2008	2009	2010
Dépenses et prêts nets	38,5	35,3	31	45,3
Dépenses courantes	24,6	25,8	25,4	27,1
Traitements	10,7	11,4	11,3	12,7
Biens et services	6,7	6,9	6,4	5,4
Transferts et subvention	4,4	5,6	6,1	7,3
Intérêts dus	2,8	1,9	1,6	1,6
Dépenses en capital	12,7	9,1	5,7	14,3
Ressources intérieures	2,7	3,6	3,6	4,3
Ressources extérieures	10	5,9	2,1	10
Prêts nets	0	-0,1	-0,1	0
Dépenses exceptionnelles et autres	1,2	0	0	3,9
Solde global (base caisse)	-21,9	-16,4	-13,1	-25,6
Financement	22,4	16,4	13,3	26
Financement intérieur	2,4	1,4	3,8	2
Financement extérieur	20	15	9,3	24

Source : Ministère du Plan et du Développement Communal, SPM, Modèle MACMOD_BI

5.3. DEFICIT GLOBAL ET SON FINANCEMENT

Le solde budgétaire base caisse (hors dons) est ressorti déficitaire de 471,2 milliards représentant -25,6% du PIB contre -13,1% du PIB en 2009. Cette détérioration s'explique essentiellement par une évolution plus rapide des dépenses que celle des recettes.

Le financement intérieur inclut 6,2 milliards de BIF de financement non bancaire et 31 milliards de financement bancaire dont 40,1 milliards de BIF des Banques Commerciales et un paiement auprès de la BRB de 9,1 milliards de BIF. Ce financement comporte 123 milliards de dons budgétaires, 147,6 milliards de dons projets et un montant de 107 milliards des fonds PPTE. Le financement des projets a porté sur 36,8 milliards.

5.4. DETTE PUBLIQUE

L'encours global de la dette publique burundaise (intérieure et extérieure) en 2010 a progressé de 3,2% par rapport à 2009. Le stock de la dette publique est en progression suite à l'augmentation de la dette intérieure. Il se situe à 957,4 Mrds de BIF en 2010, soit 52% contre 56,7% du PIB en 2009.

Tableau 15: Dette publique (en milliards de BIF)

	2007	2008	2009	2010
Dette extérieure	1530,5	1568,0	561,4	527,7
en % de la dette publique	86,4	85,2	60,5	55,1
Dette intérieure	241,2	272,4	366,0	429,7
en % de la dette publique	13,6	14,8	39,5	44,9
Dette publique totale	1771,7	1840,4	927,4	957,4

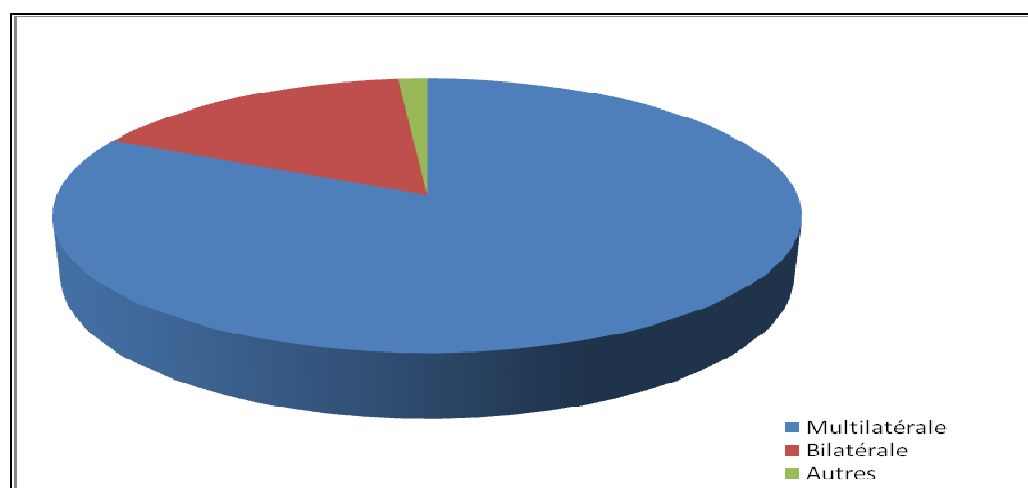
Source : BRB

Le tableau montre que la dette burundaise est principalement d'origine extérieure. L'encours de la dette extérieure est en diminution. Il représente 55,1% de l'encours total en 2010 contre 60,5 % en 2009. Cette baisse résulte des conventions de réduction de la dette dans le cadre de l'IADM.

5.4.1 Dette extérieure

La dette extérieure est composée de la dette multilatérale, de la dette bilatérale et « Autres ». La part la plus élevée revient à la dette multilatérale.

Graphique 30 : Structure de la dette extérieure en 2010



L'analyse de la dette extérieure par secteurs économiques indique que la grande partie de la dette est contractée directement par l'Etat auprès des créanciers multilatéraux et bilatéraux (94% en 2010 contre 80% en 2009). Le reliquat revient à la dette rétrocédée, celle qui est contractée par l'Etat en faveur des bénéficiaires publics.

Tableau 16: Dette extérieure par secteurs économiques (en milliards de BIF)

	2007	2008	2009	2010
I. Dette directe	1327,0	1370,4	449,6	496,3
A. Equipements publics	436,5	448,7	177,8	199,0
B. Secteurs productifs	210,6	217,1	65,4	56,9
C. Secteur social	206,8	214,6	48,9	47,5
D. Divers	473,2	489,9	157,4	193,0
en % de la dette extérieure totale	86,7	87,4	80,1	94,0
II. Dette rétrocédée	203,6	197,6	111,8	31,4
A. Equipements publics	26,3	26,8	16,2	0,0
B. Secteurs productifs	177,2	170,8	95,6	31,4
en % de la dette extérieure totale	13,3	12,6	19,9	0,6
Total (I+II)	1530,6	1568,0	561,4	527,7

Source : BRB

L'endettement extérieur direct de l'Etat est en progression en 2010. Cette dette est absorbée en premier par les équipements publics dont 74,4% reviennent au transport (routes, aéroport et port) suivi par les divers constitués de la balance des paiements, de l'assistance technique, de la gestion des entreprises publiques, des études de projets et autres (40,1% et 38,9% respectivement pour la seule année de 2010) alors que la dette pour les secteurs productifs et sociaux ne représente que respectivement 11,5% et 9,6% sur la période sous revue.

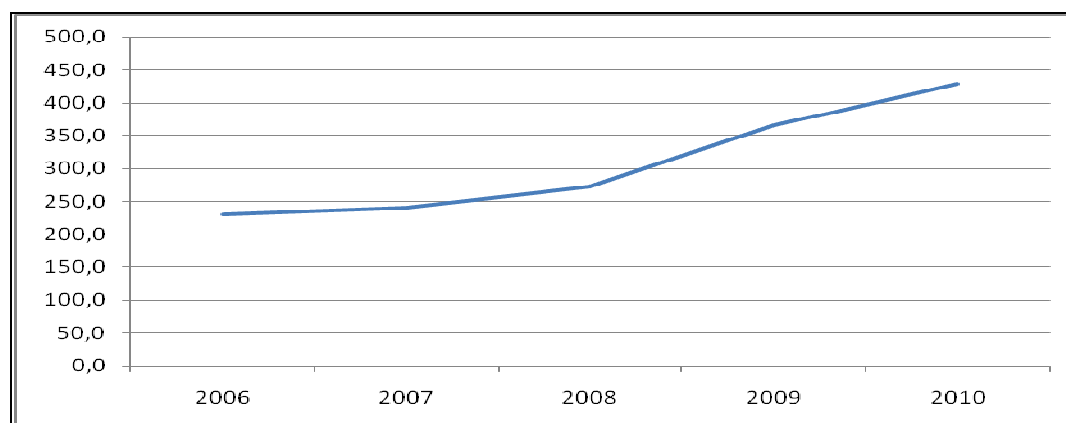
La prédominance du secteur des équipements publics, dans le transport plus précisément, témoigne de la détermination du Gouvernement de développer les infrastructures d'appui des activités de production. En effet, les infrastructures constituent une priorité pour un pays post conflit.

Quant à la dette rétrocedée, elle bénéficie plus aux secteurs productifs dont l'énergie se taille la grande part entre 2005 et 2008. En 2010, la situation semble reprendre après que 2009 ait été une année où la dette contractée avait été en faveur du secteur de l'agriculture et de l'élevage (21% contre 44,3%).

5.4.2. Dette intérieure

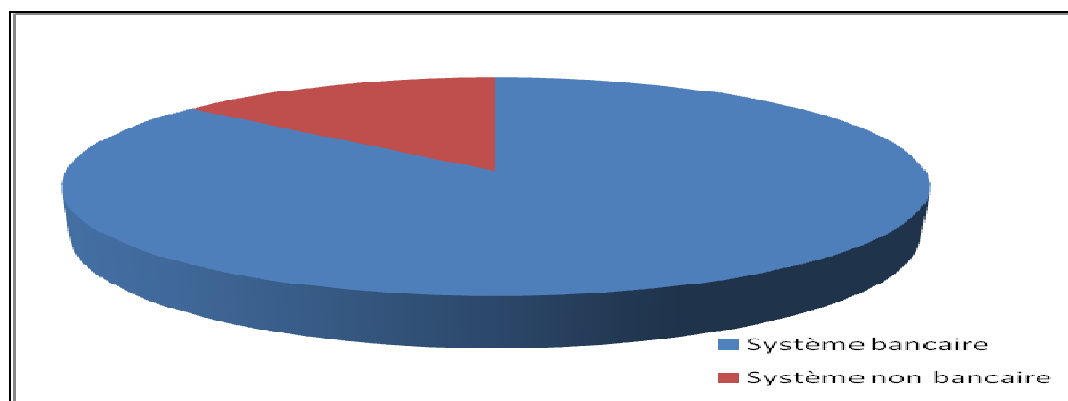
La dette intérieure continue de s'alourdir. A fin décembre 2010, la dette intérieure s'élève à 429,7 Milliards, elle s'est donc accrue de 63,7 milliards de BIF par rapport à 2009, soit une hausse de 17,4% en termes nominaux. Il s'agit d'une augmentation consécutive à l'accroissement de l'endettement de l'Etat envers le système non bancaire.

Graphique 31: Evolution de la dette intérieure



Quoique le système bancaire détient jusqu'à ce jour la grande part dans les créances de l'Etat, il affiche une tendance à la baisse qui s'explique par le concours financier de l'Etat auprès de la BRB à hauteur de 68,5% en 2010 contre 76,7% en 2009. Toutefois, la BRB reste le créancier principal de l'Etat.

Graphique 32: Structure de la dette intérieure 2010



Au cours de l'année 2010, l'endettement de l'Etat auprès de la Banque Centrale s'est opéré principalement par recours aux crédits spéciaux. Les avances ordinaires représentent une faible portion dans le total des créances de la BRB soit 7,6%.

5.5. PERSPECTIVES 2011-2012

Les prévisions des finances publiques pour l'année 2011 et 2012 font ressortir dans l'ensemble, les grandes tendances suivantes :

Du côté des recettes, une hausse des ressources intérieures de 20,6 % du PIB en 2011 et de 21,2% du PIB en 2012, tenant notamment à une performance des recettes fiscales grâce à l'expansion économique, à l'élargissement de l'assiette fiscale et au meilleur recouvrement des impôts et taxes.

Les dons projets pourraient atteindre 13,3% du PIB en 2011 et 13,1% du PIB l'année suivante, les prêts projets sont attendus à 2% du PIB en 2011 et 2012, tandis que les ressources au titre de programmes spéciaux devraient être mobilisées à 1,3% du PIB et 2,7% du PIB respectivement en 2011 et 2012 pour poursuivre le processus de démobilitation dont 2% du PIB en 2012 vont constituer le fonds global.

Les dépenses budgétaires représenteraient 48,5% du PIB en 2010 et 49,7% du PIB en 2012. Cette évolution découlerait essentiellement d'un accroissement des dépenses en capital en relation principalement avec l'amélioration escomptée de la capacité d'absorption des ressources PPTTE affectées aux différents secteurs identifiés (santé, éducation, infrastructures de base, etc.). En revanche, les dépenses courantes reculeraient de 1,8 point et 1,4 point du PIB en 2011 et 2012. Un recul du déficit primaire se situerait à 9,6% du PIB et 9% du PIB en 2011 et 2012 contre 10% du PIB.

VI. SITUATION MONETAIRE ET FINANCIERE

La politique monétaire menée par la BRB en 2010 s'inscrit dans le cadre du programme économique et financier conclu avec le FMI au titre de la deuxième facilité élargie de crédit (FEC). Ce programme a fixé un plancher pour les avoirs extérieurs nets et un plafond pour les avoirs intérieurs nets afin de limiter la croissance de masse monétaire à un niveau compatible avec celle du PIB nominal. Ces choix étaient destinés à contribuer en même temps à rééquilibrer la balance des paiements et à créer un environnement monétaire favorable au décollage de l'économie burundaise. Pour atteindre cet objectif, la BRB a utilisé les instruments indirects à sa disposition à savoir : les réserves obligatoires et les appels d'offre de liquidité.

6.1. MONNAIE ET CREDIT

6.1.2. Ressource et emplois du système bancaire

Les ressources et les emplois du système bancaire se sont accrus à un rythme moins rapide que celui de l'année 2009 (14,6 contre 22,3%)

6.1.2.1. Ressources

a) Masse monétaire

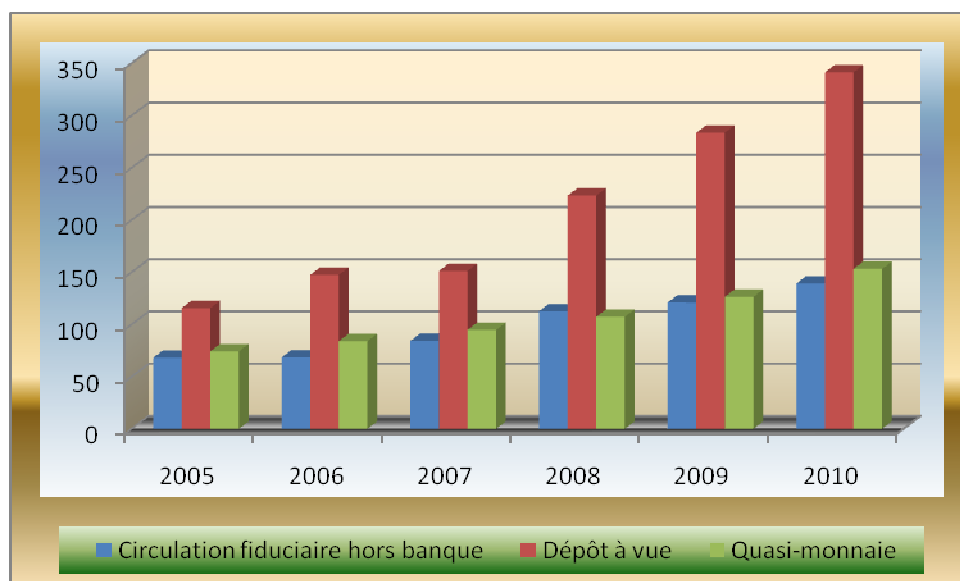
La masse monétaire (M2) a gardé sa tendance haussière, passant de 530,77 milliards de BIF en 2009 à 638,1 milliards de BIF en 2010, soit un élargissement de 20,2% contre 19,9% en 2009. Cette augmentation a résulté de l'expansion des disponibilités monétaires (+80,6 milliards de BIF) et de la quasi monnaie (+26,75 milliards de BIF).

L'agrégat monétaire M1 a connu une croissance annuelle moyenne de 21,4% entre 2009 et 2010, passant de 399,5 milliards de BIF en 2009 à 485, milliards de BIF en 2010.

Cette croissance s'explique principalement par l'expansion des dépôts à vue qui augmentent de 62,38 milliards de BIF et de la circulation fiduciaire hors banques qui a augmenté de 18,19 milliards de BIF, soit une expansion de 15,04% par rapport à 2009.

La quasi monnaie s'est accrue de 21,17% passant de 126,38 milliards de BIF en 2009 à 153,13 milliards de BIF en 2010. L'augmentation des dépôts à terme et épargne a concerné essentiellement les dépôts des particuliers (+14,94 milliards de BIF) et les placements classés dans les « Autres comptes » (+4,25 milliards de BIF)

Graphique 33 : Evolution des composantes de la masse monétaire



b) Autres ressources

Les autres ressources du système bancaire ont légèrement baissé (-2,7 contre 11,16%) revenant de 207,2 à 201,6 Mrds de BIF d'une fin d'année à l'autre.

6.1.2.2. Les Emplois

a) Avoirs Extérieurs Nets

Les avoirs extérieurs nets ont diminué de 28,83 milliards de BIF, soit une décroissance de 17,1%. Cette baisse a résulté de la contraction des avoirs extérieurs nets de la BRB (12,2%) et des banques commerciales (28,8%).

Tableau 17: Evolution des Avoirs Extérieurs

(en Milliards de BIF)	2006	2007	2008	2009	2010
Avoirs extérieurs bruts	207,2	299,4	458,1	554,5	579,0
Engagements extérieurs à court terme	153,2	214,5	303,0	385,8	439,1
Avoirs extérieurs nets	54,0	84,9	155,0	168,8	139,9
Variation annuelle (en%)		57,2	82,6	8,9	-17,1
M1	215,9	235,4	335,9	404,4	485
M2	301,6	330,1	443,1	530,8	638,1
Avoirs extérieurs nets en % de M1 (à fin d'année)	25,0	36,1	46,2	41,7	28,8
Avoirs extérieurs nets en % de M2 (à fin d'année)	17,9	25,7	35,0	31,8	21,9

Source: BRB

b) Crédit intérieur

Le crédit intérieur a augmenté de 130,5 milliards de BIF, passant de 569,2 milliards en 2009 à 699,7 milliards en 2010, soit un accroissement annuel de 22,9% contre 27% en 2009. La croissance a concerné beaucoup plus les créances sur l'économie (+90,71 milliards de BIF) que les créances nettes sur l'Etat (+39,83 milliards de BIF).

Même si les créances nettes sur l'Etat ont continuellement augmenté, ce qui reflète les difficultés du Gouvernement à financer son déficit budgétaire suite à une faible mobilisation des ressources tant internes qu'externes, le Gouvernement a fait des efforts dans le financement de ses dépenses. En effet, tandis que les créances nettes sur l'Etat avaient enregistré une croissance de 43,0% en 2009, elles ne se sont accrues que de 18,1% en 2010. Ce ralentissement a résulté de la faible croissance des créances brutes (15,8 contre 37%) et de la constitution des dépôts par le secteur public (13,1 contre 20%). Néanmoins, on peut remarquer dans le tableau suivant que les crédits à l'Etat constituent encore une part importante, ce qui est généralement considéré comme exerçant un effet d'éviction vis-à-vis du secteur privé.

Tableau 18: Situation du Crédit Intérieur

(en Milliards de BIF)					
	2006	2007	2008	2009	2010
Créances nettes sur l'Etat	158,0	157,4	176,5	252,4	294,3
Crédit à l'Etat	219,4	221,5	239,0	327,4	379,1
Dépôts du secteur gouvernemental	61,4	64,1	62,5	75,0	84,8
Créances nettes sur l'économie	206,6	215,6	271,7	316,8	407,5
Créances sur les sociétés à participation publique	10,1	7,8	21,9	8,4	8,3
Créances sur le secteur privé	196,6	207,8	249,7	308,3	399,2
Total crédit intérieur	364,7	373,0	448,2	569,2	699,8

6.1.3. Risques du système financier

Les risques du système financier comprennent les crédits distribués et les engagements par signature.

L'année 2010 a été caractérisée par un élargissement de l'encours des crédits distribués (99 milliards de BIF). Cette augmentation est tirée principalement par les crédits à court terme et des financements à moyen terme qui se sont accrues respectivement de 62,49 milliards de BIF (29,5%) et de 32,16 milliards de BIF (soit 29,05%).

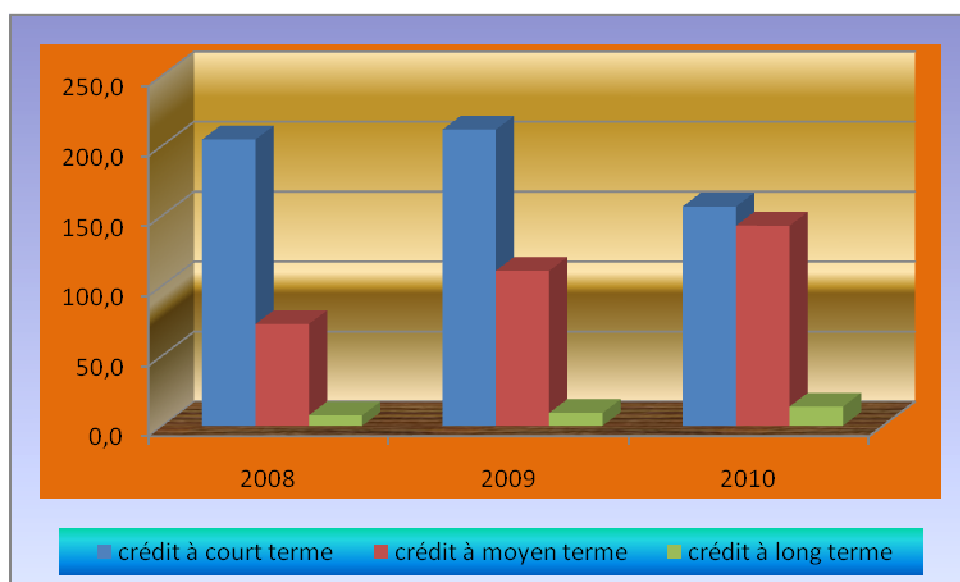
Bien plus, les engagements par signature ont augmenté de 19,93 milliards de BIF (37,8% au lieu de 5,1% en 2009).

Tableau 19: Evolution du risque du système financier (en Milliards de BIF)

	2008		2009		2010	
	Fin d'année	Encours moyen	Fin d'année	Encours moyen	Fin d'année	Encours moyen
I. Crédits distribués	284,6	260,5	331,4	303,7	430,5	388,2
A. crédits à court terme	204,5	188,1	211,5	205,6	273,9	250,7
Importation après exportation	0,4	1,3	1,9	1,2	1,9	2,0
Mobilisation des créances commerciales	3,8	3,1	5,7	3,2	6,4	7,5
Exportations	23,6	16,9	3,0	7,6	11,8	12,6
Crédit de trésorerie	176,8	166,7	200,9	193,5	253,8	228,9
B. crédits à moyen terme	72,6	65,6	110,7	89,6	142,9	126,1
Habitat	10,7	10,5	15,3	13,5	25,1	19,7
Equipement	61,9	55,1	95,4	76,1	117,8	97,5
C. crédits à long terme	7,5	6,9	9,2	8,6	13,7	11,5
Habitat	6,5	5,9	8,7	7,7	12,2	10,7
Equipement	0,9	1,0	0,5	0,8	1,5	0,7
II. Engagements par signature	50,1	44,6	52,7	47,8	72,6	56,7
Total des risques (I+II)	204,5	188,1	211,5	205,6	503,1	445,0

Source: BRB, bulletins mensuels

Graphique 34: Evolution des crédits selon la durée de remboursement (en milliards de BIF)



Comme cela a été souligné plus tôt (section IV), la structure du crédit par terme, reflète la faiblesse du système financier dans le sens que l'essentiel des crédits porte sur le court terme par rapport au moyen terme et davantage encore par rapport au long terme, donc

vers des activités spéculatives et non l'investissement. Les améliorations observées en 2009 et en 2010 devraient être soutenues par un accompagnement de politiques destinées à soutenir le financement de l'investissement productif.

6.2. EVOLUTION DES RESERVES INTERNATIONALES OFFICIELLES

Pour l'année 2010 les réserves officielles se sont accrues de 12 Milliards de BIF passant de 397,5 à 409,5 Milliards de BIF. Exprimées en dollars américains, elles sont passées de 323,2 à 332,1 millions de dollars, soit une couverture de 6,6 mois d'importation de biens et services.

Tableau 20: Evolution des réserves officielles

(en milliards de BIF)					
	2006	2007	2008	2009	2010
Or monétaire	0,6	0,9	1	1,3	1,7
Avoirs en DTS	0,2	0,4	0,2	128,1	139
Avoirs en devises	130	196,5	327,3	267,4	268,1
Position de réserves au					
FMI	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7
Total	131,3	198,4	329,2	397,5	409,5

source: BRB

6.3. SITUATION DU TAUX DE CHANGE

Pour l'année 2010, la BRB a poursuivi la politique de détermination du taux de change par le marché aux enchères symétriques de devises mis en place en avril 2009. Cette politique permet aussi bien à la banque centrale qu'aux banques commerciales de vendre et d'acheter des devises sur ce marché.

En moyenne annuelle, le franc Burundi s'est sensiblement déprécié face au Yen Japonais (7,1%) au franc Suisse (5,2%) et légèrement vis-à-vis du dollar américain (0,05%). Par contre, il a connu une appréciation face à l'Euro (-4,1%) et à la livre sterling (-0,7%).

Tableau 21 : Cours de change moyen des principales devises par rapport au BIF

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
1 DTS	1631	1599,6	1514,2	1657,1	1874	1896	1884,2
1Dollar américain	1101	1081,6	1029	1081,9	1185,7	1230,1	1230,8
1 yen japonais	10,2	9,9	8,9	9,2	11,5	13,2	14,1
1 Euro	1369	1374,3	1294	1485,4	1743	1712,9	1642,8

Source: BRB

VII. BALANCE DE PAIEMENT

Le solde de la balance courante s'est aggravé suite principalement à la dégradation de la balance commerciale et à la diminution des transferts courants. Par contre, le compte de capital et d'opérations financières a enregistré une augmentation.

Tableau 22: Balance des paiements (en Mrds de BIF)

Année	2006	2007	2008	2009	2010
A. BIENS	-191,8	-211,3	-315,2	-337,8	-415
B. SERVICES	-172,5	-163,7	-208	-155,9	-109,2
C. REVENUS	-9,1	-6,4	-5,1	-20,9	-13,4
D. TRANSFERTS COURANTS	235,6	260,9	220,8	316,3	167,3
I. BALANCE COURANTE	-137,8	-120,4	-307,5	-198,3	-370,3
II. FINANCEMENT (y compris Erreurs et Omissions)	137,8	120,4	307,5	198,3	370,3
1. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	136,6	160,7	246,1	213,6	371,9
A. COMPTE DE CAPITAL	63,8	138,5	166,8	1261,3	95,9
B. COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES	72,8	22,2	79,3	-1047,8	276
2. ERREURS ET OMISSIONS	1,2	-40,3	61,4	-15,3	-1,6

Source: Banque de la République du Burundi (BRB)

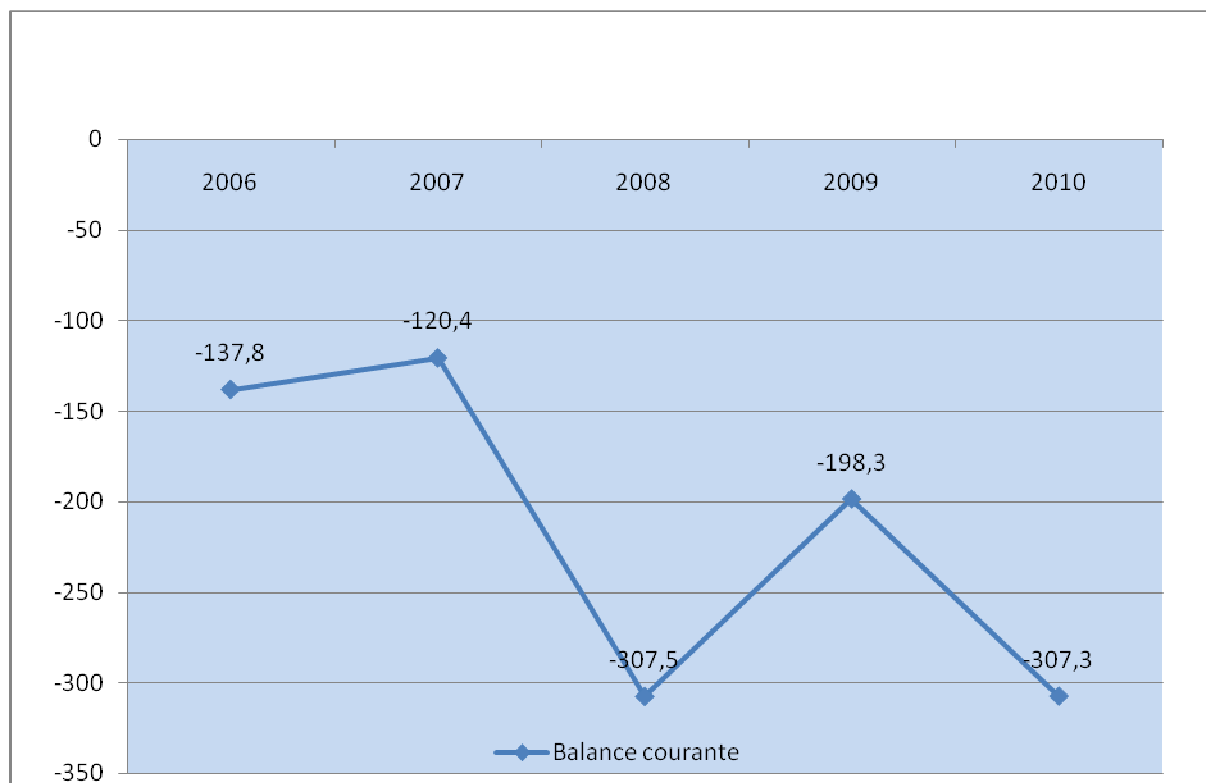
7.1. TRANSACTIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes est constitué par les opérations de biens, des services, des revenus et des transferts courants. Comme le montre le tableau ci-haut, la balance d'opérations courantes traduit bien la fragilité de l'économie burundaise qui est toujours tributaire de l'épargne extérieure.

Au terme de l'exercice 2010, la balance courante s'est soldée par un déficit plus lourd que celui de l'année 2009 (-370,3F contre -198,3 milliards de BIF) .

Cette dégradation est due généralement à l'aggravation de la balance commerciale (-415 Mrds de BIF en 2010 contre -337,8 Mrds de BIF en 2009) conjuguée avec la baisse des transferts courants (167,3 Mrds de BIF en 2010 contre 316,3Mrds de BIF en 2009).

Graphique 35 : Evolution de la balance courante 2006-2010 (en Mrds de BIF)



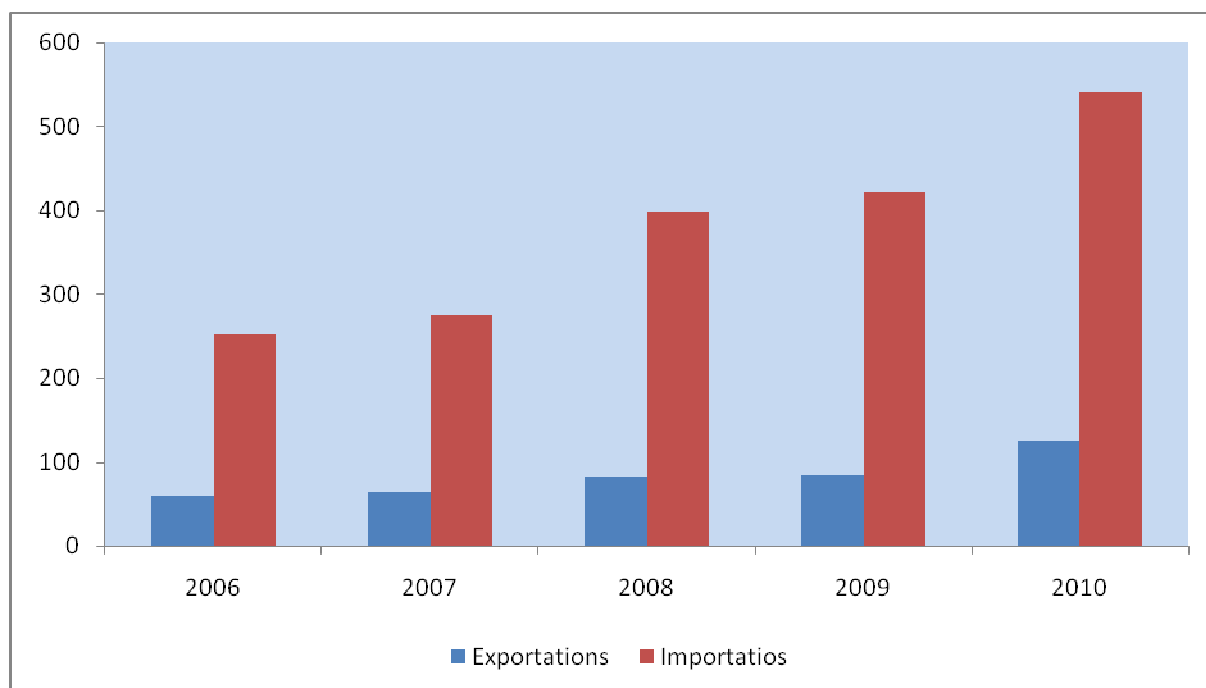
7.1.1. Balance commerciale

Pour l'année 2010, la balance commerciale est demeurée déficitaire. Cette situation résulte de la hausse des importations (540 Mrds en 2010 contre 422 Mrds en 2009) qui a largement dépassé l'augmentation des exportations (124,6 Mrds de BIF en 2010 contre 84,2 Mrds de BIF en 2009).

Le taux⁵ de couverture des importations par les exportations s'est légèrement amélioré, passant de 20% en 2009 à 23% en 2010.

⁵ Ce taux est exprimé par le rapport exportations sur importations en pourcentage

Graphique 36 : Evolution des échanges commerciaux 2006-2010 (en Mrds de BIF)

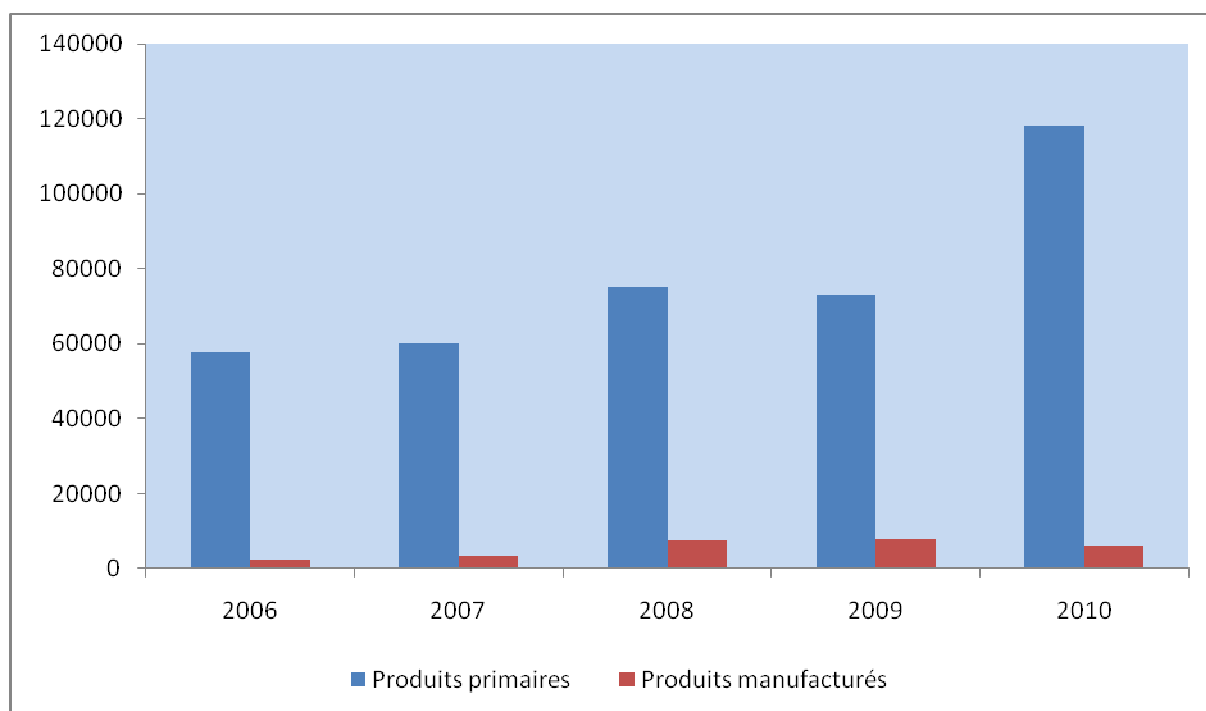


Le degré d'ouverture de l'économie, mesurée par le ratio [Exportations+importations]/PIB passe de 30,92% en 2009 à 36,02% en 2010.

a) Les exportations

Le produit des exportations a enregistré des meilleurs résultats grâce essentiellement aux exportations des produits primaires (118,3 contre 76,2 Mrds de BIF), lié respectivement au volume exporté du café (20 661 T contre 17 114 T), du thé (7 139 T contre 6 293T) et aux meilleurs prix qui ont prévalu sur les marchés internationaux. Ainsi, les exportations du café et du thé se sont fixés à 85,8 contre 48,7 Mrds de BIF et à 21,9 contre 18,9 Mrds de BIF respectivement.

Graphique 37: Evolution des exportations par structure (en millions de BIF)

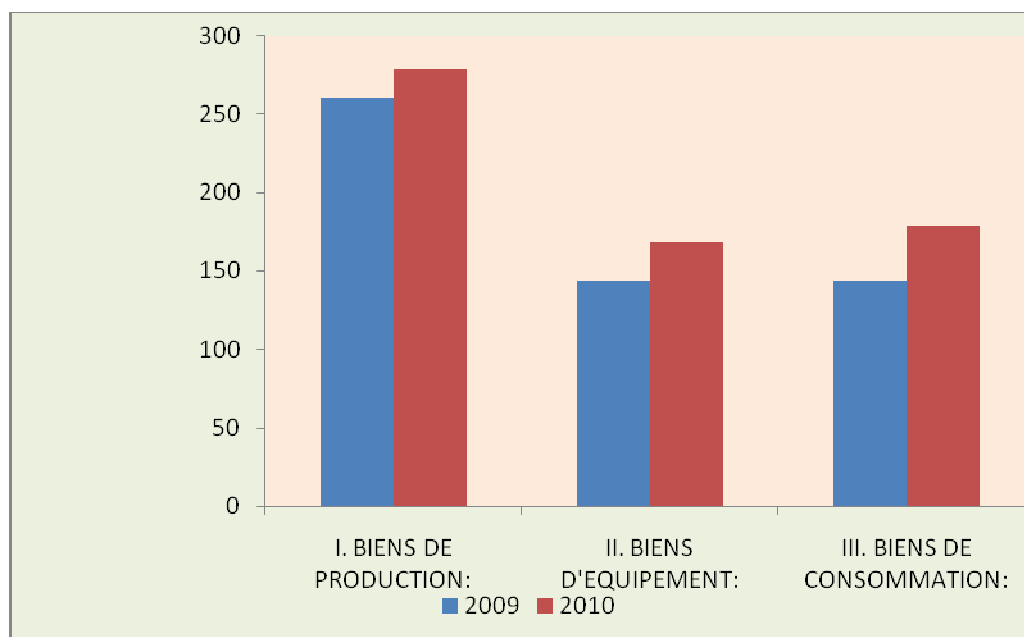


Par contre, les ventes des produits manufacturés ont connu un repli de 1,7 Mrds de BIF suite à la baisse des exportations des cigarettes (4,9%) et à l'absence des exportations du sucre (voir annexe tableau 15).

b) Les importations

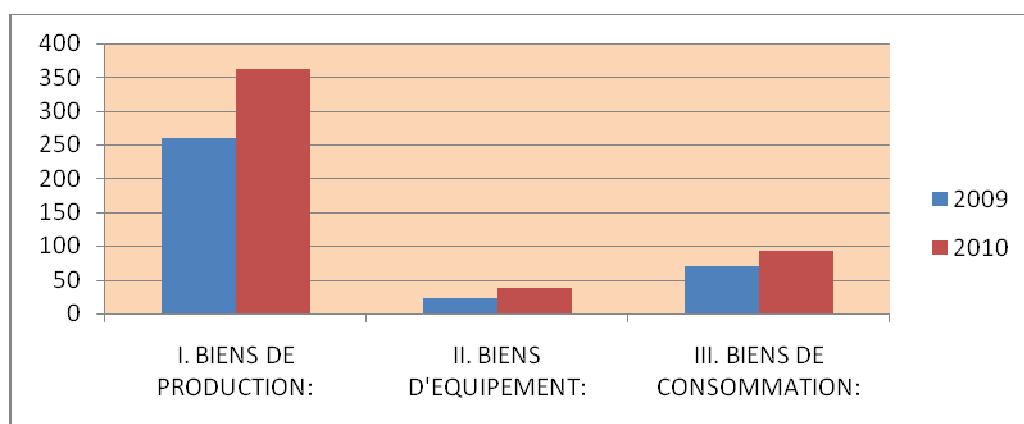
Au cours de l'exercice 2010, les importations en valeur CIF ont sensiblement augmenté de 26% (626,3 contre 494,8 Mrds de BIF en 2009) et de 40% en volume (495,0 contre 353,5 en milliers de Tonnes en 2009).

Graphique 38 : Evolution des importations par structure (en Milliards de BIF)



L'accroissement en valeur des importations a concerné les importations des biens de production (33,0%), de consommation (26,8%) et d'équipement (17%). De même, l'augmentation en volume des importations a porté sur les biens de production (45,7%), d'équipement (64,7%) et de consommation (10,5%).

Graphique 39 : Evolution des importations par structure (en milliers de tonnes)



7.1.2. Services

Les transactions de service ont accusé un déficit allégé de 54,2 Mrds de BIF, revenant de 176,8 à 122,6 Mrds de BIF suite à l'augmentation des exportations 99,2 contre 63,2 Mrds de BIF et à la baisse des importations des services (221,8 contre 239,9 Mrds de BIF).

a) Exportations

Les exportations des services ont enregistré un accroissement sensible dû essentiellement aux recettes des services fournis aux gouvernements étrangers (34,0 contre 17,6 Mrds de

BIF) et des autres services (54,8 contre 40,8 Mrds de BIF). Les recettes des revenus, constitués essentiellement par les placements des réserves de change, ont enregistré une contraction de 0,3 Mrds de BIF, se fixant à 1,4 contre 1,7 Mrds de BIF, suite à la chute des taux d'intérêt, due à la crise financière internationale.

b) Importations

Les dépenses totales au titre des services ont enregistré une décroissance suite à la contraction des paiements des services (207,1 contre 217,3 Mrds de BIF) et des revenus (14,8 contre 22,6 Mrds de BIF).

La diminution des paiements des services a résulté de la baisse des dépenses relatives aux voyages professionnels (14,4 contre 65 Mrds de BIF), aux frais de bourses et stages (9 contre 10,7 Mrds de BIF) et aux services reçus par les administrations publiques (14,6 contre 20,3 Mrds de BIF).

Quant aux revenus, la baisse observée s'explique par la chute des paiements d'intérêt sur les crédits extérieurs (2,3 contre 12,6 Mrds de BIF) malgré l'augmentation des transferts des dividendes et bénéfices (12,4 contre 9,9 Mrds de BIF)

7.1.3. Transferts courants

Les transferts courants dont a bénéficié le Burundi ont sensiblement diminué, revenant de 316,3 à 167,2 Mrds de BIF. Ces contreperformances sont dues à la diminution des apports extérieurs nets en faveur des secteurs publics (26,2 contre 120,9 Mrds de BIF) et privé (141,0 contre 195,4 Mrds de BIF).

Tableau 22: Balance des transferts courants en Mrds de BIF

	2009	2010
1. Secteur public	120,8	26,2
Crédit	120,8	27,3
Débit	0	-1,1
2. Secteur privé	195,5	141
Crédit	199,4	156,5
Débit	-3,9	-15,5
2.1 Envois de fonds des travailleurs	33,4	36,3
Crédit	34,7	42,4
Débit	-1,3	-6,1
2.2 Autres transferts	162	104,7
Crédit	164,6	114,1
Débit	-2,6	-9,4
Transferts nets	316,2	167,2

Source : BRB

7.2. TRANSACTION EN CAPITAL

Les transactions en capital se sont soldées par un excédent de 371,9 contre 213,6 Mrds de BIF suite au net accroissement du solde excédentaire des opérations financières (276,0 contre un déficit de 1048,8 Mrds de BIF. Ces résultats sont consécutifs à l'atteinte du point d'achèvement par le Burundi qui s'est traduite par la remise de la dette extérieure au titre de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM).

7.2.1. Compte de capital

La nette contraction de l'excédent du compte de capital (95,9 contre 1261,3 Mrds de BIF) résulte principalement de la faible annulation de la dette extérieure dont a bénéficié le Burundi au cours de l'exercice sous revu (2,7 contre 1160,2 Mrds de BIF en 2009) et par l'augmentation des paiements des contributions du pays aux organisations internationales (9,6 contre 4,0 Mrds de BIF) ; les dons projets ayant faiblement diminué (103,8 contre 105,2 Mrds de BIF).

Tableau 23: Evolution du compte de capital en Mrds de BIF

	2009	2010
Transferts de capital	1261,3	95,8
1.1 Administrations publiques	1261,4	96,8
Crédit	1265,4	106,5
remises de dettes	1160,2	2,7
dons projets	105,2	103,8
Débit	-4	-9,6
1.2 Autres secteurs	-0,1	-1,0
Transferts des migrants	-0,1	-1
Crédit	0	0
Débit	-0,1	-1

Source : BRB

7.2.2. Compte des opérations financières

Le solde des opérations financières s'est clôturé sur un excédent de 276,0 Mrds de BIF contre un déficit de 1048 Mrds de BIF en rapport avec l'augmentation de nouveaux tirages sur le crédit extérieur.

Tableau 24: Compte des opérations financières en Mrds de BIF

Année	2009	2010
Investissement directs	0,4	0,9
Investissement de portefeuille	-	-
Autres investissements	-979,9	287,0
Avoirs	-35,6	-53,6
Engagements	-944,3	340,6
Avoirs de réserves	-68,4	-12,0
Solde du compte financier	-1048	275,9

Source : BRB

Au vu de ce qui précède, les déséquilibres de la balance des paiements restent financés par l'épargne extérieure. Il s'avère donc indispensable que les autorités burundaises mettent en place des politiques visant la promotion des secteurs porteurs de croissance, notamment la diversification des exportations tant traditionnelles que manufacturées, en favorisant la création de petites et moyennes entreprises.

ANNEXES

Annexe 1: PIB par secteur économique (en milliards de FBU au prix de 1996)

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Secteur primaire	138,8	141,3	152,6	139,3	144,6	136,8	143,7	143,5	149,9	153	159
Secteur secondaire	34,9	36,2	37	40	42,7	46,5	48,7	51,5	53	55,8	58,3
Secteur tertiaire	75,8	78,9	81,3	85,4	89,7	98,5	104,4	111,3	118,8	125	129
PIB au coût des facteurs	249,5	256,4	270,9	264,7	277	281,8	296,8	306,3	321,7	333,2	346,4
Taxes indirectes (moins subventions)	22,1	20,7	18,6	21,3	21,6	20,8	21,2	22	22,6	23	23,6
PIB aux prix du marché	271,6	277,1	289,5	286	298,6	302,6	318	328,3	344,3	356,3	370

Source : Ministère du Plan et du Développement Communal, SPM, Modèle MACMOD_BI

Annexe 2 : PIB par secteur économique (en milliards de FBU au prix courants)

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Secteur primaire	184	195,9	230,3	205,3	222,4	389,2	427,0	463,0	603,6	701,3	790,4
Secteur secondaire	85,5	94,3	91,1	120,7	146	132,3	144,6	162,5	213,4	256,6	290,6
Secteur tertiaire	185,9	205,4	200,5	257,6	307	280,2	310,3	364,0	478,3	573,5	645,1
PIB au coût des facteurs	455,4	495,6	521,9	583,6	675,3	801,7	881,9	989,6	1295,3	1531,4	1726,2
Taxes indirectes (moins subventions)	55,6	54,3	62,7	61,1	73,2	59,2	64,5	70,5	90,9	105,7	117,7
PIB aux prix du marché	511	549,9	584,6	644,7	748,5	860,9	946,4	1060,1	1386,2	1637,1	1843,9

Source : Ministère du Plan et du Développement Communal, SPM, Modèle MACMOD_BI

Annexe 3 : Taux de croissance du PIB réel par secteur 2009-2012 en pourcentage

	2009	2010	2011	2012
Secteur primaire	1,8	3,9	3,2	6,5
Agriculture vivrière	3	2	3,2	6
Agriculture d'exportation	-38,2	75	-2,4	23
Elevage	5,7	4	5	5,5
Forêt	2,6	2,5	4,4	4,5
Pêche	0	5	1,1	1,5
Secteur secondaire	5,4	4,4	7,6	6,1
Industries	1	3,9	12,2	7,3
Industries agricoles	4,3	4,5	3,3	20
Industries alimentaires	-0,8	4,5	5	5,5
Industries textiles, cuir et vannerie	0	0	177,8	6
Autres industries	3,6	3	6,2	6,5
Artisanat	9,7	4,5	4	4,2
Construction	8	5	5,5	6
Mines et énergies	3,6	4	3,7	5
Secteur tertiaire	5,1	3,7	3,9	2,2
Administration	4,5	3,9	3,6	10
Transport et communication	8,8	4	6	8
Commerce	2,6	3	3,5	4
Autres services privés	6,6	3	3,5	4
PIB aux coûts des facteurs	3,6	3,9	4,2	4,8
Taxes indirects (moins subventions)	1,9	2,6	4,2	4,8
PIB aux prix du marché	3,5	3,9	4,2	4,8

Source : Ministère du Plan et du Développement Communal, SPM, Modèle MACMOD_BI

Annexe 4: Production vivrière par groupes de cultures de 1996 à 2010 (en milliers de Tonnes d'équivalente céréale)

Groupe de Cultures Année	Céréales	Légumineuses	Tubercules et Racines	Bananes	Total
1996	273	324	1364	1544	3505
1997	297	298	1296	1527	3418
1998	314	291	1501	1573	3679
1999	266	262	1497	1526	3551
2000	251	224	1481	1516	3472
2001	274	282	1613	1549	3718
2002	282	282	1707	1603	3874
2003	246	246	1545	1569	3606
2004	280	280	1641	1587	3788
2005	290	250	1575	1636	3751
2006	287	247	1508	1654	3696
2007	290	241	1527	1721	3779
2008	287	222	1548	1751	3808
2009	298	239	485	129	1178
2010	312	233	522	137	1204

Source : Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage

Annexe 5 : Production des principales cultures d'exportation 1990-2010 (en tonnes)

Année	Café marchand		Thé sec		Coton graine	
	Tonnage	Variation	Tonnage	Variation	Tonnage	Variation
1996	26 733	6%	5 715	-18%	2 606	-43%
1997	19 991	-25%	4 137	-28%	2 381	-9%
1998	16 937	-15%	6 668	61%	3 232	36%
1999	29 130	72%	6 859	3%	2 580	-20%
2000	18 503	-36%	7 133	4%	2 585	0%
2001	15 927	-14%	9 011	26%	2 901	12%
2002	36 226	127%	6 643	-26%	3 063	6%
2003	5 674	-84%	7 380	11%	3 512	15%
2004	38272	575%	7702	4%	4727	35%
2005	6167,0	-84%	7823,0	2%	4442,0	-6%
2006	29951	386%	6338,0	-19%	3037,0	-32%
2007	8088,9	-73%	6825	8%	2870	-5%
2008	25000	209%	6684	-2%	2887	1%
2009	6814	-73%	6731	1%	2577	-11%
2010	24130	254%	8024	19%	1688	-34%

Source : ARFIC, OTB, COGERCO

Annexe 6: Production de la pêche de 2000 à 2010 (en KG)

Année	Pêche coutumière	Pêche artisanale	Pêche industrielle	Total
2000	458 133	16 365 449	55 230	16 878 812
2001	1 062 016	9 010 604	96 700	10 169 320
2002	986 996	13 050 922	138 363	14 176 281
2003	677 607	12 737 453	292 499	13 707 559
2004	605 057	12 683 885	225 789	13 514 731
2005	757 962	8 703 955	204 224	9 604 877
2006	1 036 423	12 849 432	257 688	14 143 543
2007	912 052	10 553 668	226 765	11 534 970
2008	800 000	6 186 000	11 777 000	18 763 000
2009	799 868	11 514 340	2 557 329	14 871 537
2010	774 948	14 785 496	1 930 982	17 491 426

Source : Ministère de l'agriculture et de l'élevage, département de la pêche

Annexe 7 : Production des principales industries

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Industries alimentaires						
Bières Primus (HI)	776201	950805	975699	1039179	970 199	1 193 312
Bières Amstel (HI)	236270	269492	313732	329518	396 268	471 927
Boissons gazeuses (HI)	143574	257722	294213	284977	287 063	319 937
Sucre(T)	19058	18147	20213	18233	14 314	18 937
Huile de coton(L)	135900	101206	51220	33550	31 528	26 501
Cigarettes (en milliers d'unité)	419055	409635	472455	436065	514 240	457 825
industries chimiques						
Peinture(T)	544	488	498	505	450	543
Oxygène (m ³)	44627	42934	45278	18100	37 103	33 481
Savons de toilette(Kg)	155809	159320	144923	202128	195 495	217 921
Savons de ménages(Kg)	2974593	2796885	2668590	5469222	5 805 326	5 200 956
mousses	18799	41125	25284	16820	20 070	16 974
casiers en plastic (unités)	112018	234892	184348	367649	361 107	393 235
Industries des matériaux de construction						
Tubes PVC(Kg)	114929	137099	176541	104419	139 945	143 152
Profilés(m)	18182	20921	8508	26044	26 741	39 120

Source : BRB

Annexe 8 : Trafic sur l'aéroport international de Bujumbura

Période	Arrivée				Départ			
	Passagers	Bagages(T)	Fret(T)	Poste(T)	Passagers	Bagages(T)	Fret(T)	Poste(T)
2005	73072	510	3093	42	63908	357	188	21
2006	73704	487	2590	59	64230	432	210	16
2007	89538	491	2251	38	62751	403	278	24
2008	95926	608	2184	40	68709	401	365	26
2009	103410	736	2416	51	79350	495	275	33
2010	116451	589	3114	44	78943	374	330	36

Source : BRB

Annexe 9: Revenu national brut aux prix courants (en Mrds de BIF)

	2007	2008	2009	2010
PIB aux prix du marché	1060,1	1386,2	1637,1	1843,9
Revenus nets	-6,4	-5,1	-20,9	-13,4
Produit National Brut	1066,5	1391,3	1658,0	1857,3
Transferts courants	260,9	220,8	316,3	167,3
Revenu National Brut	1327,4	1612,1	1974,3	2024,5

Source: Ministère du Plan et du Développement Communal, SPM, Modèle MACMOD_BI

Annexe 10: Demande intérieure aux prix courants (en Mrds de BIF)

	2007	2008	2009	2010
Investissements bruts	185,7	309,7	362,3	379,9
Investissements publics	90,3	181,4	202,7	196,0
Investissements privés	95,4	128,2	159,6	183,9
Consommation finale	1295,8	1782,1	1940,6	2196,8
Consommation publique	287,7	576,2	600,8	722,0
Consommation privée	1008,1	1205,9	1339,8	1474,8

Source: Ministère du Plan et du Développement Communal, SPM, Modèle MACMOD_BI

Annexe 11: Demande intérieure aux prix de 1996 (en Mrds de BIF)

	2007	2008	2009	2010
Investissements bruts	57,7	76,9	78,8	76,2
Investissements publics	28,1	45,1	44,1	39,3
Investissements privés	29,6	31,8	34,7	36,9
Consommation finale	328,8	335,6	355,6	371,5
Consommation publique	71,7	110,1	95,7	107,6
Consommation privée	257,0	225,5	259,9	264,0

Source: Ministère du Plan et du Développement Communal, SPM, Modèle MACMOD_BI

Annexe 12: Budget consolidé des finances publiques et de son financement

	2008	2009	2010
Recettes	261,7	304,6	363,4
Recettes fiscales	232,8	278,7	341,9
Impôt sur le revenu	73,3	84,7	108,6
Taxes sur les biens et services	116,1	147,3	193,7
Taxes sur le commerce extérieur	40,8	44,5	39,6
Autres recettes fiscales	2,6	2,2	0,0
Taxes sur le patrimoine	0,0	0,0	0,0
Recettes non fiscales	28,9	25,9	21,5
Dépenses et prêts nets	489,6	508,3	834,6
Dépenses courantes	357,6	415,7	498,1
Traitements	157,6	185,0	233,7
Civils	108,9	133,9	180,7
Militaires	29,2	31,0	31,9
Nouvelle Police Nationale	19,5	20,1	21,1
Biens et services	95,4	104,1	100,3
Nouvelle Police Nationale	18,7	24,3	23,7
Transferts et subventions	77,7	100,3	134,5
Intérêts dus	26,9	26,3	29,6
Intérieurs	14,8	14,8	19,2
Extérieurs	12,1	11,5	10,4
Autres dépenses	6,0	0,3	0,0
Imprévus	6,0	0,3	0,0
Projets spéciaux	0,0	0,0	0,0
Protection sociale temporaire	0,0	0,0	0,0
Dépenses de fonds	0,0	0,0	0,0
Dépenses exceptionnelles	0,0	0,0	72,5
Démobilisation	0,0	0,0	20,0
Élections	0,0	0,0	52,5
Fonds Global	0,0	0,0	0,0
Dépenses IADM	0,0	0,0	0,0
Dépenses en capital	126,8	93,3	264,0
Ressources intérieures	44,6	58,4	79,6
Ressources externes	82,2	35,0	184,4
Prêts projets	11,4	16,6	36,8
Dons projets	70,8	18,4	147,6
Prêts nets	-0,8	-1,0	0,0
	2008	2009	2010
	-118,8	-142,5	-184,7

Solde primaire			
Solde primaire y compris dépenses exceptionnelles	-118,8	-142,5	-257,2
Solde global (base engagements)			
Dons inclus	9,2	-31,1	-28,6
Dons exclus	-227,9	-203,7	-471,2
Variations des arriérés (réduction -)	0,5	-10,9	0,0
Intérêts extérieurs	0,0	0,0	0,0
Arriérés Intérieurs	0,5	-10,9	0,0
Solde global (basse caisse)	-227,4	-214,6	-471,2
Financement	227,3	215,4	479,4
Financement extérieur	207,5	152,5	442,2
Prêts budgétaires	0,0	0,0	0,0
Dons budgétaires	130,6	88,8	123,7
Prêts projets	11,4	16,6	36,8
Dons projets	70,6	18,0	147,6
Programmes spéciaux	6,0	0,3	72,5
Démobilisation	6,0	0,3	20,0
Élections	0,0	0,0	52,5
PPTTE	29,8	66,3	107,0
IADM	0,0	0,0	0,0
Amortissement	-40,9	-37,5	-45,4
Variation des arriérés (réduction -)	0,0	0,0	0,0
Allègement de la dette	0,0	0,0	0,0
Produits des privatisations	0,2	0,2	0,0
Financement intérieur	19,6	62,7	37,2
Secteur bancaire	36,8	49,7	31,0
BRB	36,7	60,1	-9,1
Banques commerciales	0,1	-10,4	40,1
Compte des opérations du Trésor / BRB	-4,0	22,5	0,0
Secteur non bancaire	-13,2	-9,5	6,2
Erreurs et omissions / Besoin de financement	0,1	-0,8	-8,2
PIB nominal	1368,2	1637,1	1843,9

Source : Ministère du Plan et du Développement Communal, SPM, Modèle MACMOD_BI

Annexe 13 : Ressources globales

(En milliards de BIF)	2008	2009	2010	2011
Ressources internes	261,7	304,6	363,4	438,2
Recettes fiscales	232,8	278,7	341,9	412,6
Impôt sur le revenu	73,3	84,7	108,6	117,1
Taxes sur les biens et services	116,1	147,3	193,7	223,6
Taxes sur le commerce extérieur	40,8	44,5	39,6	44,5
Autres recettes fiscales	2,6	2,2	0,0	27,4
Taxes sur le patrimoine	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes non fiscales	28,9	25,9	21,5	25,6
Ressources externes	207,7	152,7	442,2	534,7
Dons budgétaires	130,6	88,8	123,7	146,9
Dons projets	70,6	18,0	147,6	282,2
Programmes spéciaux	6,0	0,3	72,5	26,6
PPTTE	29,8	66,3	107,0	80,0
IADM	0,0	0,0	0,0	0,0
Amortissement	-40,9	-37,5	-45,4	-45,9
Prêts projets	11,4	16,6	36,8	44,9
Produits des privatisations	0,2	0,2	0,0	0,0
Total des ressources globales	469,4	457,3	805,6	972,9
PIB nominal	1368,2	1637,1	1843,9	2127,2

Source : Ministère du Plan et du Développement Communal, SPM, Modèle MACMOD_BI

Annexe 14 : Dette intérieure

En milliards de BIF	2006	2007	2008	2009	2010
Dette intérieure	230,5	241,2	272,4	366,0	429,7
Système bancaire	218,4	219,1	237,2	326,2	369,4
BRB	208,5	181,7	170,8	250,3	253,2
Avances ordinaires	49,4	28,4	32,8	95,2	19,1
Avances ordinaires consolidées	77,2	75,7	71,4	65,9	0,0
Avances BEI	18,1	14,9	9,6	4,7	0,0
Autres créances	63,9	62,7	57,0	49,8	0,0
Obligations et bons de trésor	-	-	-	34,7	0,0
Crédit spécial					88,9
Créances rééchelonnées					145,1
Banque Commerciale	7,2	33,2	58,6	65,4	106,9
CCP	0,0	-	-	-	-
Obligations et bons du trésor	7,2	33,2	58,6	65,4	106,9
CCP	2,6	4,1	7,8	10,5	9,3
en % de la dette intérieure	94,8	90,8	87,1	89,1	86,0
Système non bancaire	12,1	22,1	35,2	39,9	60,4
Etablissements financiers	0,3	0,0	0,8	0,8	0,8
Autres organismes	11,8	22,1	34,4	39,0	59,5
en % de la dette intérieure	5,2	9,2	12,9	10,9	14,0

Source : BRB

Annexe 15: Evolution de la dette publique par secteur économique

En milliards de BIF	2005	2006	2007	2008	2009	2010
I. Dette directe	1081,8	1150,0	1327,0	1370,4	449,6	496,3
A. Equipements publics	341,0	374,4	436,5	448,7	177,8	199,0
1 Transport	211,8	232,4	274,2	281,8	118,0	148,1
2. Infrastructures	128,7	141,5	161,7	166,4	59,8	50,9
3. Divers	0,5	0,5	0,6	0,5	0,0	0,0
B. Secteurs productifs	170,1	181,3	210,6	217,1	65,4	56,9
Agriculture et élevage	143,8	154,1	180,4	186,4	59,1	54,4
Sylviculture	20,1	21,0	23,5	24,0	3,7	0,0
Industrie	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2
Mines et énergie	5,9	6,1	6,5	6,5	2,5	2,3
C. Secteur social	156,7	174,1	206,8	214,6	48,9	47,5
Education	76,2	78,3	88,1	89,8	0,0	0,0
Santé	80,5	95,8	118,6	124,8	48,9	47,5
D. Divers	414,0	420,1	473,2	489,9	157,4	193,0
Balance des paiements	200,1	190,9	218,6	218,9	27,7	25,8
Assistance technique	8,0	8,1	8,9	9,2	0,0	0,0
Gestion des entreprises publiques	7,4	7,8	9,0	9,3	0,0	0,0
Etude de projets	23,0	24,4	28,1	29,2	1,3	1,2
Autres	175,6	188,9	208,5	223,3	128,5	166,0
en % de la dette extérieure totale	86,9	86,8	86,7	87,4	80,1	94,0
II. Dette rétrocedée	162,7	175,4	203,6	197,6	111,8	31,4
A. Equipements publics	20,9	22,6	26,3	26,8	16,2	0,0
Télécommunications	20,7	22,4	26,1	26,6	16,0	0,0
Infrastructures	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0
B. Secteurs productifs	141,8	152,8	177,2	170,8	95,6	31,4
Agriculture et élevage	43,8	48,5	57,6	58,1	42,3	6,6
Pêche						
Agro-industrie	15,1	15,9	17,3	17,5	17,0	10,6
Energie	82,9	88,3	102,3	95,2	36,2	14,2
en % de la dette extérieure totale	13,1	13,2	13,3	12,6	19,9	0,6
Total	1244,6	1325,3	1530,6	1568,0	561,4	527,7

Source : BRB

Annexe 16: Balance des paiements (Mrds de BIF)

	2006	2007	2008	2009	2010
A. BIENS	-191,8	-211,3	-315,2	-337,8	-415
Crédit	59,9	63,7	82,6	84,2	124,6
Débit	-251,7	-274,9	-397,8	-422	-540
B. SERVICES	-172,5	-163,7	-208	-155,9	-109,2
Crédit	35,5	33,3	98,8	61,4	97,8
Débit	-208	-197	-306,8	-217,3	-207,1
C. REVENUS	-9,1	-6,4	-5,1	-20,9	-13,4
Crédit	4,7	9,4	12,9	1,7	1,4
Débit	-13,8	-15,7	-18	-22,6	-14,8
D. TRANSFERTS COURANTS	235,6	260,9	220,8	316,3	167,3
Crédit	238,4	261,5	223,1	320,3	184
Débit	-2,8	-0,5	-2,3	-4	-16,7
I. BALANCE COURANTE	-137,8	-120,4	-307,5	-198,3	-370,3
II. FINANCEMENT (y compris Erreurs et Omissions)	137,8	120,4	307,5	198,3	370,3
1. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	136,6	160,7	246,1	213,6	371,9
A. COMPTE DE CAPITAL	63,8	138,5	166,8	1261,3	95,9
B. COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES	72,8	22,2	79,3	1047,8	276
1. INVESTISSEMENTS DIRECTS	0	0,5	3,9	0,4	1
2. INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	0	0	0	0	0
3. AUTRES INVESTISSEMENTS	91,3	89,6	206,1	980	287
3.1 Avoirs	-31,1	-37	-36,5	-35,6	-53,6
3.2 Engagements	122,4	126,7	242,6	-944,3	340,6
4. AVOIRS DE RESERVE	-18,5	-67,9	-130,7	-68,4	-12
2. ERREURS ET OMISSIONS	1,3	40,3	61,4	-15,3	-1,6

Source : BRB

Annexe 17: Exportation des Merchandises

		Volume :en T				
		Valeur: en MBIF				
		Valeur unitaire: en BIF/Kg				
		Variation de la valeur unitaire en p.c.				
		2006	2007	2008	2009	2010
1. Produits primaires (valeur) dont:		57847	60231	75218,7	73204,9	118309,5
Café	Volume	17928	20307	15883	15989	20661
	Valeur	40372	41684	47184,2	45263,8	85814,3
	Valeur unitaire	2252	2052,7	2970,7	2830,9	4153,4
	Variation	9,5	-8,8	44,7	-4,7	45,9
Thé	Volume	5902	6475	5406	6293	7139
	Valeur	10238	9924,5	15531	18429	21919,5
	Valeur unitaire	1735	1532,7	2872,9	3006,9	3070,4
	Variation	37,8	-11,6	87,4	4,7	2
Peaux bruts	Volume	1832	2682	2283	2273	3019
	Valeur	1574	3823,6	3704,8	2335,3	3994,5
	Valeur unitaire	859,3	1425,7	1622,8	1027,3	1323,1
	Variation	126,1	65,9	13,8	-36,7	28,8
2. Produits manufacturés (valeur)		2513	3422,4	7362,5	7987,3	6287
	Bière	603,6	873,1	1821,9	1596,4	2222,4
	Tissus en coton	144	9,5	0	14,5	42,9
	Cigarettes	806,8	985,8	1796,4	1773,6	1685,4
	Bouteilles	21,5	0,6	0	0,1	8
	Huile de palme brute	0	0	0	0	0
	Sucre	466	1221,1	1465,4	2210,7	0
	Savons	68,5	45,6	1079,6	1625,5	1600,5
	Autres	402,5	286,7	1199,2	766,5	727,5
TOTAL		60360	63653	82581,2	81192,2	124596,5

Source : Banque de la République du Burundi(BRB)

Annexe 18: Structure des importations en Mrds de BIF et en milliers de Tonnes.

	2009		2010	
	V	Q	V	Q
I. BIENS DE PRODUCTION:	260,5	260 ,1	278,8	362,8
10. Métallurgie	19,1	17	27,9	26,2
11. Agriculture et élevage	8,4	6,9	8,6	12,6
12. Alimentation	35,5	28,4	32,3	41,8
13. Textile	0,5	0,1	0,3	0,4
14. Construction	48,6	133,6	60	159
15. Bois	1	1,3	1,9	3
16. Papier	0,2	0,2	0,3	0,7
17. Cuir	0	0	0	0
18. Autres biens de production:	93,2	72,6	147,1	119
180 Chimiques	9,4	4,4	5,9	8
181 Combustibles solides	0	0	0	0
182 Huiles minérales	70,5	64	121,1	97,9
183 Autres	13,2	4,2	20	13
II. BIENS D'EQUIPEMENT:	143,7	23,4	168,2	38,6
20. Chaudières, engins mécaniques	33,4	3,1	45,5	11,3
21. Pièces et outillages	15,5	6,7	11	7,2
22. Matériel électrique	54,4	4,6	44,9	5,4
23. Tracteurs, véhicules et engins	33,7	8	53,4	12,3
24. Autres biens d'équipement	6,4	0,7	13,1	2,2
III. BIENS DE CONSOMMATION:	144,1	69,4	178,9	93,1
30. Durables:	54,4	24,3	87,6	34,6
300 Textiles	17,7	5,3	29,5	16
301 Véhicules	6	1,7	12,8	4,1
302 Autres	30,7	17,2	45,2	14,4
31. Non durables:	89,6	45	91,3	58,5
310 Alimentaires	35	40,1	31,7	43,7
311 Pharmaceutiques	40,6	1,1	43,1	3,7
312 Autres	13,9	3,7	16,4	10,9
TOTAL	494,8	353,4	626,2	494,9

Source : BRB

Annexe 19 : Exportations (en millions de BIF)

	2007	2008	2009	2010
PRODUITS PRIMAIRES	60230,8	75218,7	76174,1	118309,5
café marchand(2)	41684,3	47184,2	48733,0	85814,3
coton	1470,2	1216,3	2344,7	1827,9
peaux brutes	3823,6	3704,8	2335,1	3994,5
thé	9924,5	15531,0	18945,6	21919,5
huile de palme brute	25,2	75,6	-	3,1
minerai de niobium	1009,3	1079,7	-	-
animaux vivants	-	-	0,6	-
poissons vivants	218,2	218,8	279,9	-
autres	2075,5	6208,3	3535,2	4750,2
PRODUITS MANUFACTURES	3422,4	7362,5	7987,4	6287,0
plaques et ouvrages en fibro-ciment	-	-	-	-
limonades, eaux gazeuses	43,9	1,0	12,5	3,8
bouteilles en verre foncé	0,6	-	0,1	8,1
bières	873,1	1821,9	1596,4	2222,4
cigarettes	985,8	1796,4	1773,6	1685,4
ouvrages en métaux communs	0,0	-	0,0	0,0
tissus de coton	9,5	-	14,5	42,9
sucre	1221,1	1465,3	2210,7	-
savons	45,6	1079,6	1625,5	1600,5
autres (1)	242,8	1198,3	754,1	724,0
TOTAL	63653,2	82581,2	84161,5	124596,5

Source : BRB

Annexe 20 : Structure des exportations en Tonnes

	2007	2008	2009	2010
PRODUITS PRIMAIRES	33054,853	29736	29536,901	33338,79
café marchand (2)	20306,76	15883	17113,601	20660,96
coton	1100	720	1794	840
peaux brutes	2682,084	2283	2273	3019,081
thé	6474,7	5406	6292,8	7138,949
huile de palme brute	66	135	-	14
minéraux de nobium	62,3	54	-	-
animaux vivants	-	-	-	-
poissons vivants	11,045	11	11,2	-
autres	2351,964	5244	2052,3	1665,8
PRODUITS MANUFACTURES	6119,845	8495	8268,6	5659,041
plaques et ouvrages en fibro-ciment	-	-	-	-
limonades, eaux gazeuses	92,96	14	16,7	-
bouteilles en verre foncé	4	-	-	33
bières	3206,63	4299	2959	3700,063
cigarettes	187,2	294	267	238,6
tissus de coton	26	-	3	20
sucre	2000	2500	3000	-
savons	441	1014	1301	1288,7
autres (1)	162,055	374	721,9	378,678
TOTAL	39174,698	38231	37805,501	38997,831

Source: BRB

Annexe 21 : Répartition géographique des échanges (Mrds de BIF)

	Importation		Exportation		TOTAL DES ECHANGES	
	2009	2010	2009	2010	2009	2010
EUROPE	27,8	22,1	59,9	57,1	32,2	27,8
Union Européenne	26,9	20,6	32,6	29,8	27,7	22,1
dont:						
Belgique	11,4	9,6	10	8,3	11,2	9,4
Allemagne	1,5	1,3	4,8	1,9	2	1,4
France	4,3	4,8	1,1	0,5	3,8	4
Pays-Bas	1	0,8	1,6	0,7	1,1	0,8
Italie	3,2	1,1	0,8	1,1	2,9	1,1
Royaume-Uni	1	1	9,7	16,7	2,2	3,6
AUTRES	0,9	1,4	27,3	27,3	4,5	5,7
dont:						
Suisse	0,5	0,6	26,5	27	4	5
Russie	0,2	0,4	0,9	0,1	0,3	0,4
ASIE	38,5	46,9	19,3	21,5	35,9	42,7
dont:						
Arabie saoudite	13,6	18,4	0,1	0	11,7	15,4
Rép.Pop.DE Chine	8,3	10	0,4	2,4	7,2	8,7
Japon	3,6	7,5	0,1	0,1	3,2	6,3
Union Indienne	4,9	5,1	0	0	4,2	4,2
Pakistan	0,5	0	11,7	10,6	0,4	1,8
Singapour		0		6,4		1,1
AFRIQUE	30,2	29	18,9	20,9	28,6	27,7
dont:						
EAC	21,5	17,6	9,3	12,4	19,9	16,7
Tanzanie	4,5	5,3	1	0,3	4	4,5
R.D.C(1)	0,2	0,2	3,6	2,7	0,6	0,6
Rwanda	0,4	0,5	4,8	8,5	1	1,8
Kenya	8,4	6,1	0,6	1,4	7,4	5,3
Zambie	2,8	6,8	0	0	2,4	5,7
RSA(2)	1,4	1,6	0	0,1	1,2	1,3
Ouganda	8,2	5,7	2,9	2,1	7,5	5,1
Egypte	0	2,2	5,6	4,4	0,8	2,6
Swaziland	0	0	0	1,2	0	0,2
AMERIQUE	3,4	1,6	1,8	0,2	3,1	1,3
dont Etats-Unis	1,9	1,1	1	0	1,1	0,9
AUTRES NON SPECIFIES	0,1	0,4	0,1	0,2	0,2	0,4
TOTAL	100	100	100	100	100	100

Source : BRB

Annexe 22 : Importation des services en Mrds de BIF

	2006	2007	2008	2009	2010
A.SERVICES NON FACTEURS	208	191,5	293,6	217,2	207
1. Transports	57	58,1	82,4	103,5	136,4
maritime	11,2	11,7	14,9	18,5	23,7
aérien	9,6	11	19,2	24,5	35,7
routier	36,1	35,3	48,2	60,3	76,9
2. voyages	128,7	112	170,9	76,4	24,4
a. professionnels	123,9	106,6	158,7	65	14,4
b. personnels	4,7	5,4	12,1	11,4	10
soins de santé	1,5	1,3	1,1	0,7	1
éducation	3,2	4	11	10,7	8,9
autres		0			
3. Services d'assurances	2,5	1,3	4	3,2	3,1
réassurances	2	1,1	3,5	2,9	2,6
assurances/marchandises	0,5	0,2	0,4	0,2	0,5
4. Services reçus par les administrations publiques	8,9	10	21,6	20,3	14,5
5. Services financiers	2,2	2	4,7	2,3	1,7
6. Autres services aux entreprises	8,4	7,8	9,7	11,3	26,6
B.REVENUS	13,8	15,3	18	22,5	14,7
1. Revenus des investissements directs	3,4	5,1	6,2	9,9	12,4
2. Revenus des investissements de portefeuilles (publics)	10,3	10,5	11,7	12,6	2,3
3. Revenus locatifs		0	0	0	0
SOLDE	221,8	207,3	311,6	239,8	221,8

Source : BRB

Annexe 23: Exportations des services en Mrds de BIF

	2006	2007	2008	2009	2010
A.SERVICE NON FACTEURS	35,4	33,3	98,7	61,4	97,8
1. Transports:	0,8	1,5	1	0,6	1
maritime	0,5	0,4	0,7	0,4	0,5
aérien	0,3	1	0,3	0,2	0,3
routier					
2. Voyages:	1,3	1,4	1,5	1,8	2,1
a. Professionnels					
b. Personnels	1,3	1,4	1,5	1,8	2,1
soins de santé					
éducation					
autres	1,3	1,4	1,5	1,8	2,1
3. Services d'assurances	0	0	0,1	0,4	1,2
réassurances	0	0	0,1	0,4	1,2
4. Services fournis par les administrations publiques	29,7	26,2	94,9	58,3	88,8
a. Recettes de Gouvernements étrangers	9,1	12,4	21,8	17,5	34
b. Autres services	20,6	13,7	73,1	40,8	54,8
5. Autres services aux entreprises	3,4	4,1	1,1	0	4,6
B.REVENUS	4,7	9,3	12,8	1,6	1,3
TOTAL	40,2	42,6	111,6	63,1	99,2

Source : BRB

Annexe 24 : Monnaie et Crédit (en milliards de BIF)

Année	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Actif	302,4	361,3	440,6	482,1	629	733,1	835,05
Avoirs extérieurs nets	25,9	71,6	76	109,1	181,2	168,8	139,92
Crédit intérieur net	276,5	289,7	364,6	373	448,1	564,3	695,12
Passif	302,4	361,3	440,7	483,2	629,3	733,1	835,05
Masse monétaire (M2)	201,5	257,7	299,9	330,1	443,1	525,9	633,48
Autres ressources	100,9	103,6	140,8	152,1	186,2	207,2	201,56

Source : BRB, bulletins mensuels.

Annexe 25: Situation Monétaire (en milliards de BIF)

Année	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Avoirs extérieurs nets	70,3	74,6	109,1	181,2	168,7	139,92
Avoirs extérieurs bruts	173,3	207,2	299,3	458,1	554,4	578,99
Engagements extérieurs à court terme	103	132,6	190,3	276,9	385,8	439,07
Crédit intérieur net	289,7	366,4	373	448,2	564,3	695,12
Créances sur l'Etat nettes	121,1	159,7	157,4	176,5	247,5	287,66
Crédit à l'économie	168,8	206,6	215,4	271,7	316,7	407,46
TOTAL ACTIF=TOTAL PASSIF	360	441	482,1	629,4	733	835,05
Masse monétaire (M2)	257,7	301,6	330,1	443,1	525,9	633,48
Monnaie (M1)	183,5	217,6	235,4	335,9	399,5	480,36
Quasi monnaie	74,2	84	94,7	107,2	126,4	153,12
Autres postes nets	102,3	139,4	152	186,3	207,1	201,56

Source : BRB, bulletins mensuels.

Annexe 26 : Evolution de la Masse Monétaire et ses Contreparties

Année	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Avoirs extérieurs nets	38	70,3	74,6	109,1	181,2	168,7	139,92
Crédit intérieur net	278,8	289,7	366,4	373	448,2	564,3	695,12
Créances sur l'Etat nettes	106,6	121,1	159,7	157,4	176,5	247,5	287,66
Crédit à l'économie	172,2	168,8	206,6	215,4	271,7	316,7	407,46
Masse monétaire (M2)	217,1	257,7	301,6	330,1	443,1	525,9	633,48
Monnaie (M1)	157,1	183,5	217,6	235,4	335,9	399,5	480,36
Quasi monnaie	60,1	74,2	84	94,7	107,2	126,4	153,12
Autres postes nets	99,7	102,3	139,4	152	186,3	207,1	201,56

Source : BRB, bulletins mensuels.

Annexe 27 : Evolution de l'indice des prix des ménages de Bujumbura

ANNEE	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
IPC base 100=1996	474,1	536,5	550,9	596,8	742,8	821	874,6
Taux d'inflation	8,4	13,2	2,7	8,3	24,5	10,5	6,5

Source : ISTEEBU

Liste de ceux qui ont contribué à la rédaction du rapport sur l'Economie Burundaise 2010

NOM ET PRENOM	INSTITUTION REPRESENTEE
AHISHAKIYE Honoré	INSTITUT DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
BATUNGWANAYO Ciza Antonine	MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT COMMUNAL
BIGIRIMANA Rénovât	MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT COMMUNAL
BUKURU Gédéon	MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT COMMUNAL
BUKURU Lydia	ISTEEBU
BUMVIYE Juvénal	MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT COMMUNAL
Dr SENTAMBA Elias	INSTITUT DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
FENGURE Balthazar	MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT COMMUNAL
HABIMANA Faustin	MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT COMMUNAL
HABONIMANA Aubin	MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT COMMUNAL
MADEBARI Jean Pierre	MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE
MANIRAKIZA Jean Baptiste	AUTORITE DE REGULATION DE LA FILIERE CAFE
MWIZERWA Nadine	MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT COMMUNAL
NDAYIKEZA Clément	MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT COMMUNAL
NDUWIMANA Gervais	INSTITUT DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
NGENDAKURIYO Mathias	BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI
NITONDE Aimable	COMPAGNIE DE GERANCE DE COTON
NIYONGABO Prosper	MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT COMMUNAL
NIYONKURU Yves Richard	MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT COMMUNAL
NIYONZIMA Félix	BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI
NKUNDIZANYE Fabiola	MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT COMMUNAL
NKUNZIMANA Jeanine	MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT COMMUNAL
NTABANGANA Térrence	MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT COMMUNAL
NTISINZIRA Marie Chantal	MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT COMMUNAL
NZEYE Guillaume	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
NZEYIMANA Déo	OFFICE DU THE DU BURUNDI
TUYISHEMEZE Alice	MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT COMMUNAL